



ARCHIVED - Archiving Content

Archived Content

Information identified as archived is provided for reference, research or recordkeeping purposes. It is not subject to the Government of Canada Web Standards and has not been altered or updated since it was archived. Please contact us to request a format other than those available.

ARCHIVÉE - Contenu archivé

Contenu archivé

L'information dont il est indiqué qu'elle est archivée est fournie à des fins de référence, de recherche ou de tenue de documents. Elle n'est pas assujettie aux normes Web du gouvernement du Canada et elle n'a pas été modifiée ou mise à jour depuis son archivage. Pour obtenir cette information dans un autre format, veuillez communiquer avec nous.

This document is archival in nature and is intended for those who wish to consult archival documents made available from the collection of Public Safety Canada.

Some of these documents are available in only one official language. Translation, to be provided by Public Safety Canada, is available upon request.

Le présent document a une valeur archivistique et fait partie des documents d'archives rendus disponibles par Sécurité publique Canada à ceux qui souhaitent consulter ces documents issus de sa collection.

Certains de ces documents ne sont disponibles que dans une langue officielle. Sécurité publique Canada fournira une traduction sur demande.

Les points de vue des communautés

EXAMEN DES
causes de la violence chez les jeunes

volume 1
RÉSULTATS, ANALYSE
ET CONCLUSIONS

volume 2
SOMMAIRE

volume 3
LES POINTS DE VUE
DES COMMUNAUTÉS

L'HONORABLE ROY MCMURTRY
ALVIN CURLING

Les points de vue des communautés

EXAMEN DES
causes de la violence chez les jeunes

L'HONORABLE ROY McMURTRY
ALVIN CURLING



On peut prendre connaissance du présent document en consultant notre site Web, à : www.rootsofyouthviolence.on.ca

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2008

ISBN 978-1-4249-8002-4 (Imprimé, série de 3)

ISBN 978-1-4249-8005-5 (Imprimé, Volume 3)

ISBN 978-1-4249-8006-2 (PDF, série de 3)

ISBN 978-1-4249-8009-3 (PDF, Volume 3)

ISBN 978-1-4249-8011-6 (CD-ROM)

Veillez noter que le Volume 4 et le Volume 5 de cette publication hautement spécialisée ne sont disponibles qu'en anglais en vertu du règlement 411/97, qui en exempte l'application de la *Loi sur les services en français*.

This document is available in English under the title:

Review of the Roots of Youth Violence – Volume 3 – Community Perspectives Report

On peut aussi se procurer le présent document à :

ServiceOntario Publications

777, rue Bay, niveau du marché

Toronto (Ontario) M5G 2C8

Téléphone : 416 326-5300

Sans frais : 1 800 668-9938

Téléimprimeur (ATS) sans frais : 1 800 268-7095

Site Web : www.publications.serviceontario.ca

Table des matières

Introduction	v
Section 1 :	Les points de vue des communautés	1
Section 2 :	Rapport final sur les séances de consultation des gens des quartiers	57
Section 3 :	Une volonté d'action : rapport rédigé par des jeunes sur nos revendications et nos propositions en vue de remédier aux causes profondes de la violence dans nos communautés	103
Section 4 :	Rapport sur les consultations au sujet de la violence chez les jeunes menées auprès des jeunes Autochtones en milieu urbain	153

Introduction



À nos partenaires des communautés :

Il existe toutes sortes de communautés. Souvent, notre notion de la communauté se confond avec celle de la localité – notre quartier, notre ville ou notre village, ou encore notre canton ou notre région rurale. Or, nous connaissons tous d'autres sortes de communautés : celles qui regroupent des personnes partageant une culture ou des intérêts communs ou des personnes fréquentant la même école ou exerçant le même métier. Dans ce sens, il y a bien des chances que chacun et chacune de nous appartienne à plusieurs communautés différentes.

Nous dédions le présent volume sur les causes de la violence chez les jeunes à vous tous qui, dans vos différentes communautés, ont participé au présent examen de tant de façons différentes :

- en vous joignant aux groupes de discussion ou en parlant seul à seul avec des représentants des quartiers pendant que les communautés préparaient les séances de consultation des gens des quartiers¹;
- en donnant de votre temps pour participer aux séances de consultation des gens des quartiers et y prendre la parole au nom de votre famille, de vos amis et de vos voisins;
- en collaborant avec le collectif Grassroots Youth Collaborative pour témoigner de première main des conditions que vous affrontez au quotidien;
- en répondant à notre enquête en ligne ou en appelant la ligne sans frais pour nous faire part de vos idées et de vos opinions²;

- en participant aux consultations auprès des jeunes Autochtones vivant en milieu urbain;
- en venant nous rencontrer, à titre personnel et en qualité de représentant ou représentante d'un organisme, pour éclairer notre travail à votre manière.

L'information que vous nous avez livrée nous a permis d'élargir, d'enrichir et d'approfondir notre appréciation des questions que le premier ministre McGuinty nous a demandé d'étudier. Bien qu'il soit difficile de ressentir complètement le vécu de ceux et celles qui sont touchés par la violence et par ses causes, nous sommes convaincus que vous nous avez aidés à approcher de près la vérité de ces réalités.

Nous vous sommes d'autant plus reconnaissants de vos contributions que vous nous avez dit que vous étiez lassés d'être consultés par des comités et des organismes gouvernementaux dont les rapports ne semblent jamais déboucher sur un quelconque changement dans votre vie. Nous comprenons ce sentiment et nous espérons que notre rapport marquera le début d'un nouveau processus qui aboutira à un changement

¹ Pour en apprendre plus sur nos consultations, voir le Rapport final sur les séances de consultation des gens des quartiers et le rapport du GYC intitulé Une volonté d'action : rapport rédigé par des jeunes sur nos revendications et nos propositions en vue de remédier aux causes profondes de la violence dans nos communautés, qui sont joints au présent volume, ainsi que le chapitre 2 de notre rapport au premier ministre.

² Voir à la fin du présent volume le résumé des réponses – plus de 5 000 – qui ont été recueillies par le sondage en ligne.

Nous vous avons promis de vous rendre compte de notre travail et nous tentons d'honorer cet engagement avec ce présent volume.

concret et positif en Ontario. Nous espérons aussi que notre processus de consultation aura laissé quelque chose en germe dans chaque communauté et que vous continuerez d'appuyer notre travail longtemps après l'achèvement du présent examen.

Nous vous avons promis de vous rendre compte de notre travail et nous tentons d'honorer cet engagement avec ce présent volume. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous l'avons intitulé « Les points de vue des communautés ». Ce volume relate les témoignages entendus dans vos communautés et tout particulièrement ceux des jeunes.

Vous y trouverez la version intégrale du *Rapport final sur les séances de consultation des gens des quartiers* (le « rapport sur les consultations dans les quartiers »), le rapport du collectif Grassroots Youth Collaborative intitulé *Une volonté d'action : rapport rédigé par des jeunes sur nos revendications et nos propositions en vue de remédier aux causes profondes de la violence dans nos communautés* (le « rapport du GYC ») et le *Rapport sur les consultations au sujet de la violence chez les jeunes menées auprès des jeunes Autochtones en milieu urbain*, de même que certaines des réflexions que d'autres intervenants nous ont confiées par le biais de notre enquête en ligne et dans le cadre de simples conversations.

Nous avons constaté, dans vos témoignages, une large convergence de vue sur ce qui constitue les causes de la violence chez les jeunes et sur ce qui peut être fait pour y remédier. Dans le chapitre 3, nous avons résumé vos priorités en les organisant autour de six thèmes.

Dans le chapitre 4, nous parlons des initiatives qui sont menées par certaines personnes qui font bouger les choses dans leurs

communautés; nous espérons qu'elles vous inspireront à poursuivre votre travail au sein de vos quartiers.

Pour votre commodité, nous avons inclus dans le chapitre 5 un résumé des recommandations que nous soumettons au premier ministre et nous espérons que vous y verrez le reflet de vos priorités. Plus encore, nous espérons que vous souscrirez à ces priorités et que vous ferez connaître votre soutien.

En terminant, permettez-nous de vous remercier une fois de plus pour votre engagement à faire de vos communautés des cadres de vie plus conviviaux pour tous leurs membres, et surtout pour les jeunes qui sont l'avenir de notre province.



Roy McMurtry



Alvin Curling

Coprésidents

Pour de plus amples renseignements sur les coprésidents Roy McMurtry et Alvin Curling, visitez le site Web de Causes de la violence chez les jeunes à www.rootsofyouthviolence.on.ca



Section 1 :

Les points de vue des communautés



Table des matières

Chapitre 1 :	Quel est le problème?	5
Chapitre 2 :	Les causes du problème	9
	• La pauvreté	10
	• Le racisme	13
	• Le système éducatif et la <i>Loi sur la sécurité dans les écoles</i>	15
	• Les perspectives économiques et l'emploi	17
Chapitre 3 :	Vos priorités	19
	• L'accès à l'espace et aux programmes	19
	• Le système éducatif	22
	• L'emploi et l'investissement	24
	• Les rapports entre la police et les communautés	26
	• Le soutien aux familles	28
	• La mobilisation des jeunes	30
Chapitre 4 :	Des initiatives communautaires	31
	• Thunder Bay : « Pour les jeunes, par les jeunes »	31
	• Hamilton : L'école comme lieu de vie	33
	• Kitchener-Waterloo : Dans la rue, auprès des jeunes sans-abri	35
	• Ottawa : Le lieu de la deuxième chance	37
	• Toronto : Mobiliser les jeunes par les arts	39
Chapitre 5 :	Nos recommandations	41
	• Changements structureux	41
	• Conseils sur les mesures à prendre	43
	• Autres conseils	48
Chapitre 6 :	Les prochaines étapes	49
Annexe :	Résumé des réponses à l'enquête en ligne	51
	• Introduction	51
	• Positions exprimées par les répondants au sondage	52

Chapitre 1 :

Quel est le problème?

« Si quelqu'un est convaincu que sa vie ne rime à rien ou qu'il n'a plus rien à perdre, il y a peu de chances de le dissuader de recourir à des activités violentes ou "illégalles". »

– *Une des réponses à l'enquête en ligne.*

Durant nos déplacements aux quatre coins de l'Ontario, nous nous sommes souvent fait demander ce que nous entendions par « violence juvénile » ou « violence chez les jeunes ». Nous avons adopté une optique relativement large, mais nous avons accordé une attention toute particulière aux formes de violence grave, celles-là mêmes qui ont amené le premier ministre à commander la tenue du présent examen : les attaques à main armée, les voies de fait graves et les meurtres. Nous avons également opté pour une relative souplesse dans la définition de ce que sont « les jeunes », pour la simple raison qu'aucune définition uniforme n'est utilisée par les programmes et les autorités.

Vous nous avez dit que derrière les crimes qui défraient la chronique se cache une violence persistante qui menace de devenir le nouvel « ordre normal des choses » dans nos communautés, surtout celles qui sont considérées comme très défavorisées. Notre intention n'est pas de dire que la violence chez les jeunes n'existe pas dans les quartiers relativement nantis, mais que ces derniers ont d'ordinaire plus de ressources, tant financières que politiques, pour y faire face. Par contre, dans les quartiers défavorisés, les conditions propices à la violence perdurent, parce qu'il n'y a tout simplement pas de

ressources pour les combattre. Tel est le constat qui s'est dégagé maintes fois des commentaires que nous avons entendus durant les consultations des gens des quartiers et qui sont consignés dans le *Rapport final sur les séances de consultation des gens des quartiers*. Ce rapport, en outre, décrit en détail la façon dont ces consultations ont été organisées.

Voici un aperçu de ce que vous nous avez dit dans le *Rapport final sur les séances de consultation des gens des quartiers* :

« La peur s'intensifie dans les quartiers [...] Les habitants de certains quartiers sont virtuellement emprisonnés chez eux. Les revendeurs de drogue et les gangs de rue contrôlent les terrains de jeux. Ils tirent des coups de feu dans la rue sans se soucier des passants innocents [...] Les parents craignent de laisser leurs enfants participer aux activités de la communauté. »

« Les communautés, dont les jeunes, sont insensibles à la violence. Les jeunes enfants sont exposés à la violence et s'en inspirent — que ce soit à la maison ou lorsqu'ils sont témoins d'une arrestation violente. Des enfants de l'âge de neuf ans parlent de la violence comme si elle était normale ».

Les revendeurs de drogue et les gangs de rue contrôlent les terrains de jeux. Ils tirent des coups de feu dans la rue sans se soucier des passants innocents

« *La violence devient un moyen acceptable de régler les conflits [...] Les jeunes ont recours à la violence pour régler les conflits. Ils croient qu'il faut être violent pour survivre et préserver leur honneur.* »

« *Lorsque les jeunes s'embarquent dans une vie de violence, ils ont du mal à en sortir.* » (Rapport final sur les séances de consultation des gens des quartiers, p. 75 à 77)

Dans le cadre de notre examen, nous avons également travaillé avec l'Ontario Federation of Indian Friendship Centres (la fédération ontarienne des centres d'amitié autochtone) qui nous a aidés à consulter des jeunes Autochtones vivant en milieu urbain dans le nord et le sud de l'Ontario. Durant les séances

Un petit garçon, d'environ 11 ans, est assis à une table qui forme l'une des extrémités d'un carré ouvert, dans un centre communautaire très bien éclairé. Il parle d'un incident survenu dans son complexe de logements sociaux : un affrontement au cours duquel la police a été appelée et un cordon de sécurité a été établi, de sorte que ses amis et lui ont dû contourner certains des bâtiments pour rentrer chez eux. Il explique qu'il a vu une personne au sol, menottée. Mais ce n'est pas cet incident qui captive les visiteurs dans la pièce, venus pour en savoir plus sur les répercussions de la violence chez les jeunes sur ce quartier. C'est le ton de la voix de ce petit garçon quand il raconte cette histoire, comme s'il se rappelait une scène vue dans un film ou une petite balade jusqu'au magasin de son quartier pour acheter une glace. Pour cet enfant, ce genre de situation est normal.

organisées dans le Nord, l'intimidation a été souvent dénoncée comme une cause importante de violence. Les propos ci-après d'un jeune Autochtone font écho à beaucoup d'autres :

« *Il y a beaucoup d'intimidation, de harcèlement à l'école. Certaines bagarres, personne n'essaie de les arrêter. Les gens ont l'habitude de se moquer des personnes qui sont différentes; par exemple, j'ai un copain qui aime s'habiller à la mode et qui se fait automatiquement traiter de gay ou de tapette. Cela me fâche beaucoup; je suis allé voir les professeurs pour leur dire que mon ami se faisait tout le temps insulter par un élève; ils m'ont dit de ne pas y faire attention. Je ne vois pas en quoi cela va arranger les choses. Personne ne fait rien contre cette brute. Autre chose aussi, avec les filles surtout — ce sont les commérages.* »

La violence est-elle donc à ce point répandue en Ontario? Pour répondre à cette question, nous avons demandé à notre chercheur-conseil, le professeur Scot Wortley de l'Université de Toronto, de dépouiller diverses études sur le sujet. Vous pouvez lire les détails de ses conclusions dans notre rapport au premier ministre. Mais voici en substance les tendances qu'il a dégagées :

- La concentration croissante de la pauvreté dans des quartiers particuliers contribue à renforcer les facteurs qui alimentent la violence chez les jeunes, au lieu de les réduire.
- On assiste à une racialisation croissante de la pauvreté et de la violence.
- En comparaison avec les décennies précédentes, une plus grande proportion des actes de violence est commise par des jeunes, dans des lieux publics, et avec des armes à feu.

Ces tendances nous amènent à la conclusion que l'Ontario est arrivé à une croisée des chemins, et nous devons décider si nous sommes prêts ou pas à prendre des mesures décisives pour les renverser.

Si nous nous retrouvons à cette croisée des chemins, c'est notamment parce que cela faisait bien notre affaire de considérer que la violence chez les jeunes était un problème strictement pénal qui pouvait être réglé par la justice pénale. Or, vous nous avez fait remarquer que c'est précisément cette approche qui, trop souvent, a transformé en véritables criminels des jeunes personnes qui, avec une approche différente, auraient pu être encouragées à devenir des membres fonctionnels de la société. Au lieu de cela, nous les cataloguons « jeunes à risque », nous continuons de les désorienter en créant une multitude de programmes hétéroclites, puis, comme ces programmes ne donnent rien, nous les jetons en prison. Dans cet ordre d'idées, nous considérons donc que le gouvernement fédéral fait fausse route avec ses récentes tentatives de « renforcer » la justice pénale pour la jeunesse.

Fait intéressant, la plupart des porte-parole des services de police que nous avons rencontrés, dont les représentants de l'Association des chefs de police de l'Ontario, se sont accordés à dire que « les arrestations n'arrêteront pas la violence ». De nombreux hauts gradés réclament une approche différente, une approche qui mise davantage sur la prévention que sur la répression, mais ils n'ont jusqu'à présent pas réussi à changer la culture dominante au sein de la police.

Sans doute est-il possible d'aborder ces questions d'un point de vue différent, d'un point de vue qui n'est plus centré sur le système de justice pénale.

À ce sujet, nous avons écrit dans notre rapport au premier ministre :

« Si l'on considère que ces tendances et ces répercussions ressemblent à un problème de santé publique, il n'est dès lors pas logique pour ceux et celles qui ne sont pas directement touchés de blâmer les personnes qui en souffrent, ou de ne leur prêter aucune attention, pas plus que ce ne le serait de fermer les yeux sur une épidémie infectieuse qui frapperait une communauté ou un quartier. Nous savons que les infections peuvent se propager et que, même si elles ne le font pas, elles peuvent affaiblir d'autres parties de l'organisme et de ses systèmes, avec de regrettables conséquences à moyen ou à long terme. Par conséquent, nous gérons le problème collectivement et nous le résolvons parce qu'en l'ignorant, nous ne ferons que l'aggraver pour des segments de plus en plus vastes de notre société. » (Vol. 1, p. 102)

Chapitre 2 :

Les causes du problème

« La violence est un cycle; il faut, pour le rompre, qu'un intermédiaire l'enraye dès son apparition dans la petite enfance et qu'il suive les familles. »

– Une des réponses à l'enquête en ligne

Quand nous sommes allés rencontrer les gens des quartiers, quand nous avons écouté les jeunes Autochtones vivant en milieu urbain et quand nous avons examiné le rapport du collectif Grassroots Youth Collaborative (GYC) et vos réponses à l'enquête en ligne, une conclusion s'est imposée à nous : il n'y a pas une cause de la violence chez les jeunes. Il y a plutôt un ensemble de facteurs, ceux que nous appelons les « facteurs de risque immédiat » dans notre rapport au premier ministre, qui met certaines communautés et certains de ses membres à risque de devenir des victimes de violence ou des auteurs de violence. Les causes qui alimentent ces facteurs de risque sont nombreuses et chaque communauté peut avoir sa propre idée de celle qui devrait être classée en tête de liste.

Ces causes ont ceci de commun qu'elles contribuent chacune à susciter un profond sentiment de désespoir et d'aliénation. Elles ne sont pas par elles-mêmes les moteurs de la violence, puisque nous savons que beaucoup de ceux et celles qui les subissent ne se laissent pas aller à la violence. Nous pensons cependant qu'il est indispensable de réduire l'effet de ces causes et d'autres que nous avons mises en évidence dans

notre rapport au premier ministre, pour faire en sorte que l'Ontario s'engage sur la bonne voie.

Le présent rapport examine les causes qui ont été le plus fréquemment évoquées par vous tous qui vous êtes exprimés au nom de vos communautés :

- La pauvreté
- Le racisme
- Le système d'éducation
- Le manque de perspectives économiques et d'emplois.

La pauvreté

Logement

Dans les rapports et lors des réunions dans les quartiers, vous avez dit que la pauvreté est une des causes de la violence, parce qu'elle contribue au sentiment d'aliénation. Ce facteur de risque s'amplifie quand il se développe dans des concentrations, comme c'est le cas dans certains ensembles d'habitation.

C'est un fait que beaucoup des citoyens les plus vulnérables de l'Ontario vivent dans des conditions qui ne devraient pas être tolérées dans une société comme la nôtre. De surcroît, les concentrations de logements de piètre qualité que nous avons créées par nos politiques et nos pratiques ne bénéficient pas des soutiens sociaux et économiques dont elles ont absolument besoin, ce qui aggrave le désespoir. Et parce que, comme de nombreux représentants des communautés l'ont souligné, la pauvreté revêt de plus en plus un visage racial en Ontario, il ne faut guère s'étonner que la plupart des personnes mal logées appartiennent à des minorités visibles³.

Nous serions heureux de pouvoir dire que tous les logements insalubres appartiennent au secteur privé. Ce serait alors facile de recommander aux municipalités de sévir contre ces propriétaires négligents et de les contraindre à appliquer les codes du bâtiment.

« Les personnes qui ont peu d'argent sont souvent obligées de vivre dans des immeubles dilapidés, délabrés, infestés de coquerelles et de rats et nécessitant de nombreuses réparations. » (*Rapport final sur les séances de consultation des gens des quartiers*, p. 79)

Malheureusement, une grande partie des logements insalubres appartiennent à la province et aux municipalités. Ce sont les logements dits « sociaux », « à prix abordable » ou « publics » qui sont généralement dans un état de décrépitude avancé. Dans son budget 2008, le gouvernement de l'Ontario a commencé à répondre à ces besoins criants en affectant 100 millions de dollars à la réfection d'environ 4 000 logements à prix abordable. Quant aux municipalités, elles pourront obtenir des prêts bonifiés, jusqu'à 500 millions de dollars, pour réparer des logements à prix abordable.

Vous avez été nombreux à dire que vous étiez excédés par le manque de projets concrets pour la remise en état du parc de logements. Voici ce que l'on peut lire dans le rapport du GYC :

« Toronto est frappée par une crise du logement social. En plus de la liste d'attente de dix ans pour obtenir un logement de ce genre, le parc actuel est dans un état pitoyable... »

« De plus, nous en avons assez de voir les administrations (fédérale, provinciale et municipale) se renvoyer la balle pour ce qui est de ce problème. Nous constatons qu'il appartient à CHACUN DES TROIS ordres de gouvernement de mettre en œuvre immédiatement ces projets et que les querelles bureaucratiques ne sont plus acceptables. » (p. 146 et 147)

³ Dans le mémoire qu'il nous a adressé, le professeur David Hulchanski de l'Université de Toronto a démontré la ségrégation croissante des quartiers de Toronto selon le statut socioéconomique, la couleur de peau et le régime d'occupation du logement. Dans un numéro du Research Bulletin de 2006, il a indiqué que dans les secteurs de la ville où le revenu moyen des ménages avait reculé de 20 pour 100 ou plus à chaque intervalle entre deux recensements au cours des 30 dernières années, 43 pour 100 des habitants sont des Noirs, des Chinois ou des Sud-Asiatiques, alors que la proportion de ces groupes n'est que de 10 pour 100 dans les quartiers où le revenu moyen avait crû de 20 pour 100 ou plus. On peut consulter ce rapport à : www.urbancentre.utoronto.ca/hulchanski.html

Les services sociaux et la santé mentale

Vous nous avez dit aussi que les familles qui vivent dans de pareilles conditions sont en général celles qui ont le plus besoin de services sociaux et de santé, mais que leurs quartiers sont souvent les plus mal servis. Qu'il s'agisse d'aide à l'établissement des immigrants, de soutien des femmes élevant seules leurs enfants ou de programmes de loisirs et d'arts, les services disponibles sont loin de combler les besoins complexes des habitants des quartiers défavorisés. Comme c'est si souvent le cas, le manque de financement est au cœur du problème — les ressources ne sont pas à la hauteur des besoins, qui sont immenses.

« Les organismes de services sociaux ont du mal à répondre à la demande de services. Il n'y a pas assez d'argent et les organismes se livrent concurrence au lieu de coopérer. » (Rapport final sur les séances de consultation des gens des quartiers, p. 77)

Assurément, tous les services évoqués ci-dessus sont importants, mais les plus critiques sont sans doute ceux qui visent la santé mentale.

Le rapport sur les consultations dans les quartiers résume ainsi ce que vous nous avez dit durant nos visites :

*« **Plus de jeunes souffrent de dépression, ce qui peut les conduire au suicide ou à l'automutilation, ainsi qu'à la surconsommation d'alcool et d'autres drogues. La violence détruit l'estime de soi et enlève aux jeunes l'ambition de faire des choses.** » (p. 61)*

Plus loin, ce même rapport dit aussi :

*« **La maladie mentale ne se borne pas aux troubles d'apprentissage. Chez beaucoup de jeunes, les problèmes de santé mentale sont attribuables au stress, à l'absence***

Quelle est l'étendue des troubles mentaux chez les enfants? Le sénateur Michael Kirby, président de la Commission de la santé mentale du Canada et champion de la lutte pour mettre fin aux stigmates encore attachés de nos jours à la maladie mentale, a prononcé une allocution devant l'Empire Club en mai 2008. Il a cité les statistiques ci-dessous, reprises d'un discours qu'il avait prononcé en 2002, en déplorant que rien n'avait vraiment changé depuis.

- De 15 à 25 pour 100 des jeunes ont au moins un trouble mental grave, et ceux et celles qui en ont un ont plus de risques d'en contracter un deuxième ou un troisième.
- De ces jeunes, seul un sur six reçoit un diagnostic correct, d'ordinaire longtemps après l'apparition du problème.
- Le suicide demeure la première cause de mortalité chez les adolescents, ce qui vaut au Canada d'être au troisième rang des pays de l'OCDE à cet égard.
- Chez 80 pour 100 des adultes atteints de troubles mentaux, dont la dépression et les troubles de l'alimentation, les troubles se sont déclarés avant l'âge de 18 ans.

Mais le principal obstacle à l'amélioration des services de santé mentale, a-t-il ajouté, demeure la crainte des stigmates qui s'attachent à ceux et celles qui admettent l'existence de ce genre de problèmes chez eux-mêmes ou dans leurs familles. Les gens hésitent à demander de l'aide : 38 pour 100 des parents ont dit ne pas vouloir parler des problèmes de leurs enfants.

d'estime de soi, à la pression exercée par les pairs, à la colère et à la frustration causées par la pauvreté, à la discrimination et au manque de soutien de la part de la famille, des pairs, des modèles et des nombreux systèmes qui ont un impact sur les jeunes. De plus, le stress post-traumatique dû à la violence (à la maison, dans la rue, à l'école) est aussi un problème pour beaucoup de jeunes, surtout pour les jeunes immigrants qui ont été témoins d'actes d'une extrême violence dans leur pays. » (p. 85)

Pour améliorer cette situation, il faut opérer plusieurs changements de taille. Dans son allocution devant l'Empire Club évoquée plus haut, le sénateur Kirby a parlé des « pénuries scandaleuses » dans le domaine de la santé mentale au Canada et décrié un système canadien qui a « énormément de difficultés à implanter les bons services au bon endroit, au bon moment ». « D'ailleurs, est-ce à proprement parler un système? » a-t-il ajouté. Il a lancé un appel au gouvernement pour qu'il fasse des écoles des lieux privilégiés pour la prestation des soins de santé mentale, en les dotant de plus de fonds et de praticiens spécialement formés à prodiguer ces soins. Il a aussi plaidé pour une stratégie nationale de la santé mentale et un système de prestation cohésif qui soit centré sur les besoins de l'enfant et qui organise le travail des fournisseurs de services autour de ces besoins, en faisant passer l'intérêt de l'enfant en premier.

Nous croyons aussi que tous les ordres de gouvernement et tous les organismes de financement doivent adopter une approche plus ciblée de la prestation des services, sociaux et autres, une approche qui concentre les ressources là où elles sont le plus nécessaires et font le plus de bien, plutôt que de les saupoudrer finement sur l'ensemble de la population.

Pression sociale

Au moins une des formes de violence grave commises par des jeunes est un sous-produit du trafic de stupéfiants, des guerres entre gangs et d'autres activités illégales. Les jeunes peuvent se laisser séduire par ce genre d'activités lorsqu'ils ne croient plus qu'ils peuvent améliorer leur vie en recourant à des moyens légitimes. On peut lire ce témoignage dans le rapport sur les consultations dans les quartiers :

« La pauvreté engendre le désespoir. Lorsque les jeunes grandissent sans argent, ils ont le sentiment que rien ne changera jamais. C'est pourquoi ils envisagent toutes sortes d'options pour s'en sortir, y compris les activités illégales. » (p. 81)

Toutefois, ce constat ne conduit pas à la conclusion que la parade appropriée consiste à augmenter les effectifs de police et à imposer des sentences plus sévères — comme nous l'avons dit plus haut, même la police ne croit pas qu'on puisse résoudre le problème de la violence uniquement à coups de sanctions. En revanche, nous devons nous poser la question de savoir comment nous pouvons changer les conditions qui font que les jeunes sont attirés par l'activité criminelle.

« La société mesure la réussite à l'aune des biens matériels, puis dénie aux jeunes le droit d'y accéder. Les jeunes sont frustrés et éprouvent de la colère. Ils se sentent dévalorisés quand d'autres possèdent ce qu'eux ne peuvent avoir. »

« Les jeunes éprouvent de la colère de voir leurs parents travailler si fort et ne pas s'en sortir. » (Rapport final sur les séances de consultation des gens des quartiers, p. 79 à 80)

La réponse ne réside donc pas dans une application plus sévère de la loi, mais dans la compréhension du désespoir du jeune, désespoir qui se mue en colère et qui le pousse vers la violence. Nous traiterons de la question de l'emploi — ou plutôt du manque d'emplois — plus tard dans ce chapitre, mais un passage du rapport du GYC mérite d'être cité :

« Même si la violence existe certainement en l'absence de difficultés économiques, l'impression générale est que de nombreux jeunes ne seraient pas placés de force dans des situations se caractérisant par un risque élevé de violence s'ils disposaient de voies viables et accessibles pour parvenir à une autosuffisance économique réelle. » (p. 129)

Le racisme

Une autre source fondamentale d'aliénation est le racisme; il est inutile d'espérer vaincre la violence chez les jeunes si l'on ne s'attaque pas de front à ce fléau encore trop présent en Ontario. Le racisme est condamnable sur le plan moral. Or, au niveau des communautés, il alimente aussi les autres causes de la violence que nous avons mises en évidence : la pauvreté, surtout les concentrations de pauvreté, les mauvaises conditions de logement; les pratiques injustes à l'école; l'absence de perspectives d'emploi.

Vous nous avez parlé d'une composante de ce problème qui vous préoccupe tout particulièrement, celle des rapports entre la police et les jeunes. Comme nous l'avons dit plus haut, nous avons rencontré de nombreux haut gradés des services de police durant nos consultations, ainsi que des représentants de l'Association des chefs de police de l'Ontario. Ces personnes nous ont parlé de leurs efforts en faveur d'une « police de quartier », de l'importance des rapports avec la communauté et des programmes communautaires où les agents de police collaborent avec les écoles. Nous ne doutons pas que la structure de commandement des services de police de l'Ontario est sincèrement déterminée à s'attaquer aux questions de la violence, surtout dans les quartiers où les besoins sont complexes, comme ceux que nous avons visités.

Or, il est tout aussi clair que le message de la hiérarchie n'est pas entendu dans les rangs. Lors de nos séances de consultation des gens des quartiers, les jeunes ont raconté la

La réponse ne réside donc pas dans une application plus sévère de la loi, mais dans la compréhension du désespoir du jeune, désespoir qui se mue en colère et qui le pousse vers la violence.

façon dont les policiers-patrouilleurs les ciblent injustement. Qu'elle soit racontée par un jeune Noir de Toronto ou une jeune Autochtone de Thunder Bay, l'histoire était toujours la même : si vous êtes jeune et si de surcroît vous êtes d'une minorité visible, attendez-vous à être interpellé par la police simplement parce que vous rentrez à pied du centre de loisirs ou d'un centre commercial.

Le commentaire suivant, tiré du rapport du GYC, est typique :

« Nous étions à deux sur la bécane, et la police nous a arrêtés. Ils nous ont expliqué que c'était illégal de monter à deux, et ils se sont mis à nous fouiller. Alors je me suis énervé, en leur disant "pourquoi vous nous fouillez si on ne faisait que monter à deux, ce n'est pas logique. Vous ne pouvez pas juste me donner une amende et me laisser partir?" Ils ne m'écoutaient pas vraiment et ont commencé à crier [...] "c'est notre boulot, on connaît les règles, on connaît la loi, tu ne sais rien, alors ferme-la". Ils nous ont maintenus allongés à plat ventre en plein milieu de la rue. » (p. 126)

Les jeunes que nous avons rencontrés n'avaient aucun mal à faire la différence entre les policiers « sympa » et les autres. Les policiers sympathiques sont ceux qui sont envoyés dans les écoles ou dans les communautés dans le cadre d'activités qui, aux yeux de la plupart des habitants de l'endroit, ne sont guère plus que des exercices de relations publiques. Les « mauvais » policiers sont ceux qui les soumettent à des contrôles vexatoires dans la rue le soir ou qui font des descentes au petit matin dans leurs quartiers.

Lors de notre séance de consultation des habitants de Jamestown, une jeune participante a fait une suggestion pertinente quand elle nous a dit qu'il fallait que les jeunes apprennent à réagir de la bonne manière aux interpellations par la police. « Quand on connaît nos droits, a-t-elle dit, et qu'on leur rappelle poliment mais fermement, l'interaction avec les agents de police devient beaucoup plus positive. » Voici deux autres extraits du rapport du GYC :

« [...] certains policiers sont corrects, mais d'autres aiment te harceler. À Regent Park, ils font ça beaucoup, tu sais. »

« [...] en général, ce sont les plus grands qui viennent et essaient de nous harceler et tout ça – ils essaient de t'intimider, tu sais, en te faisant passer pour un idiot. C'est ce que je n'aime pas chez eux. » (p. 126)

Le rapport sur les consultations dans les quartiers a résumé en ces termes les entretiens que nous avons eus dans les communautés :

« Beaucoup de jeunes ont indiqué ne pas recevoir de respect de la police et avoir été harcelés par elle. Ils ont parlé de la façon dont la police contrôle les jeunes dans la rue sans raison et du sentiment qu'ils ont de ne pas pouvoir circuler librement dans leur propre quartier. La présence accrue de caméras de surveillance et de la police peut donner l'impression d'une "communauté assiégée". La police est parfois considérée comme l'ennemi. L'arrogance de la police, en particulier dans la façon dont elle s'adresse aux jeunes, nuit à l'établissement d'une relation de confiance entre elle et les jeunes. Il y a la criminalisation des jeunes et un nombre croissant d'arrestations. En outre, le profilage racial devient de plus en plus fréquent. »

Pour certains, la solution consisterait en une meilleure formation de la police en matière de diversité, de sensibilité culturelle ou de relations avec les communautés. À l'heure actuelle, quelques heures seulement sont consacrées à ces sujets dans le programme de formation de base des constables qui est donné au Collège de police de l'Ontario et qui est obligatoire pour tous les agents de police. Le Collège lui-même estime que ce qu'il faut modifier, ce n'est pas la formation, mais la culture de la police. Il faut aussi que les commissions des services policiers et les structures de commandement prennent leur responsabilité pour transformer le comportement de leurs agents.

Le racisme n'est bien sûr pas une exclusivité des services de police, mais nous l'avons mis en relief parce qu'il a de lourdes répercussions sur la vie de ceux et celles qui ont fort probablement le plus besoin d'être protégés par la police. Néanmoins, nous ne pouvons pas ignorer le fait que le racisme fait sentir ses effets également dans les domaines de l'éducation, du logement, de l'emploi et de la prestation des services sociaux. Vous nous avez dit et redit que le racisme est une forme de violence, que la pauvreté est une forme de violence et que la pauvreté et la violence se « racialisent » — elles frappent de manière disproportionnée les communautés noires et autochtones de l'Ontario et, à un moindre degré, les autres minorités visibles.

Le système éducatif et la *Loi sur la sécurité dans les écoles*

Il y a beaucoup de choses à admirer dans le système d'éducation publique de l'Ontario, un système qui offre à une très grande majorité des jeunes de la province de merveilleuses occasions d'apprendre et de s'épanouir. Pourtant, pour certains jeunes, c'est un facteur de plus qui les pousse à se dissocier encore davantage de la société et qui, de ce fait, sème les germes de la violence.

Vous nous avez dit que trois aspects particuliers du système éducatif sont générateurs d'aliénation : la *Loi sur la sécurité dans les écoles*; le curriculum et le personnel scolaire qui ne renvoient pas l'image de la communauté desservie; l'affectation de certains élèves à des filières non axées sur les études supérieures :

- La première mouture de la *Loi sur la sécurité dans les écoles* a engendré l'aliénation de certains élèves parce que le poids des suspensions, des renvois et des transferts s'est abattu de manière disproportionnée sur les minorités visibles, en particulier les jeunes hommes noirs du sud de l'Ontario et les jeunes hommes autochtones du Nord. Certains directeurs d'école et enseignants que nous avons rencontrés trouvaient que la Loi les avait dépossédés du pouvoir de régler les problèmes sans recourir au système de justice pénale.
- Les élèves appartenant à une minorité visible se sentent également étrangers à la culture de l'école, à

Comme l'a souligné un administrateur d'une école secondaire autochtone à Thunder Bay :
« Nous ne pouvons pas nous permettre de perdre un élève même pendant une journée. »

cause d'un curriculum qui ne reflète pas la diversité culturelle de l'Ontario et qui ne les captive pas.

- Enfin, les élèves ont de la difficulté à s'identifier à la culture de l'école quand le personnel scolaire ne reflète pas leur communauté; les élèves, tout comme leurs parents, voient en lui des gens de l'extérieur qui ne les comprennent pas.

Vous avez clairement dénoncé les conséquences entraînées par les suspensions ou les renvois de l'école d'un si grand nombre d'élèves :

- Après un renvoi ou une suspension, les élèves qui peinent déjà à suivre les classes prennent encore plus de retard, un retard qui peut devenir insurmontable.
- Les jeunes vivant dans des quartiers où les besoins sont complexes ont peu d'options s'ils ne sont pas à l'école et ils sont donc plus susceptibles de traîner avec d'autres jeunes désœuvrés. D'ailleurs, plusieurs intervenants ont parlé de la *Loi sur la sécurité dans les écoles* originale comme de la « Loi pour le renforcement des gangs ».
- Les jeunes renvoyés de leur école n'ont souvent plus le droit de pénétrer dans l'enceinte de l'école et, par conséquent, même si celle-ci offre des activités parascolaires ou d'autres programmes sociaux, ils ne peuvent y participer. Ce type de sanction ne fait qu'augmenter le risque que les jeunes traînent dans les rues et deviennent des proies toutes désignées pour les recruteurs des gangs.

En raison de l'époque où nous avons visité les communautés, une bonne partie des points de vue entendus portaient sur les problèmes créés par l'application de la *Loi sur l'éducation* avant les récentes modifications censées y remédier. L'obligation de procéder à un examen en règle de chaque renvoi, la possibilité pour les élèves suspendus plus de 5 jours de suivre un programme de remplacement et les dispositions limitant le recours aux transferts disciplinaires auront pour effet, nous l'espérons, de changer la manière dont les écoles traitent les jeunes en difficulté. Nous croyons toutefois qu'il faut aller plus loin. Par exemple, les élèves ne devraient pas avoir à attendre cinq jours avant de suivre les programmes de remplacement. Comme l'a souligné un administrateur d'une école secondaire autochtone à Thunder Bay : « Nous ne pouvons pas nous permettre de perdre un élève même pendant une journée. »

Le deuxième problème qui se pose dans le système d'éducation vient de ce que, dans les communautés défavorisées, les administrateurs et les personnes qui travaillent dans les écoles ne sont pas représentatifs de ces communautés. Un participant au forum Strategizing Minds dont est issu le rapport du GYC a exprimé ainsi ce sentiment d'aliénation :

« Si vous êtes déconnectés de quelque chose, comment pouvez-vous ensuite y participer, lorsque vous apprenez des choses qui vous sont étrangères? [...] Ces élèves ne se retrouvent pas, mais ils sont conscients d'être là. » (p. 119)

Le troisième problème d'ordre systémique qui a été mis en lumière durant les consultations des gens des quartiers, ainsi que dans les rapports, concerne la pratique de « cloisonnement », qui consiste à orienter des élèves dans des filières particulières en fonction de critères autres que leurs propres dispositions et aspirations. À Ottawa, un élève a reproché aux gens qui décident ainsi de l'orientation des élèves d'être des « briseurs de rêves », à cause de la manière dont ils jettent les dés pour les minorités visibles. Voici ce qu'on peut lire à ce sujet dans le rapport du GYC :

« Le cloisonnement est de plus en plus problématique, car il limite les possibilités d'enseignement supérieur parmi les jeunes racialisés et marginalisés. Le rapport [de FYI]⁴ cite une étude publiée par la Coalition of Visible Minority Women, qui révèle que “les élèves noirs et leurs parents constatent souvent que le personnel enseignant et les conseillers d'orientation ont des attentes inférieures vis-à-vis des élèves noirs et qu'ils les encouragent à s'inscrire à des cours pratiques ou axés sur les sports, en suggérant que l'élève ne pouvait pas aller bien loin”. » (p. 120)

Les perspectives économiques et l'emploi

Le simple fait de vivre dans des complexes de logements sociaux mal entretenus, avec un revenu insuffisant et sans grand espoir de pouvoir améliorer sa condition, est déjà un facteur d'isolement social. Les horizons se réduisent aux limites du quartier. Lors d'une séance de consultation des gens des quartiers, un intervenant auprès des jeunes nous a confié que certains enfants ne savaient même pas que Toronto se trouvait au bord d'un lac. Nous avons très souvent entendu dire que les jeunes avaient peur de sortir des limites de leurs quartiers. Ces deux faits dénotent leur profonde aliénation par rapport à la collectivité générale.

Il s'agit souvent aussi de quartiers qui sont déjà isolés du reste de la communauté à cause de la médiocrité ou de la cherté des services de transport en commun et parce que de nombreux éléments qui font le tissu d'une communauté, comme les dépanneurs, les banques et d'autres lieux où les habitants se rencontrent, ont disparu. À Toronto, par exemple, une de nos réunions s'est tenue dans un magasin sommairement reconverti en centre de jeunes, dans un mail linéaire pratiquement abandonné, caché derrière une station-service lépreuse. Un autre quartier n'avait plus aucun magasin et la pizzeria du coin a refusé de livrer parce que les livreurs craignaient de se faire voler.

Cet exode des commerces non seulement prive les habitants des quartiers des biens et des services qui vont de soi pour la plupart d'entre nous, mais il limite aussi les possibilités d'emploi. Le manque d'emplois intéressants est l'une des doléances qui a été le plus souvent exprimée par les jeunes et leurs intervenants durant les consultations

⁴ Rapport publié par le FYI, en 2003, intitulé Exploring Empowering Education for Marginalized Youth in Toronto. Pour en obtenir un exemplaire, disponible en anglais seulement, écrire au FYI à fyi@foryouth.ca

des gens des quartiers; c'est aussi un thème qui résonne tout au long du rapport du GYC.

Comme l'éventail des possibilités d'emploi se rétrécit sans cesse dans leurs communautés, les jeunes sont forcés d'aller chercher du travail ailleurs. C'est alors qu'ils se heurtent à des obstacles fondés non pas sur leurs talents, mais sur leur couleur de peau et leur adresse.

Voici un extrait du rapport sur les consultations des gens des quartiers :

« Les jeunes veulent aider, mais ne trouvent pas de travail. Les jeunes éprouvent de la colère lorsqu'ils souhaitent aider leur famille et qu'ils ne trouvent pas d'emploi, souvent à cause de l'endroit où ils vivent. "Certains emplois sont inaccessibles quand on vit dans le ghetto." » (p. 80)

Et cet autre extrait :

« Les employeurs refusent d'engager les jeunes qui ont un certain code postal ou ont eu des démêlés avec la justice. Certains jeunes utilisent l'adresse d'un ami ou d'un parent lorsqu'ils cherchent un emploi, car beaucoup d'employeurs n'engagent pas les jeunes qui vivent dans des quartiers qu'ils jugent difficiles. Il est encore plus difficile de trouver du travail pour les jeunes qui ont un casier judiciaire, même si les délits sont mineurs. » (p. 82)

Selon une recherche qui vient de paraître, les secteurs pauvres de nos villes sont de plus en plus désertés par les commerces d'alimentation. Jason Gilliland, professeur de géographie à l'Université Western Ontario à London (Ontario), et son coauteur, Kristian Larsen, ont comparé les endroits où se trouvaient des supermarchés à London en 1961 et en 2005, puis ont calculé la facilité d'accès à ces endroits. Voici leur conclusion : comme les supermarchés sont partis s'implanter en périphérie des villes, les habitants des quartiers pauvres n'ont plus facilement accès à des produits alimentaires frais et abordables et sont contraints de se ravitailler au prix fort dans les dépanneurs ou de se contenter d'aliments vides. – *National Post*, p. 2, 18 avril 2008

Dans leurs témoignages qui nous ont été relayés par le rapport du collectif Grassroots Youth Collaborative, les jeunes parlent aussi des obstacles à l'emploi. Une jeune Somalienne qui participait au forum du GYC a raconté son expérience de recherche d'emploi. Elle était allée s'inscrire dans une agence en même temps que son amie qui a les mêmes qualifications qu'elle et qui recherche le même genre de travail. Son amie, qui ne porte pas le hijab, a reçu de nombreuses propositions de travail, mais elle, aucune. C'est seulement après avoir appelé l'agence et beaucoup insisté qu'on lui a parlé d'une offre d'emploi.

Chapitre 3 :

Vos priorités



« Il faut créer une communauté solidaire et chaleureuse qui soutient ses membres et qui leur propose des attentes et des modèles positifs — sinon, c'est la communauté et les modèles des gangs et des revendeurs de drogues qui gagneront. »

— *Une des réponses à l'enquête en ligne*

Dans le chapitre précédent, nous avons traité des quatre causes qui, selon vous, peuvent engendrer le désespoir et l'aliénation chez les jeunes. Le présent chapitre suit la même approche et traite des questions qui, nous avez-vous dit, sont importantes si l'on veut combattre ces causes. En d'autres termes, ce chapitre parle de ce qui est important pour vous et surtout pour les jeunes qui ont participé aux consultations des gens des quartiers, au forum du GYC dirigé par des jeunes et aux rencontres avec les Autochtones vivant en milieu urbain.

Voici la liste de vos priorités, sans ordre particulier :

- L'accès à l'espace et aux programmes
- Le système d'éducation
- L'emploi et l'investissement
- Les rapports entre la police et les communautés
- Le soutien aux familles
- La mobilisation des jeunes

L'accès à l'espace et aux programmes

L'espace

Dans une province aussi vaste que l'Ontario, il peut sembler étrange de parler d'un manque d'espace, mais c'est exactement ce que vous nous avez dit — il faut plus d'espace disponible pour les programmes qui sont créés à l'intention des jeunes et, surtout, pour les programmes dirigés par des jeunes.

Voici des exemples de ce que vous nous avez dit, tirés de vos rapports :

Passage tiré du rapport sur les consultations dans les quartiers :

« On manque de locaux pour les jeunes et les programmes et centres existants ne conviennent pas aux jeunes. On n'utilise pas les locaux vides – ceux-ci devraient être supervisés et administrés par des personnes formées qui peuvent s'identifier aux jeunes et communiquer avec eux. » (p. 86)

« Les participants ont souvent parlé de la nécessité d'ouvrir des centres de jour pour les jeunes, car ce sont des endroits sûrs où ils peuvent venir avec leurs camarades après l'école pour y rencontrer des travailleurs sociaux et d'autres personnes ayant une influence positive. » (p. 93)

Tiré du rapport du GYC :

« Parler d'espace relativement à la violence à laquelle les jeunes sont confrontés, c'est reconnaître que la jeunesse doit être mobilisée, dans sa vie quotidienne, par des activités sociales et récréatives organisées par des personnes et des organismes aux vues similaires et sensibles à ses particularités culturelles. C'est aussi admettre que l'on ne manque pas d'espace au sens absolu. Il y a plutôt un manque de volonté de reconnaître que tous les jeunes de toutes origines et de tous milieux, sont des membres égaux de notre société et méritent donc un accès égal à toutes les ressources qui sont disponibles. » (p. 135)

Tous les jeunes de toutes origines et de tous milieux, sont des membres égaux de notre société

Andrea Zammit, coordonnatrice du GYC et ancienne directrice de programme pour For Youth Initiatives, a fait la déclaration suivante lors du forum Strategizing Minds, comme on peut le lire dans *Une volonté d'action*, le rapport du GYC :

« Au cours des six dernières années, j'ai travaillé avec des jeunes dans de nombreux quartiers sous-desservis à faibles revenus de Toronto, où l'accès à l'espace public a été l'un des principaux défis. Il est fréquent que les jeunes partagent de petits appartements avec de nombreux membres de leur famille. Ces jeunes ont besoin d'espace pour rencontrer leurs amis, d'un espace calme pour faire leurs devoirs, d'un espace les protégeant des brutalités et du harcèlement policiers et d'un lieu où s'exprimer par l'entremise des arts et où accéder à des programmes socio-récréatifs. Les centres communautaires et les programmes gérés par les fournisseurs de services sociaux traditionnels qui disposent d'installations ne sont pas "axés sur les jeunes" ou accessibles par ces derniers, en particulier dans le cas des jeunes Noirs. » (p. 137)

Pour fournir plus d'espace, certains demandent que les écoles ouvrent leurs locaux aux activités communautaires. Sous la pression de groupes tels que la coalition SPACE⁵, le gouvernement de l'Ontario a pris les premières mesures en ce sens et, tout dernièrement, a annoncé qu'il doterait de 33 millions de dollars le Programme d'utilisation communautaire des installations scolaires pour l'exercice 2008-2009, montant qui sera majoré chaque année par la suite pour atteindre 66 millions de dollars en 2011-2012. Dans un communiqué, le gouvernement déclarait : « Les écoles locales seront ainsi plus abordables pour les jeunes, les personnes âgées et les adultes qui veulent s'en servir pour leurs réunions et leurs activités sportives et autres.⁶ »

L'utilisation des installations scolaires pour fournir plus d'espace, surtout pour des activités dirigées par les jeunes, pose quelques problèmes. Il a été fait remarquer que certains jeunes, ceux qui ont été renvoyés ou suspendus de l'école, ne seraient pas autorisés à participer à ce genre d'activités, et que d'autres ont tellement pris l'école en grippe qu'ils ne s'y rendraient pas de leur plein gré, même pour des activités divertissantes. Un autre problème se pose quand des groupes établis font préemption sur l'espace disponible avant que de nouveaux groupes aient la chance de demander des permis d'utilisation. En outre, dans les régions rurales, nous a-t-on dit, les programmes de ce genre ne seraient pratiquement pas accessibles aux nombreux jeunes qui sont tributaires des horaires des autobus scolaires.

Néanmoins, en prenant acte du besoin d'espace supplémentaire et en affichant sa détermination à fournir du financement pour y satisfaire, le gouvernement a fait un geste qui est le bienvenu.

⁵ SPACE = Saving Public Access to Community Space Everywhere. La coalition a ainsi exprimé sa mission : « Nous croyons que l'utilisation communautaire des installations scolaires est une condition importante pour soutenir la bonne santé des communautés et des quartiers. Notre désir est de voir à ce que l'espace disponible dans les écoles soit utilisé au mieux partout en Ontario, selon des modalités d'accès abordables, équitables et uniformes. »

⁶ Communiqué du ministère de l'Éducation, 5 février 2008

Les programmes

S'il est possible de mettre de l'espace à la disposition des jeunes, dans les écoles ou ailleurs, la question devient : « Que faisons-nous de cet espace? » Nous avons recueilli toutes sortes d'échos sur ce sujet également.

Une chose sur laquelle les jeunes et leurs intervenants de première ligne s'accordent est qu'il ne s'agit pas simplement de créer un autre terrain de basket-ball. Les jeunes surtout nous ont dit qu'il fallait plus de diversité dans les programmes offerts – plus d'activités artistiques, plus d'activités récréatives autres que les sports de compétition, et plus d'occasions d'apprentissage et de mentorat. Voici, tiré du rapport final sur les consultations dans les quartiers, un condensé de ce que nous avons entendu lors de nos séances de consultation des gens des quartiers :

« Les jeunes n'ont rien à faire, alors ils traînent dans la rue et font des bêtises. Certains quartiers n'offrent aucun service ou activité aux jeunes; les communautés qui sont isolées et stigmatisées ne bénéficient pas des avantages consentis aux autres communautés. »

« Il y a des choses à faire, mais pas pour les jeunes. "Il existe des tas de programmes, mais beaucoup ne servent à rien." Les programmes offerts sont trop généraux et redondants et ne répondent pas aux besoins des jeunes en matière d'éducation, de culture et de préparation à la vie. Ces programmes ne sont pas redevables et la communauté ne peut pas les évaluer. Ils sont désuets, existent depuis toujours et n'ont jamais été actualisés ou modifiés pour répondre aux besoins des jeunes. Soit il n'y a pas de programmes pour les jeunes plus âgés, soit les programmes sont ennuyeux et manquent d'intérêt. Les centres de loisirs et les centres de jeunes doivent offrir des

programmes attrayants, autre chose que des programmes de sport, pour attirer les jeunes et les sortir de la rue. Il y a pénurie de programmes de qualité pour les jeunes "à risque", de bons programmes et activités pour lutter contre la violence chez les jeunes, et de programmes de prévention et d'intervention précoce. »

« Il y a des choses à faire, mais pas de personnel formé pour traiter avec les jeunes. Trop d'organismes sont dirigés par des personnes non redevables, qui ne tiennent pas compte des diverses cultures et se fichent des jeunes; de plus, ils offrent des programmes de courte durée ou à durée limitée. Les gestionnaires et le personnel ne reflètent pas la communauté qu'ils sont chargés de servir et les employés n'ont pas reçu la formation et ne possèdent pas les connaissances et les compétences requises pour traiter avec des jeunes. »

« Il y a des choses à faire, mais les fonds sont limités. Le gouvernement ne finance pas suffisamment de programmes et de services sociaux destinés aux jeunes. On doit financer des programmes visant à mobiliser les jeunes; lorsque nous perdons des jeunes à cause de l'absence de programmes, nous les perdons vraiment, souvent au profit du système de justice pénale. Les programmes qui visent à intéresser les jeunes ne disposent pas des fonds dont ils ont besoin pour avoir une incidence durable; il faut parfois des années avant de savoir si un programme fonctionne. » (p. 86)

Le rapport sur les consultations dans les quartiers a résumé ainsi les conseils que vous nous avez adressés :

« Renforcer les programmes dont les quartiers disent avoir besoin. Les participants ont indiqué que leurs quartiers avaient besoin de programmes positifs et pertinents. Ces programmes ne doivent pas seulement offrir des activités récréatives, ils doivent aussi répondre aux

besoins des jeunes des quartiers en matière d'éducation, de culture, de formation professionnelle et de préparation à la vie. Cela signifie fournir un continuum de services et des programmes pour les personnes de tous les âges et à n'importe quelle étape de la vie (les parents aussi), y compris des programmes axés sur la production de revenus ou l'acquisition d'expérience, par exemple un programme d'apprentissage ou d'emploi coopératif. »

« On doit aussi mettre l'accent sur le mentorat. Les jeunes ont besoin d'avoir une personne dans leur vie qui leur donne de l'attention, croit en eux et les appuie. Il est important de connecter les jeunes avec des mentors de leur âge et de les faire participer à des séances en tête-à-tête avec des adultes et des modèles plus âgés. C'est particulièrement important pour les jeunes difficiles à atteindre. Il faut également des programmes pour aider les jeunes à se soustraire aux gangs de rue, ainsi que des programmes destinés aux jeunes qui viennent d'arriver au Canada et qui ont besoin d'une aide psychologique, car ils souffrent de stress post-traumatique, et d'autres soutiens. »

« Les participants ont souvent parlé de la nécessité d'ouvrir des centres de jour pour les jeunes, car ce sont des endroits sûrs où ils peuvent venir avec leurs camarades après l'école pour y rencontrer des travailleurs sociaux et d'autres personnes ayant une influence positive. » (p. 92 et 93)

Dans son rapport, le GYC propose trois mesures pour résoudre les problèmes d'espace : construire et financer de l'espace communautaire; mettre fin à la privatisation des espaces sociaux comme le carré Yonge-Dundas à Toronto; élaborer un plan pour financer l'infrastructure physique destinée à accueillir les projets dirigés par des jeunes. Le rapport du GYC, dont nous joignons le texte intégral à la section 3, contient une description détaillée de ces trois propositions.

Le système éducatif

Relativement au système éducatif de l'Ontario, les jeunes nous ont parlé de trois problèmes auxquels le gouvernement doit s'attaquer : l'avenir de la *Loi sur la sécurité dans les écoles*; la réforme du curriculum; l'instauration d'un environnement d'apprentissage équitable, qui donne les mêmes chances à tous.

Tiré du rapport sur les consultations dans les quartiers :

« À cause des politiques de tolérance zéro, les élèves quittent l'école ou en sont "expulsés". On abandonne les jeunes lorsqu'ils sont suspendus ou renvoyés de l'école. On n'obtient rien en renvoyant temporairement une jeune personne de l'école pour la punir. Les jeunes en profitent pour traîner avec d'autres personnes qui ne vont plus à l'école. Ce désœuvrement fait plus de dégâts et favorise probablement des comportements encore plus violents. Certains jeunes sont ravis d'être suspendus pendant trois jours, car ils ont l'impression d'être en vacances. Ils en profitent pour traîner avec des personnes plus âgées qui sont au chômage ou ont décroché et peuvent avoir une mauvaise influence sur eux. C'est aussi pendant que les jeunes ne vont pas à l'école qu'ils se joignent à des gangs de rue, se prostituent ou commettent d'autres actes illégaux. » (p. 88)

Le rapport du GYC plaide pour la révocation de la *Loi sur la sécurité dans les écoles* qu'il juge discriminatoire contre les jeunes racialisés et marginalisés. Il prône l'idée que la lutte contre les causes de la violence chez les jeunes passe par la réforme du système d'éducation :

« Le concept selon lequel l'éducation est une voie vers l'autonomisation n'est pas nouveau. Tout au long de l'histoire, aux quatre coins du monde, les gens ont toujours demandé l'accès à l'éducation comme un moyen de faire

valoir leurs droits civils. Le refus d'accorder un tel accès a souvent servi d'outil de soumission et d'oppression. Peu importe leur portée ou objet initial, les études réalisées antérieurement par les divers membres et alliés du GYC ont quasiment toutes mis en évidence l'importance primordiale de questions liées à l'éducation dans les efforts visant à éliminer les causes profondes de la violence et de l'oppression dans nos communautés. » (p. 117)

Le rapport du GYC appelle aussi notre attention sur une étude réalisée en 2003 par un de ses membres, le groupe For Youth Initiative (FYI), avec le concours financier d'un programme fédéral, la Stratégie nationale pour la prévention du crime. (Pour en obtenir un exemplaire, écrire à fyi@foryouth.ca.)

Ce passage est tiré du rapport du GYC, p. 12 :

« Le rapport de FYI repose sur deux affirmations importantes : 1) les inégalités sont bien réelles dans le système d'éducation existant, en particulier pour les Noirs et les Autochtones, ce qui révèle le besoin de formes d'éducation plus pertinentes et stimulantes; 2) l'éducation alternative pourrait constituer une force libératrice et constructive pour la jeunesse marginalisée. [...] Leurs conclusions quant à la discrimination et au racisme au sein du système d'éducation n'étaient pas particulièrement surprenantes, et le rapport contient la remarque suivante : "Les élèves ne cessent de répéter qu'ils ont le sentiment d'être victimes dans les écoles de discrimination de la part du personnel enseignant et d'autres élèves. Cette étude va dans le même sens, presque tous les participants ayant décrit des expériences et des perceptions de racisme dans les écoles. " » (p. 118)

Durant nos séances de consultation des gens des quartiers, vous avez évoqué plusieurs raisons pour lesquelles les jeunes se retrouvent en difficulté à l'école, mais la plus souvent entendue

concernait le fait que les jeunes racialisés et marginalisés ne trouvent rien à l'école qui les motive à s'appliquer. Leurs enseignants ne viennent pas de leurs quartiers, le curriculum ne rend pas compte de leur histoire ou de leur culture, et rien ne leur permet d'espérer que des bons résultats au niveau secondaire leur ouvriront les portes des études postsecondaires.

Le rapport sur les consultations dans les quartiers a bien rendu cette situation :

« Les écoles ne sont pas représentatives des jeunes qu'elles desservent et n'offrent pas les mêmes possibilités à tous les jeunes. Pour beaucoup de jeunes, ce qui est enseigné à l'école n'a rien à voir avec leur réalité culturelle ou sociale, et cet enseignement n'est pas dispensé par des personnes qui leur ressemblent ou sont conscientes de la réalité de leur vie quotidienne, la conséquence étant que les jeunes se sentent exclus de ce qui est probablement l'institution la plus importante de leur vie. Les jeunes ont aussi parlé de discrimination de la part des enseignants qui ne respectent pas les élèves des minorités visibles ou issus de l'immigration, présumant qu'ils ne peuvent pas réussir aussi bien que leurs camarades blancs, et les dirigent dans des filières non académiques. Cette attitude suscite un violent sentiment de dévalorisation et les jeunes perdent parfois intérêt et motivation et n'ont plus confiance en leurs enseignants. » (p. 81)

Les jeunes racialisés et marginalisés ne trouvent rien à l'école qui les motive à s'appliquer.

Un des animateurs d'une consultation des jeunes Autochtones vivant en milieu urbain, qui s'est tenue dans le nord de l'Ontario, a ainsi résumé les discussions concernant l'éducation :

« Les jeunes pensaient qu'il faudrait réfléchir à d'autres modes d'apprentissage quand on aborde la question de

l'éducation. Ils pensaient que le travail scolaire serait plus intéressant si le curriculum et les pratiques s'accordaient davantage à leur culture. »

Une participante au forum Strategizing Minds du GYC a avancé cette explication :

« Le rapport de Centraide intitulé Poverty by Postal Code a désigné 13 quartiers de Toronto comme secteurs prioritaires. En étudiant ces secteurs, en pénétrant dans ces espaces géographiques, on se rend compte que l'on peut suivre la pauvreté par code postal, mais aussi par groupe racial. Ainsi [...] l'aliénation associée à l'inaccessibilité financière fait que les universités ne sont qu'une lointaine possibilité pour beaucoup de ces jeunes. Ceux-ci sont rares à croire que l'université est un lieu auquel ils ont droit, dont ils pourraient faire partie. Comment s'en étonner? Avec l'augmentation des coûts, le message est clair : cet endroit n'est pas pour nous. Avec l'éducation de type colonial que nous recevons de la maternelle à la 12^e année, le message est clair : cet endroit n'est pas pour nous. » (p. 118)

Le rapport sur les consultations dans les quartiers et le rapport du GYC contenaient des suggestions que nous avons soigneusement examinées quand est venu le moment de formuler nos recommandations au premier ministre. Nous souscrivons à l'idée que les écoles devraient devenir des carrefours communautaires; nous croyons qu'il faut étudier l'impact que continue d'avoir la *Loi sur la sécurité dans les écoles* et qu'il faudra pour cela collecter des statistiques basées sur la race; nous invitons le système d'éducation à réfléchir à une réforme de son curriculum et de ses pratiques de recrutement; nous exhortons les enseignants à respecter et à développer les potentialités de chaque jeune personne, quelle que soit sa race, sa culture ou l'adresse de ses parents.

L'emploi et l'investissement

« Fournir des emplois intéressants. »

— *Une des réponses à l'enquête en ligne*

Bien qu'il n'y ait pas une formule universelle pour régler tous les problèmes qui se posent dans les communautés dont les besoins sont complexes, vous avez dit clairement que les communautés verraient dans la création de débouchés économiques un véritable progrès. Un emploi valorisant éloigne la pauvreté, redonne de la dignité, rehausse le sentiment de valeur de soi et aide à conjurer le désespoir qui caractérise les jeunes les plus défavorisés.

L'ironie de cette situation est qu'il y a une multitude de programmes d'emploi, dont beaucoup s'adressent aux jeunes, et que nombre de ces programmes semblent très bien marcher. Les personnes qui administrent ces programmes reconnaissent qu'il faut donner aux jeunes qui ont des besoins complexes davantage que le numéro de téléphone ou l'adresse d'un éventuel employeur. Souvent, ces jeunes ont besoin d'un counseling préalable à l'emploi pour les aider à franchir toutes sortes de difficultés, allant de questions aussi complexes que la maladie mentale à des choses aussi banales en apparence comme de s'orienter dans les transports en commun.

Dans ce qui est au moins un pas dans la bonne direction, le gouvernement a débloqué des fonds devant servir spécifiquement à procurer des emplois d'été aux jeunes des quartiers défavorisés dans le cadre du Programme d'emplois d'été pour les jeunes. Ce programme est ainsi décrit sur le site Web du ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse :

« Le Programme d'emplois d'été pour les jeunes est conçu pour aider les jeunes âgés de 15 à 18 ans qui vivent dans des quartiers défavorisés à acquérir des compétences en

milieu de travail grâce à un emploi d'été. Tu recevras une formation de préparation au travail, on te placera dans un emploi rémunéré en juillet et en août, et tu bénéficieras de soutien après ton emploi. Tu gagneras 8,75 \$ l'heure, pour une semaine de travail de 35 heures, tout en recevant une formation et en acquérant de l'expérience de travail. »

« Non seulement cette expérience viendra enrichir ton CV, mais elle pourrait aussi t'aider à choisir les études que tu aimerais poursuivre au collège ou à l'université, ou la carrière que tu voudrais entreprendre. »

Nous avons entendu les témoignages de nombreux organismes qui s'efforcent d'aider les jeunes des quartiers défavorisés. Certains travaillent à établir des « meilleures pratiques » en la matière; citons pour exemple le Boreal Institute de l'Université de Toronto, qui collabore avec le YMCA du grand Toronto. L'idée de ce projet est née au sein de groupes de discussion qui s'étaient tenus dans deux des quartiers déshérités de Toronto et durant lesquels les jeunes avaient placé le problème de la violence très haut dans leur liste de préoccupations. À cause du manque de possibilités d'emploi, disaient-ils, ils perdent tout espoir et ils ont l'impression que leurs quartiers ne sont « qu'une autre sorte de prisons ».

Le Boreal Institute et le YMCA avaient alors décidé de mettre sur pied un projet dont l'objet n'était pas tant de créer un emploi de courte durée que d'aider la jeune personne à se tracer une carrière. À ce jour, le programme a permis de montrer l'avantage du travail en petits groupes, l'importance de créer un partenariat entre celui ou celle qui cherche un emploi et son conseiller ou sa conseillère, et la valeur d'une approche holistique des besoins du jeune.

On peut trouver de plus amples renseignements sur ce programme à www.utoronto.ca/mcis/boreal/about_us.html

Dans le chapitre précédent, sous le titre « Les perspectives économiques et l'emploi », nous avons reproduit un passage du rapport sur les consultations dans les quartiers qui exposait les points de vue des jeunes sur les obstacles à l'emploi. Pour surmonter ces obstacles, les participants à ces séances estimaient que le gouvernement devait augmenter le salaire minimum et créer davantage de places d'apprenti et de possibilités d'emploi coopératif.

Le rapport du GYC est tout aussi direct et prône une augmentation du salaire minimum à 15 dollars de l'heure avec indexation annuelle au coût de la vie, une augmentation de 40 pour 100 de la prestation d'aide sociale provinciale et des prestations versées au titre du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées, ainsi qu'un regain d'investissement dans le logement social.

Sa principale recommandation en faveur de l'emploi pour les jeunes est la création d'un fonds pour la promotion du travail indépendant des jeunes. Citons le rapport :

« Un travail indépendant est souvent un moyen pour les jeunes de nos communautés de s'extirper des petits boulots sans avenir dans l'industrie des services. Toutefois, les programmes actuels de l'Ontario pour soutenir le travail indépendant des jeunes sont souvent d'accès difficile, avec des procédures compliquées, et ne procurent pas toujours aux jeunes les compétences ou la formation nécessaire pour que leur petite entreprise ou leur entreprise communautaire prospère dans le contexte des prix d'éviction et de la concurrence intense pratiqués par les grandes entreprises bénéficiant d'allègements fiscaux et de subventions considérables (une aide sociale aux entreprises parasites) de la part des gouvernements. »

Il est temps que le secteur privé et les organisations syndicales prennent conscience de leurs responsabilités et qu'ils s'occupent activement à fournir des occasions d'emploi et de formation dans ces communautés.

« Nous demandons la création d'un fonds ouvert et accessible à l'intention des entreprises sociales, qui dispose d'un budget élevé (pas simplement un autre investissement de 15 millions de dollars sur trois ans), dont le personnel possède les connaissances et l'expérience du soutien aux initiatives pour jeunes entrepreneurs, qui soit convivial et créatif et qui contribue au renforcement des compétences. Nous demandons également que le gouvernement n'associe pas ce genre de programmes à des prêts de sociétés ou de banques dans une sorte de partenariat public-privé qui mènera finalement les jeunes entrepreneurs sociaux à l'endettement au profit des grandes banques! » (p. 146)

La suggestion concernant un fonds qui servirait spécialement à stimuler l'emploi dans les communautés défavorisées ressemble à celle que nous avons reçue de la Coalition of African Canadian Organizations. Dans le cadre d'un plan d'action exhaustif, la CACO réclame « la création, par voie législative, d'une agence de développement social et économique afro-canadienne, dont

la mission serait de faciliter l'aide des gouvernements aux programmes sociaux et économiques communautaires ».

Ces deux recommandations soulignent la nécessité d'investir davantage dans les quartiers défavorisés et de faire en sorte que les entreprises cessent de fuir ces secteurs, comme l'illustre l'étude sur les magasins d'alimentation que nous avons citée dans le chapitre précédent. Nous croyons aussi qu'il est temps que le secteur privé et les organisations syndicales prennent conscience de leurs responsabilités et qu'ils s'occupent activement à fournir des occasions d'emploi et de formation dans ces communautés.

Les rapports entre la police et les communautés

Le racisme est l'une des dimensions de chacun des problèmes dont nous avons parlé plus haut dans le présent chapitre et nous croyons qu'il faut que le gouvernement se dote de nouvelles politiques et de nouvelles structures pour contrer les effets du racisme sur la pauvreté, le logement, l'éducation et l'emploi. Nous devons aussi combattre le racisme dans les relations entre la police et les communautés. L'instauration de meilleures relations entre la police et les jeunes des communautés défavorisées aurait des retombées considérables en diminuant la violence, de même que la peur de la violence qui sclérose les quartiers. Mais ce ne sera pas chose facile.

Les représentants du Collège de police de l'Ontario nous ont dit qu'il ne fallait pas attendre beaucoup du simple fait de donner plus de formation aux agents, parce que les attitudes des nouvelles recrues sont façonnées (ou refaçonnées) par la culture qu'elles découvrent sur le terrain. Les représentants du Collège croient que, pour changer les attitudes, il est nécessaire de changer, entre autres choses, les mesures qui sont utilisées pour évaluer le rendement de l'agent ou de l'agente de police, ou du service de police.

Néanmoins, durant nos réunions dans les communautés, vous nous avez dit qu'une meilleure formation sur les questions raciales et le recrutement d'un plus grand nombre d'agents provenant des minorités visibles seraient un début de solution. Le rapport sur les consultations dans les quartiers a souligné six mesures possibles :

« Il faut améliorer la formation professionnelle des agents de première ligne, leur faire suivre une formation sur la diversité, la sensibilité culturelle, l'anti-discrimination et le service à la clientèle. Il faut engager davantage

d'agents de police issus des minorités ethniques afin que la police reflète la population. Il est également important de financer un plus grand nombre d'agents de police communautaire dont la tâche serait d'aller dans les écoles et d'établir des liens avec les jeunes, et de limiter leur roulement dans certains quartiers pour leur donner le temps de nouer des liens avec les jeunes. La police doit réagir plus rapidement quand des jeunes appellent et on devrait mieux informer les jeunes sur le programme Échec au crime (222 TIPS); beaucoup de jeunes croient que la police viendra chez eux leur remettre un chèque au vu et au su du quartier. » (p. 95)

En plus de ses observations au sujet de la police, le rapport sur les consultations dans les quartiers offre des conseils relatifs au système de justice pénale :

« Le système de justice doit se concentrer davantage sur la prévention que sur la punition. On doit investir dans d'autres solutions que l'emprisonnement; comme certains l'ont dit : "Construire une super-prison pour les jeunes n'est pas la solution". Il faudrait créer plus de programmes de déjudiciarisation et de justice réparatrice; on devrait aussi tout essayer pour éviter que les jeunes aillent en cour et les placer plutôt dans des programmes de justice réparatrice. On a besoin de davantage de programmes d'aide psychologique aux victimes et aux contrevenants et de programmes de soutien pour les jeunes qui sortent de prison. » (p. 95)

Le Rapport du GYC traite également des relations entre la police et les communautés et d'autres aspects du système de justice pénale pour la jeunesse. Il fait état d'un certain nombre de revendications : révoquer la *Loi sur la sécurité dans les rues*; transformer le Centre de jeunes Roy McMurtry en un centre communautaire pour les jeunes de Brampton et des quartiers

nord de Toronto⁷; mettre sur pied des groupes indépendants de gens des communautés qui seraient chargés d'étudier les allégations d'inconduite de la police; voir à ce que les habitants qui n'ont pas le statut d'immigrant reçu puissent accéder aux services provinciaux sans craindre d'être arrêtés.

⁷Tout en soutenant le droit du GYC d'exprimer son opinion à ce sujet, nous estimons malavisée la recommandation de fermer le Centre de jeunes Roy McMurtry. Certes, nous croyons que le système de justice pénale n'a de manière générale qu'un effet dissuasif marginal sur la perpétration de crimes au sein de la société, et que la prévention et les programmes sociaux sont bien plus importants, mais nous reconnaissons aussi que, pour certains jeunes et pour certains adultes, l'incarcération est nécessaire. De plus, une grande partie des objections soulevées par le GYC à l'égard du centre sont fondées sur des idées fausses. Le centre de jeunes de Brampton, avec ses unités d'habitation en petits modules, un cadre moins officiel, du personnel bien formé et un vaste éventail de programmes, offrira aux jeunes une bien meilleure chance de réadaptation que d'autres établissements correctionnels pour jeunes. Des moyens de transport seront à la disposition des familles des jeunes résidents pour qu'elles puissent se rendre au centre et en revenir. Nous avons fait part de notre point de vue au GYC dans une lettre datée du 3 avril 2008.

Le soutien aux familles

Tous ceux et celles qui ont élevé des enfants savent combien ce rôle peut être difficile même dans les circonstances les plus favorables; or, précisément la vie dans les communautés défavorisées de l'Ontario n'est pas ce qu'on trouve de mieux. Durant les consultations des gens des quartiers, comme on peut le lire dans le rapport, vous nous avez parlé des difficultés qui sont le lot des parents vivant dans les quartiers défavorisés :

« Les parents doivent avoir deux ou trois emplois pour joindre les deux bouts. Beaucoup de personnes ont parlé de la difficulté des parents à gagner suffisamment d'argent et à subvenir aux besoins de la famille, et des choix difficiles qu'ils doivent faire. Certains parents ne travaillent pas tandis que d'autres doivent avoir plusieurs emplois pour survivre. Même lorsqu'ils ont plusieurs emplois, ils ont du mal à payer le loyer, la nourriture, les tickets d'autobus, les vêtements et d'autres choses dont les jeunes ont besoin. »

« Il n'y a pas assez de soutien pour les parents. Les parents manquent d'aide financière ainsi que d'autres soutiens importants (classes d'ALS, formation au rôle de parent, programmes éducatifs et cours de développement des compétences dans les centres communautaires, etc.). »

« Les parents sont absents. Les jeunes ont dit que l'absence de supervision parentale était l'une des causes de la violence chez les jeunes. Bon nombre de jeunes ne passent pas beaucoup de temps avec leurs parents, car ces derniers travaillent toujours. Des enfants aussi jeunes que sept ans sont laissés à eux-mêmes, personne n'étant à la maison lorsqu'ils arrivent de l'école ou ont besoin de parler de ce qui se passe dans leur vie. Lorsque les

parents n'accordent pas d'attention aux enfants, ils vont la chercher ailleurs. » (Rapport final sur les séances de consultation des gens des quartiers, p. 79 et 80)

Le problème du manque de surveillance parentale revêt deux aspects, nous avez-vous dit. Le premier, évoqué plus haut, tient à ce que les parents abattent de trop longues journées de travail pour être disponibles pour leurs enfants. Le deuxième, par contre, résulte davantage d'un manque de compétences parentales.

« “Beaucoup trop d'enfants ont des enfants.” Beaucoup de jeunes qui se trouvent dans l'obligation d'élever des enfants n'ont pas la maturité ou sont trop inexpérimentés pour le faire. Il faut des programmes de formation et de soutien pour les aider, mais ceux-ci sont rares. De plus, le nombre d'adolescentes mères de famille monoparentale sans ressources financières ou autres augmente. Outre les nombreuses difficultés auxquelles font face les mères célibataires, il y a aussi l'absence notoire de modèles ou de mentors masculins dans de nombreuses communautés. »

« Nombreuses sont les personnes incapables de résoudre leurs propres problèmes. Les difficultés associées à la pauvreté, à l'absence d'éducation, aux relations, à la surconsommation d'alcool et d'autres drogues et autres auxquelles beaucoup de parents font face ne sont pas traitées de manière adéquate, de sorte que les parents sont incapables de répondre aux besoins de leurs enfants. La langue, les différences culturelles et le stress post-traumatique constituent des problèmes supplémentaires pour les nouveaux arrivants, qui doivent les régler avant de pouvoir s'occuper de leurs enfants. »

« La violence familiale devient une norme comportementale pour les jeunes. Lorsque les parents sont les seuls mentors ou modèles et que les jeunes assistent à des scènes de violence familiale et à d'autres comportements violents à la maison, ils apprennent que la violence est un mode de vie acceptable, un moyen de résoudre les conflits, et y ont eux-mêmes recours pour régler des problèmes à l'extérieur. » (Rapport final sur les séances de consultation des gens des quartiers, p. 83 et 84)

Plusieurs des spécialistes que nous avons rencontrés disent qu'il faut apporter plus de soutien aux familles et, surtout, aux mères seules. Comme le préconise la professeure Gina Browne de l'Université McMaster et comme le démontre un projet en cours dans la région de Peel, une intervention précoce avec une gamme complète de programmes conçus spécialement en fonction des besoins de chaque famille semble aider efficacement les gens à s'affranchir de l'aide sociale et détourner les jeunes du mauvais chemin.

Beaucoup d'entre vous se sont dits en faveur d'une autre option qui implique de chercher d'autres moyens de donner aux jeunes la chance d'entretenir des relations stables avec des adultes. Pour Debra Pepler et Wendy Craig, respectivement professeures à l'Université York et à l'Université Queen's, des relations stables avec des adultes sont importantes pour réduire les comportements d'intimidation, dont la recherche a montré qu'ils se muent presque toujours en des formes de violence plus graves.

Le rapport sur les consultations dans les quartiers dit ceci :

« On doit aussi mettre l'accent sur le mentorat. Les jeunes ont besoin d'avoir une personne dans leur vie qui leur donne de l'attention, croit en eux et les appuie. Il est important de connecter les jeunes avec des mentors de leur âge et de les faire participer à des séances en tête-à-tête avec des adultes et des modèles plus âgés. C'est particulièrement important pour les jeunes difficiles à atteindre. Il faut également des programmes pour aider les jeunes à se soustraire aux gangs de rue, ainsi que des programmes destinés aux jeunes qui viennent d'arriver au Canada et qui ont besoin d'une aide psychologique, car ils souffrent de stress post-traumatique, et d'autres soutiens. » (p. 93)

En un mot, tant les spécialistes que les gens des communautés s'accordent à dire qu'il faut faire plus pour soutenir les familles et fournir aux jeunes des relations stables qui leur fournissent de bons modèles à suivre.

La mobilisation des jeunes

Ce qui doit être fait est important pour vous, mais comment on le fait l'est tout autant. Il est clair, d'après ce qu'ils nous ont dit, que les jeunes en ont assez de voir que les décisions sur leur avenir se prennent sans qu'ils soient vraiment consultés.

De nombreuses organisations, de partout dans la province, mènent déjà des expériences pour découvrir des moyens efficaces de mobiliser les jeunes. Le Fonds Action Jeunesse, créé par la province et administré par Centraide du grand Toronto, mise sur des projets dirigés par des jeunes; quant à la ville de Toronto, elle a institué un conseil des jeunes qu'elle consulte sur les grandes orientations. D'ailleurs, les organisations dirigées par des jeunes, par exemple les groupes qui sont membres du GYC, sont elles-mêmes la preuve que les jeunes sont capables de s'investir dans des questions et des projets qui leur tiennent à cœur et d'agir efficacement.

On peut lire à ce sujet dans le rapport sur les consultations dans les quartiers :

« Les participants aux séances de consultation ont souvent mis l'accent sur l'importance de faire participer les jeunes au niveau local et de faire participer les jeunes et les communautés aux politiques provinciales. Voici quelques moyens pour y parvenir : établir un secrétariat des jeunes ou un conseil des jeunes, au sein du ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse, dont la principale responsabilité sera de planifier et de créer des modèles / outils et méthodologies d'évaluation pour les communautés, de financer des colloques organisés et dirigés par les jeunes pour faire participer des jeunes de divers quartiers à des séances axées sur l'action et sur la résolution des problèmes, et d'encourager les jeunes à participer à la conception de programmes qui leur sont destinés. » (p. 92)

Chapitre 4 :

Des initiatives communautaires

« Les jeunes ont besoin d'être soutenus par des communautés en santé, où les gens de toutes les générations ont des occasions de dialoguer, où les voisins se connaissent, et où ils sentent que l'on se soucie de ce qu'ils font. »

— *Une des réponses au sondage en ligne*

Pendant nos déplacements dans l'Ontario, nous avons rencontré beaucoup de gens qui ne ménagent pas leur peine pour faire bouger les choses dans leurs communautés — tellement nombreux qu'il est impossible de reproduire ici leurs témoignages. Cependant, nous décrirons dans les pages qui suivent l'histoire de cinq initiatives qui illustrent bien le travail qui se fait à la base; nous espérons qu'elles feront jaillir des idées de projets que vous pourriez faire dans votre communauté. Plus tout, nous espérons que vous verrez par ces initiatives que vous n'êtes pas seuls dans vos combats pour trouver des solutions qui répondent aux besoins particuliers de vos communautés.

Thunder Bay : « Pour les jeunes, par les jeunes »

Depuis plus de 20 ans, le Conseil multiculturel régional de la jeunesse est le porte-parole des jeunes de Thunder Bay et des petites localités isolées du nord-ouest de l'Ontario.

Le Conseil a été mis sur pied par un groupe de jeunes garçons et de jeunes filles qui avaient participé aux festivités organisées par l'Association multiculturelle du nord-ouest de l'Ontario pour célébrer l'Année internationale de la jeunesse de 1985. Dirigé par la présidente fondatrice Melanie Goodchild, une Autochtone élève d'école secondaire de la Première nation ojibway de Pic River, le Conseil s'était donné pour vision de rapprocher des jeunes de tous horizons et de les faire collaborer à l'édification d'un avenir commun.

Depuis sa création, le Conseil n'a pas dérogé à l'approche « pour les jeunes, par les jeunes » qu'il a adoptée pour améliorer le bien-être des enfants et des jeunes et améliorer les conditions sociales dans les communautés où ils vivent.

Le Conseil est dirigé par un bureau exécutif dont les membres s'expriment au nom du groupe dans le cadre de tribunes publiques. Les jeunes leaders représentent les enfants et les jeunes au sein de comités civiques et organisent des forums où les jeunes peuvent faire entendre leur voix sur des questions qui les intéressent ou les préoccupent. Ils planifient des

activités et encouragent leurs pairs à participer à l'organisation d'événements dans leurs écoles et dans la communauté. Le Conseil se tient en rapport avec des professionnels pour obtenir des conseils et il collabore avec divers groupes et organismes.

« Dans cet organisme, les jeunes tiennent toujours le premier rôle », dit Moffat Makuto, directeur général de l'Association multiculturelle régionale, l'organisation-mère du Conseil de la jeunesse. « Ils ont les talents et le potentiel pour devenir des

Ils ont les talents
et le potentiel pour
devenir des êtres
responsables,
créatifs et soucieux
de leur prochain.

êtres responsables, créatifs et soucieux de leur prochain. Mais il faut les appuyer pour qu'ils deviennent des leaders informés et compétents. »

Le Conseil encourage activement les jeunes garçons et les jeunes filles à collaborer à la recherche des solutions à leurs propres problèmes. Il met sur pied des conférences de jeunes, organise des groupes de discussion, encourage la résolution des conflits par la médiation par les pairs et réalise des sondages et des interviews sur les moyens de rendre les communautés plus sécuritaires. Il compile des renseignements et produit du matériel documentaire pour améliorer les rapports entre la police et les jeunes, rendre les écoles plus sécuritaires, améliorer la sécurité dans les quartiers et dans les gares routières. En 1998, il a lancé le mouvement « Girl Power » (le pouvoir aux filles), qui a essaimé dans toute la région, pour s'attaquer aux questions liées aux rapports hommes-femmes et encourager les jeunes filles à réaliser leurs rêves.

Le Conseil mène ses propres études et émet des recommandations. Par exemple, il fait des démarches auprès des gouvernements à tous les niveaux pour qu'ils résorbent la pauvreté, mettent en place des programmes de prévention de la toxicomanie, soutiennent financièrement des

activités parascolaires et des programmes d'apprentissage de l'autonomie fonctionnelle et d'acquisition d'expérience de travail, et financent des centres de jour qui offrent aux jeunes des lieux sécuritaires où se divertir et s'épanouir ensemble.

Le Centre multiculturel de la jeunesse, qui a ouvert ses portes à Thunder Bay en 1992, abrite le siège du Conseil et fait office de centre de jour pour les jeunes. Les jeunes y trouvent un lieu accueillant où ils peuvent participer à des activités enrichissantes, avoir de l'aide pour leurs devoirs scolaires, rencontrer des personnes servant de modèle positif, apprendre quelles sont les ressources mises à leur disposition dans la communauté et obtenir de l'information pour faire des choix judicieux et prendre des décisions éclairées. Le Centre coordonne des séances de formation des jeunes au leadership et organise des activités visant à lutter contre le décrochage, de nombreux événements festifs et récréatifs, et des séances de formation pour jeunes entrepreneurs.

Une centaine de jeunes garçons et de jeunes filles jouent un rôle actif dans les projets de développement du leadership jeunesse organisés par le Conseil. Leurs interventions dans les écoles et les communautés rejoignent des milliers d'autres jeunes.

Beaucoup des activités menées par le Conseil cherchent entre autres choses à promouvoir la bonne intelligence entre les cultures et entre les races : présentation d'exposés antiracistes par les jeunes, participation à des événements qui célèbrent les contributions et les luttes des peuples autochtones; information et ressources pour célébrer le Mois de l'histoire des Noirs. Plusieurs de ces jeunes leaders se sont vus décerner des distinctions pour ce travail.

La nécessité de collecter des fonds grève constamment l'énergie du Conseil. Pour assumer ses propres frais de fonctionnement, le Conseil lui-même organise des bingos, des lave-autos,

des bals de bienfaisance, des ventes de produits artisanaux et alimentaires, et fait des appels de dons, mais ces activités l'empêchent de se donner à fond à ses programmes. « Je pense que je pourrais mieux employer mes talents et mon influence positive en aidant mes camarades qu'en vendant des tablettes de chocolat pour réunir l'argent du loyer » dit Martin Zhang, élève d'école secondaire et président actuel du Conseil.

Parallèlement, l'Association multiculturelle essaie tant bien que mal de financer ses projets en frappant à toutes les portes. Comme les subventions ponctuelles n'assurent pas un financement continu des programmes, elle s'est rabattue sur une méthode moins orthodoxe. Elle a ouvert, à côté du centre de jeunes, un restaurant dont les recettes couvrent une part des salaires des employés et des dépenses du centre de jour.

L'Association recueille aussi un peu d'argent en percevant des droits auprès des Premières nations pour les services d'orientation, de tutorat, de loisirs et autres qu'elle dispense aux élèves qui viennent poursuivre leurs études secondaires à Thunder Bay. Mais ces rentrées ne couvrent que les frais associés à ces élèves particuliers.

« Nous devons investir dans la prochaine génération, dit Makuto. Nous devons nous occuper de tous les enfants, aller à la rencontre de tous les jeunes qui sont vulnérables et à risque et aider ceux et celles qui vivent dans des familles, des quartiers et des communautés marginalisées. Si nous n'offrons pas des solutions de rechange positives, ce sont les gangs qui les attendront dans la rue avec un comité d'accueil bien à eux. »

Hamilton : L'école comme lieu de vie

Aller à l'école est une des conditions clés de la santé et du bien-être de l'enfant et de la jeune personne. Réussir à l'école ouvre les portes de l'avenir.

Le YMCA de Hamilton-Burlington a formé un partenariat avec ses donateurs et les écoles des quartiers pauvres ou des secteurs paupérisés du centre-ville pour aider les enfants à développer leurs habiletés, à prendre confiance en eux et à s'appliquer dans leurs études, dans le cadre d'un programme parascolaire appelé « Virtual YMCA », le YMCA virtuel.

Les écoles fournissent leurs locaux et le YMCA, le programme. Les élèves de la 1^{re} à la 5^e année du primaire peuvent se faire aider pour faire leurs devoirs et apprendre à lire et à écrire, et ils peuvent s'adonner à des loisirs ou des activités qui développent leurs compétences sociales.

Le premier YMCA virtuel s'est ouvert dans une école de Hamilton-Nord en 2001. Durant l'année scolaire 2007-2008, on comptait dans la ville de Hamilton six écoles publiques et séparées qui avaient des programmes; un programme de plus s'ouvrira à Burlington en 2008-2009.

Le YMCA administre des programmes parascolaires à Hamilton depuis bientôt 25 ans. Ce programme innove non seulement parce qu'il est donné dans les écoles, mais aussi parce qu'il entretient des liens étroits avec les responsables des écoles. Le directeur ou la directrice et les enseignants de chaque école dressent la liste des enfants à envoyer au programme. Dans chaque école, une quarantaine d'élèves participe au programme trois jours par semaine.

À Hamilton, l'impulsion en faveur du programme est venue d'un directeur d'école qui, soucieux de trouver des moyens d'aider les élèves en difficulté dans leurs études, s'était adressé au YMCA. Après s'être renseigné sur différents modèles de soutien scolaire, le YMCA avait décidé d'adapter le programme « Virtual YMCA » qui était appliqué à New York.

Le programme vise à renforcer le bien-être physique, social et intellectuel de l'enfant. Son volet tutorat aide les enfants à repasser les leçons apprises durant la journée et à faire leurs devoirs. Certains enfants des familles d'immigrants de fraîche date ont besoin d'aide pour comprendre une nouvelle langue. Le volet développement des aptitudes sociales s'applique à inculquer les valeurs fondamentales que sont le souci du prochain, l'honnêteté, le respect et la responsabilité.

Le programme vise à renforcer le bien-être physique, social et intellectuel de l'enfant.

« Nous voulons qu'en plus les enfants puissent s'amuser », dit Christina Martin, directrice générale du programme d'extension des services au YMCA de Hamilton-Burlington. « Nous voulons qu'ils se fassent de nouveaux amis, qu'ils fassent du théâtre, de l'art ou de l'artisanat, du sport et des jeux, et qu'ils profitent des bienfaits de l'exercice physique. Sans compter qu'il y a toujours une collation nutritive. »

Le programme insiste sur la participation des parents. « Pour les parents dont l'enfant éprouve des difficultés en classe ou se conduit mal, venir à l'école est quelque chose qu'ils ne font pas de gaité de cœur, dit Christina Martin. Nous essayons de leur montrer l'école sous un jour positif – ils viennent voir leur enfant jouer dans une pièce ou un chef cuisinier préparer une collation spéciale. Nous bâtissons des relations positives entre la maison et l'école. »

Du fait que le programme se donne dans les locaux de l'école qu'ils fréquentent durant le jour, les enfants finissent par percevoir l'école comme un lieu de vie où il fait bon se retrouver. Christina Martin dit que les membres du personnel notent un changement d'attitude chez les enfants au bout d'une année scolaire. « Ils se sentent davantage intégrés dans leur école. Ils ont plaisir à y venir. »

Christopher Spence, directeur de l'éducation au Conseil scolaire du district de Hamilton-Wentworth, affirmait ceci : « Nous ne pouvons pas et nous ne devons pas laisser aux écoles toute la responsabilité d'assurer l'épanouissement global de l'enfant. Nous devons continuellement tendre la main à nos communautés et montrer que nous souscrivons au proverbe africain qui dit que l'éducation d'un enfant est l'affaire du village tout entier. Le YMCA virtuel incarne parfaitement la sorte de collaboration dont nous avons besoin. »

Kitchener-Waterloo : **Dans la rue, auprès des jeunes sans-abri**

Il faut qu'un lieu soit vraiment spécial pour que des jeunes sans-abri qui sont des membres de gangs rivaux viennent s'y asseoir et discuter entre eux. Ils laissent au vestiaire les couleurs de leurs gangs et tout ce qui pourrait servir d'arme. Les règles sont claires : vous serez traités avec respect, mais vous devrez rendre ce respect.

« Ils maugréent parfois contre les règles, comme tous les jeunes sont portés à le faire, mais ils continuent de revenir », dit Sandy Bell, directrice générale de ROOF (Reaching Our Outdoor Friends), qui prodigue sécurité, soutien et bien-être général aux jeunes sans-abri et aux jeunes à risque de 12 à 25 ans, dans la région de Waterloo.

Ces jeunes membres de gangs, que voient-ils quand ils se regardent de près, quand ils se parlent, dans l'environnement sécuritaire fourni par ROOF? « Ils s'aperçoivent qu'ils ont tous les mêmes besoins. Ils voient dans leur prochain des êtres humains », répond Sandy Bell.

Ce qui avait commencé en 1989 par l'initiative d'une personne charitable qui apportait un repas à des jeunes affamés s'est mué en une organisation communautaire multiservice qui s'emploie à sortir les jeunes de la rue, à empêcher que d'autres jeunes se retrouvent dans la rue et à sensibiliser le public. ROOF vient en aide à plus de 2 000 jeunes par an. Ses quartiers généraux sont situés au centre-ville de Kitchener.

Presque tout ce que fait ROOF a un rapport avec les causes de la violence chez les jeunes. Les jeunes qui sont sans foyer, tenaillés par le froid et la faim, risquent fort d'agresser quelqu'un pour lui arracher son blouson ou de voler pour avoir de quoi manger. Comme ils n'ont pas achevé leurs études secondaires et qu'ils trouvent peu d'occasions d'acquérir des expériences de travail, leur avenir leur paraît bouché.

« On doit commencer par répondre aux besoins élémentaires : nourriture, hygiène, vêtements, soins de santé. Une fois ces besoins satisfaits, on peut aider le jeune à envisager une vie différente et le motiver à entreprendre des choses qui l'aideront à sortir du cycle de l'itinérance – comme l'apprentissage de l'autonomie fonctionnelle et l'acquisition d'expérience de travail », dit Sandy Bell. ROOF leur fournit des repas chauds, des installations sanitaires et une buanderie, des casiers pour leurs effets personnels, des vêtements et des soins infirmiers, ainsi que du counseling, de l'aide au logement, des services d'aiguillage et de défense des droits, tout cela dans un contexte de « sollicitude et d'encouragement », comme le dit Sandy Bell.

Les raisons pour lesquelles des jeunes échouent dans la rue sont aussi diverses que les jeunes eux-mêmes. Certains fuient la violence ou les mauvais traitements à la maison, certains souffrent de problèmes de surconsommation d'alcool ou d'autres drogues ou de troubles mentaux, certains sont partis parce que leurs parents étaient eux-mêmes aux prises avec des difficultés qu'ils étaient incapables de surmonter.

Ils ont besoin de reprendre leur vie en main et, si nous voulons les aider, nous devons les accompagner – non les traîner ou les pousser de force, mais faire un bout de chemin avec eux.

« Nous allons chercher les jeunes là où ils se trouvent et nous ne les jugeons pas, dit-elle. Ils nous arrivent ravagés par la souffrance et la rage, à des degrés divers. Ils ont besoin de reprendre leur vie en main et, si nous voulons les aider, nous devons les accompagner – non les traîner ou les pousser de force, mais faire un bout de chemin avec eux. C’est leur potentiel que nous regardons, pas

leur passé, et nous les aidons à découvrir ce potentiel. Beaucoup de ces jeunes garçons et filles ont perdu la faculté d’avoir des rêves et de se fixer des objectifs. »

« Quand ils nous font confiance, nous avons plus de chances de leur faire voir qu’il y a de meilleurs moyens que la violence pour résoudre leurs problèmes, et de leur faire prendre conscience des conséquences et des responsabilités auxquelles ils s’exposent. Mais pour cela, il faut d’abord établir un rapport. Ils pensent que les adultes les ont laissé tomber, et cela à répétition. Les intervenants de ROOF s’appliquent de toutes leurs forces à rejoindre ces jeunes et à leur montrer qu’il y a des adultes qui resteront à leurs côtés et qui les appuieront. »

ROOF se lance dans la prestation de programmes d’« entreprise sociale » qui, espère-t-il, aideront des jeunes à

prendre pied sur le marché de l’emploi. En collaboration avec divers partenaires des communautés et avec du financement des secteurs privé et public, les jeunes se familiarisent avec l’industrie alimentaire et décrochent des certificats d’aptitude à la manipulation d’aliments. Le programme de boîtes à lunch de ROOF prépare et livre des repas dans des entreprises et chez des particuliers

du centre-ville. ROOF met actuellement sur pied une deuxième entreprise à but social pour permettre à des jeunes d’exploiter leurs talents artistiques.

Cette sorte de programmes aide à inculquer aux jeunes qui y participent le sens des responsabilités, ainsi que des compétences, parce qu’ils doivent se présenter à l’heure à leur poste et faire leur travail s’ils veulent être payés. ROOF espère aussi que la participation à ses programmes de développement des compétences sera reconnue comme stage donnant droit à des crédits d’études secondaires.

ROOF fournit des services d’approche pour aider les jeunes qui peuvent être réticents à s’adresser à des organismes d’aide communautaires formels et il leur ouvre ses portes tous les jours de la semaine et jusque dans la soirée. ROOF s’est retrouvé lui-même sans toit pendant deux ans après qu’un incendie eut ravagé son bâtiment en décembre 2005, et a maintenu ses activités dans divers locaux temporaires. Installé maintenant dans ses nouveaux murs, l’organisme s’emploie à combler les lacunes dans les services et à trouver de nouvelles façons d’aider les jeunes à renforcer leurs aptitudes.

Ils pensent que les adultes les ont laissé tomber, et cela à répétition. Les intervenants de ROOF s’appliquent de toutes leurs forces à rejoindre ces jeunes et à leur montrer qu’il y a des adultes qui resteront à leurs côtés et qui les appuieront.

Ottawa : Le lieu de la deuxième chance

Les jeunes l'appellent « le lieu de la deuxième chance ». Ce lieu est la Maison communautaire Britannia Woods, dans l'ouest d'Ottawa, qui dessert un quartier diversifié de familles économiquement faibles. Sur les 800 et quelques habitants de ce quartier, près des deux tiers ont moins de 20 ans.

Malgré son allure extérieure, la maison communautaire n'a rien d'une maison de ville ordinaire. C'est une ressource et un point de rencontre important pour les gens de la communauté, le symbole d'un quartier qui est résolu à se prendre en main.

Britannia Woods est l'une des 15 maisons communautaires fournies par la Société de logement communautaire d'Ottawa, qui, outre qu'elle renonce au loyer, prend à sa charge les factures d'eau et d'électricité et les frais d'entretien. Les maisons communautaires ont été créées en réponse aux souhaits des locataires qui trouvaient que leurs quartiers économiquement faibles étaient isolés socialement et physiquement du reste de la collectivité. Ils désiraient avoir de l'espace pour fournir des programmes qui soient plus proches de leurs destinataires.

Ce sont les habitants qui administrent les maisons communautaires, par le truchement d'un conseil d'administration ou d'une association dont la majorité des sièges leur revient. Ce sont aussi les membres de la communauté qui décident de l'orientation des programmes. À Britannia Woods, les programmes visent principalement les enfants et les jeunes de la communauté, répondant en cela aux désirs des habitants. Tous les deux ans, une enquête effectuée porte-à-porte détermine la mesure dans laquelle la maison communautaire répond aux besoins de la communauté.

« La maison communautaire est gouvernée par la communauté et l'approche est holistique. Ce n'est pas un programme unique, mais une approche globale de création de solutions et de renforcement de la cohésion sociale », dit Beth Gibeault, directrice générale de Britannia Woods. « Nous sommes présents dans la communauté et cela facilite les liens et la confiance. »

En collaboration avec l'école voisine, par exemple, la maison communautaire a accès au gymnase cinq heures par semaine. Sur le chemin de l'école, en moyenne 90 enfants viennent chercher un sac à lunch nutritif trois matins par semaine. Il y a une large gamme de programmes parascolaires pour soutenir les familles, y compris de l'aide pour les devoirs et des activités récréatives. Il y a aussi un petit programme d'apprentissage pour les enfants d'âge préscolaire. Une personne employée à temps partiel s'occupe d'aider les enfants et les adolescents dans toutes sortes de domaines, par exemple aider les jeunes à dénicher un emploi et arbitrer des différends entre les jeunes de la communauté.

« Parfois, la jeune personne qui se retrouve en difficulté pense qu'elle ne peut pas en parler à ses parents ni aux gens de l'école et que ses amis risquent de ne pas être de bon conseil. Comme nous sommes au cœur de la communauté, nous pouvons conseiller les jeunes de façon positive et encourageante », dit Beth Gibeault.

**Nous sommes
présents dans
la communauté
et cela facilite
les liens et la
confiance.**

La violence et l'activité criminelle sont des sujets qui préoccupent la communauté. « La dernière chose que nous voulons voir, la dernière chose que la communauté veut voir, c'est qu'un de nos jeunes se retrouve en prison. Nous essayons de leur parler, de parler à leurs parents, nous les encourageons à évaluer leurs choix, à se tracer des objectifs, dit Beth Gibeault. Nous travaillons aussi avec la police, celle-ci veut sincèrement leur éviter les tribunaux et la prison. Elle sait que cela ne sera pas possible si les jeunes ne sont pas appuyés. »

Qu'est-ce au juste qu'une deuxième chance? Un jour, la maison communautaire a été la cible d'une entrée par effraction. Un groupe de très jeunes adolescents était venu voler de la nourriture et mettre la pagaïe. Après avoir découvert qui en était l'instigateur, Beth Gibeault est allée parler avec lui et son père. Elle lui a dit qu'elle ne porterait pas d'accusation, mais qu'elle voulait savoir s'il reconnaissait sa responsabilité. L'adolescent l'a évitée pendant quelques mois, puis a fini par présenter ses excuses. Il fréquente maintenant assidûment la maison communautaire et donne un coup de main chaque fois qu'il le peut. « Il a vraiment remis de l'ordre dans sa vie », dit-elle.

La maison communautaire emploie à temps partiel trois jeunes de la communauté qui servent de modèles positifs durant les programmes de loisirs et autres. « D'habitude, on ne voit jamais les jeunes qui sont de bons modèles, parce qu'ils sont à l'école ou au travail. Ce qu'on voit beaucoup plus, ce sont ceux et celles qui traînent dans la rue. Nous essayons de changer cela », dit Beth Gibeault.

À Ottawa, ce n'est pas d'hier que les maisons communautaires travaillent au sein de leurs communautés, et avec elles. La première maison date de 1968. Britannia Woods a ouvert ses portes en 1978. Depuis 1997, une dotation annuelle de la ville d'Ottawa permet d'assurer la coordination des maisons communautaires. En 2004, la ville a augmenté ses investissements dans la coordination et les services d'approche à l'intention des jeunes. Les maisons communautaires s'associent à d'autres organismes pour obtenir les services nécessaires et elles font des demandes auprès d'autres sources, comme Centraide, pour financer des programmes supplémentaires.

En 2006, Britannia Woods a consacré un peu d'argent pour que les enfants puissent suivre des leçons de tambour africain. Beaucoup se sont inscrits, mais seuls quelques-uns étaient vraiment doués et ont persévéré. Aujourd'hui, le groupe des Royal Ritchie Drummers (du nom d'une rue de la communauté) donne des concerts un peu partout dans la région d'Ottawa. Le plus jeune membre a neuf ans et le plus vieux quatorze. Un de leurs plus grands supporters est le service de police d'Ottawa.

Toronto : Mobiliser les jeunes par les arts

« *Un outil sans pareil pour captiver les jeunes.* »

Les arts, surtout la musique, sont les meilleurs moyens qui existent pour toucher les jeunes désabusés ou marginalisés, pour les laisser exprimer leur ressentiment et leur colère, mais aussi leurs aspirations à une vie meilleure et à un monde plus juste. Selon Robert Wraith, coordonnateur des programmes à l'intention des jeunes de l'Association de revitalisation de San Romanoway, la musique aide à ouvrir des portes. Elle réussit à attirer les jeunes garçons et les jeunes filles vers un lieu où on peut les aider et les encadrer, parce que c'est « cool d'aller au studio de musique ».

Les trois tours d'habitation de San Romanoway qui abritent environ 4 500 habitants inscrits sont situées dans le secteur Jane-Finch de Toronto. Naguère connu seulement pour sa violence et sa pauvreté, le secteur Jane-Finch se forge une nouvelle identité et s'affiche comme une communauté résolue à faire un sort aux problèmes socio-économiques qui sont à la source de ses difficultés, en particulier chez les jeunes. La revitalisation de San Romanoway est un exemple de cette volonté.

Le projet Youth in Charge, à San Romanoway, dispose d'espace dans une des tours où il a aménagé un studio d'enregistrement, une salle avec des ordinateurs pour surfer sur Internet, une cuisine et un local où les jeunes peuvent simplement passer du temps ensemble.

Dans une communauté où il n'est pas rare que le réfrigérateur soit vide et le foyer un lieu de conflit, pouvoir prendre un repas régulièrement avec des amis dans une atmosphère sécuritaire et apaisée peut faire toute la différence dans la vie d'une jeune personne.

Deux jeunes de San Romanoway travaillent comme employés du projet Youth in Charge. Robert Wraith dit que ces jeunes gens sont un exemple pour leurs pairs, ils leur montrent qu'il est possible de faire des choses positives dans leur communauté. Robert Wraith, qui a étudié la comptabilité et les finances, a été bénévole pendant trois ans dans le secteur avant de joindre le personnel de l'association.

Bien sûr, tout le monde ne deviendra pas une grande star de la musique, mais beaucoup de jeunes ont plaisir à fréquenter le studio du centre des jeunes pour s'exprimer. Un jeune qui ne dit pas grand-chose dans les conversations peut sortir de sa coquille s'il a un microphone dans les mains. Si une jeune personne envisage sérieusement une carrière dans la chanson ou la musique, le projet la met en rapport avec un programme d'arts urbains comme le projet Remix.

Relier les jeunes aux services et aux débouchés est une dimension importante des interventions du projet Youth in Charge. « Nous sommes un catalyseur, dit Robert Wraith. Nous pouvons diriger les jeunes vers les services qui existent en matière de formation professionnelle, d'acquisition de compétences ou d'équivalence d'études secondaires. Nous pouvons les aider à rédiger leur curriculum vitae. Nous affichons les offres d'emploi et les événements communautaires. Nous finissons par connaître les jeunes et par tisser des liens. Nous apprenons ce qui ne va pas chez eux et nous cherchons ensuite un moyen de les aider. »

**Nous apprenons
ce qui ne va pas
chez eux et nous
cherchons ensuite
un moyen de les
aider.**

Une vingtaine de jeunes garçons et de jeunes filles fréquentent le centre chaque jour. « C'est pratiquement la limite. À partir de 25, nous sommes à l'étroit, dit Robert Wraith. C'est un endroit sûr, convivial, où personne ne dit "Qu'est-ce que tu fais ici?" Nous pourrions avoir six autres centres de jeunes comme cela dans le quartier et ils seraient tous pleins. »

Le centre de San Romanoway a connu des hauts et des bas dans ses programmes pour les jeunes, mais cela ne le dissuade pas de continuer. « Les besoins sont immenses et on ne peut pas tout faire avec un seul programme comme celui-ci. Mais une des leçons que nous avons apprises dans cette ville est qu'il faut tenter des choses. On fait des choses et, chemin faisant, on voit ce qui fonctionne le mieux. »

Le programme jeunesse de San Romanoway dépend pour sa survie de subventions de plusieurs sources. L'Association de revitalisation de San Romanoway offre un programme de petits déjeuners pour les enfants, un club de garde parascolaire pour les six à douze ans, un camp d'été, des activités sportives et des programmes pour les aînés et les parents. Tout cela a démarré en 1999 grâce à la collaboration entre les propriétaires du complexe (qui fournissent l'espace pour les programmes), les habitants, la police, les organisations communautaires et les entreprises locales. Ils se sont regroupés pour former l'association et faire de San Romanoway un modèle en matière d'amélioration de la sécurité dans les quartiers.

Beatz to da Streetz, un autre programme s'appuyant sur les arts, a débuté en 2005 au centre de jeunes Touchstone qui s'adresse à des jeunes sans-abri et à risque des faubourgs est de Toronto. Ce programme d'arts dirigé par des jeunes exploite le goût des jeunes pour la musique pour les pousser à s'exprimer par la création et à découvrir qui ils sont. Il permet aux jeunes de trouver des mentors qui sont des professionnels du monde de la musique, de développer leur autonomie fonctionnelle et d'apprendre à s'appliquer pour atteindre des objectifs d'études ou d'emploi. Beatz to da Streetz travaille avec des partenaires, comme le Centennial College et le Scarborough Arts Council.

Chapitre 5 :

Nos recommandations



Ce chapitre décrit la façon dont nous avons tenu compte de vos priorités dans notre rapport au premier ministre. Nous n'avons pas reproduit les recommandations, que vous trouverez dans le rapport, mais avons plutôt résumé la façon dont elles se rapportent à ce que vous nous avez dit à propos des communautés de l'Ontario.

Il y a trois grandes catégories de recommandations : changements structureaux, conseils sur les mesures à prendre au sujet de questions précises et quelques conseils généraux qui n'entrent dans aucune autre catégorie.

Changements structureaux

Les recommandations pour créer des structures gouvernementales supplémentaires semblent peut-être n'avoir aucun lien avec les communautés, mais nous les jugeons nécessaires pour lancer et poursuivre les changements dont vous nous avez parlé.

Le but de nos changements structureaux est de permettre au gouvernement, aux bailleurs de fonds, aux fournisseurs de services et aux communautés de centrer leurs efforts sur les résultats établis. Pendant des années, on a dépensé des millions de dollars sur des programmes sans doute efficaces, mais les efforts étaient peu, voire pas du tout coordonnés. Cela doit changer.

Mais pour que cela change, il faut créer un organisme provincial responsable, soit un comité ministériel ou l'équivalent, chargé de coordonner les efforts du gouvernement. Nous recommandons également que ce comité soit secondé par une unité de politique administrative et de planification au sein du Conseil des ministres⁸ et qu'il fasse appel à des experts indépendants du gouvernement tout au long de son mandat.

⁸ Le Conseil des ministres relève du premier ministre. Il fournit un soutien administratif au Cabinet du premier ministre et offre au premier ministre, ainsi qu'à son Conseil, des recommandations et des analyses afin d'aider le gouvernement à réaliser ses priorités.

Une autre recommandation importante porte sur la nécessité d'établir une stratégie complète pour la jeunesse. Le but est de centrer l'attention des divers ministères responsables de la jeunesse, ainsi que d'autres ordres de gouvernement et organismes, sur des résultats communs. Il est indispensable que le gouvernement consulte les communautés, les fournisseurs de services, et surtout les jeunes, lorsqu'il établira cette stratégie. Une fois celle-ci en place, il faut aussi que les ministères trouvent de nouveaux moyens de travailler ensemble pour que leurs efforts produisent le maximum de résultats.

Organiser le gouvernement afin qu'il améliore sa façon de travailler n'est qu'une demi solution. Il faut que les communautés puissent participer; c'est pourquoi nous recommandons plus de soutien au niveau communautaire en créant, par exemple, des partenariats stratégiques de quartier formés de représentants des communautés, des fournisseurs de services et de programmes et des trois ordres de gouvernement; il faut créer des réseaux d'habitants capables de participer au développement communautaire et agir par l'entremise des partenariats stratégiques de quartier, et charger des organismes locaux de gérer et d'améliorer la coordination entre les fournisseurs de services dans les quartiers.

Nous recommandons également que le gouvernement adopte une approche « axée sur les réalités locales » pour combattre les causes de la violence chez les jeunes. Utiliser une approche axée sur les réalités locales signifie concentrer les ressources là où on en a le plus besoin, et ne pas éparpiller nos maigres ressources partout dans la province. Pour déterminer ces « réalités locales », le gouvernement devrait utiliser une formule mise au point par le professeur Desmond Ellis de l'Université York. Cette formule produit un indice de marginalisation relative et permettra à la province, en collaboration avec les municipalités, d'identifier les communautés ou les quartiers qui ont besoin de services et de soutiens supplémentaires.

Nous tenons à souligner que le but n'est pas simplement de dépenser de l'argent pour régler ces problèmes, mais d'adopter plutôt une approche qui prépare les communautés à jouer un rôle déterminant dans leur avenir, place les bonnes ressources aux bons endroits et apporte des changements concrets pour combattre les causes de la violence chez les jeunes.

Une fois adoptés, ces changements structuraux placeront les programmes et services destinés aux jeunes au centre des préoccupations et amélioreront les méthodes de prestation. Ensemble, ils permettront de rectifier les modèles de prestation de programmes et de services désordonnés, incohérents et souvent improductifs mentionnés par beaucoup d'entre vous.

Conseils sur les mesures à prendre

Nous avons également présenté au gouvernement une vaste gamme de recommandations, y compris celles qui tiennent compte de vos priorités, comme il est expliqué au Chapitre 3. Les voici :

- l'accès à l'espace et aux programmes
- le système d'éducation
- l'emploi et l'investissement
- les relations entre la police et les communautés
- le soutien aux familles
- la mobilisation des jeunes

Voici comment, à notre avis, le gouvernement devrait procéder pour chacune de ces questions :

L'accès à l'espace et aux programmes

Notre principale recommandation concernant l'espace porte sur la création de carrefours qui seront utilisés pour des activités communautaires, par exemple réunions, loisirs et activités artistiques, ainsi que par les fournisseurs locaux de services. Dans la mesure du possible, ces carrefours doivent être situés à l'intérieur ou près des écoles.

Nous recommandons également que la province ouvre les écoles aux activités communautaires en demandant à des gestionnaires d'installations de louer et d'exploiter les locaux scolaires en dehors des heures de classe. Le gestionnaire déterminerait avec la communauté les activités pour lesquelles ces locaux seront utilisés en priorité.

Parce que nous prônons une approche axée sur les réalités locales, nous pensons que les carrefours communautaires devraient être établis en priorité dans les quartiers qui dominent l'indice de marginalisation relative et n'ont pas de

telles installations ou d'autres services importants. De plus, s'il est vrai que la mise au point de l'indice prendra plusieurs mois, nous pensons que la plupart des municipalités auront déjà déterminé quels sont leurs quartiers les plus défavorisés, et certaines, dont Toronto, les auront peut-être officiellement désignés. Par conséquent, cet automne, nous recommandons que la province commence à planifier afin de créer des carrefours communautaires dans ces quartiers et qu'elle loue des locaux pour les jeunes. Comme nous l'avons dit dans notre rapport au premier ministre : « Il ne doit pas se passer un hiver et un printemps de plus sans mettre à la disposition des jeunes des quartiers les plus défavorisés un lieu sûr où ils pourront se réunir et s'amuser ».

Dans notre rapport au premier ministre, nous parlons de l'importance des activités dirigées par les jeunes et indiquons que les carrefours communautaires ou d'autres locaux doivent abriter de telles activités. Il faut également offrir un vaste assortiment de programmes aux jeunes pour les intéresser et les aider à s'épanouir. Cette question est abordée dans le rapport sur les consultations dans les quartiers et dans le rapport du collectif Grassroots Youth Collaborative.

À ce propos, le gouvernement doit reconnaître les bienfaits des sports et des arts sur l'apprentissage, le développement et la créativité des jeunes. On doit offrir des programmes sportifs et artistiques entièrement accessibles dans tous les quartiers prioritaires. La province doit collaborer avec les municipalités, les conseils scolaires et les organismes communautaires pour éliminer les obstacles associés au revenu et à l'absence de transport et d'espace utilisable. Pour que cette stratégie porte ses fruits, le système d'éducation doit offrir ses installations à l'ensemble de la collectivité.

Le système d'éducation

Le système d'éducation de l'Ontario doit jouer un rôle central pour éliminer les facteurs de risque immédiat associés à la violence chez les jeunes.

Nous avons indiqué au chapitre 3 que des modifications avaient été apportées récemment à la *Loi sur l'éducation* pour tenter de neutraliser certaines des conséquences les plus dommageables des politiques sur la sécurité dans les écoles et de zéro tolérance. Ces réformes sont insuffisantes, mais c'est un début. Nous indiquons également dans notre rapport au premier ministre que le ministère de l'Éducation s'applique à mettre en place des programmes de lutte contre l'intimidation et de sensibilisation à la diversité.

Quoi qu'il en soit, il est important de recommander que la province agisse pour éliminer les obstacles et les freins à l'éducation qui existent pour beaucoup d'enfants et de jeunes. Nous suggérons que, parmi les initiatives de lutte contre le racisme, la province prenne des mesures pour que les membres du personnel enseignant et administratif des écoles soient plus représentatifs des populations qu'ils desservent. Elle devrait aussi élaborer et présenter un curriculum qui tienne compte de diverses races et cultures, relier les écoles aux familles et aux communautés et trouver des moyens d'encourager les élèves à rester à l'école, à apprendre et à poursuivre leurs études. Ces objectifs s'appliquent à l'ensemble du système d'éducation, mais ils sont particulièrement importants pour les quartiers prioritaires.

Il est important de savoir si nos écoles progressent vers ces objectifs, or, pour le moment, il n'existe pas de moyens valables d'évaluer ces progrès. Dans notre rapport au premier ministre, nous demandons que les programmes soient évalués en fonction de leurs résultats et pas de leurs activités. Cela

signifie qu'au lieu d'évaluer la manière dont un programme particulier dessert les élèves, on doit déterminer comment il change leur vie. Il faut pour cela modifier la façon dont nous collectons l'information, et pour les évaluations à plus long terme et pour les modifications apportées aux politiques.

Par conséquent, nous recommandons que la province entreprenne de trouver des moyens de collecter des données fondées sur la race dans des domaines importants, comme l'éducation. La province devrait intervenir dans les écoles et les quartiers, afin que les problèmes individuels ne soient pas masqués par des rapports et des moyennes de haut niveau. Pour la même raison, nous recommandons aussi d'évaluer les résultats en fonction de normes minimales plutôt que de moyennes. Ainsi, si on prend comme mesure le taux d'obtention du diplôme d'études secondaires pour évaluer les résultats, si la moyenne s'améliore, cela pourrait simplement dire que les bonnes écoles s'améliorent encore plus, alors que les écoles dont les résultats sont mauvais ne progressent pas ou déclinent. Il faudrait plutôt établir pour chaque école un seuil à ne pas dépasser. C'est ce qu'on appelle parfois « objectifs planchers ».

L'emploi et l'investissement

Comme nous l'avons indiqué au chapitre 3, vous nous avez expliqué que le fait de créer davantage de possibilités économiques serait pour vous un grand pas en avant. Vous nous avez dit qu'il fallait créer des emplois intéressants pour combattre la pauvreté, instaurer la dignité et l'estime de soi, et donner de l'espoir aux jeunes les plus défavorisés.

Nous recommandons une approche à deux volets. Premièrement, la province doit adopter une vaste stratégie pour préparer les jeunes au travail et aider les jeunes des quartiers défavorisés à trouver du travail et à le garder. Deuxièmement, le secteur privé doit étudier les obstacles qui empêchent les jeunes d'obtenir de bons emplois, puis travailler avec la province pour surmonter ces obstacles.

Nous n'avons pas fait de recommandation au gouvernement sur la façon dont ses objectifs peuvent être atteints, mais nous lui suggérons de proposer des incitatifs réglementaires, fiscaux ou autres aux entreprises afin qu'elles créent des emplois dans les quartiers défavorisés ou offrent des emplois durables et évolutifs aux jeunes qui y vivent.

Les relations entre la police et les communautés

Il est indispensable d'améliorer les relations entre les services de police de l'Ontario et les communautés défavorisées, en particulier les jeunes, pour combattre les causes de la violence chez les jeunes. Nous focalisons notre attention sur les relations entre la police et les communautés, mais nous sommes convaincus que nombre de difficultés similaires existent dans d'autres parties du système de la justice pour la jeunesse.

Étant donné l'urgence de la situation, nous recommandons au gouvernement de prendre trois mesures spécifiques cet automne. Comme nous l'avons mentionné dans le chapitre sur l'éducation ci-dessus, le gouvernement devrait rapidement trouver des moyens de collecter des données fondées sur la race. Il devrait financer des comités communautaires de liaison entre les jeunes et la police et mettre en place des programmes de formation des agents de première ligne pour améliorer les relations de la police avec les jeunes.

Nous recommandons également que tous les ministères et d'autres organismes du secteur public soient tenus d'établir et de publier des plans spécifiques de lutte contre le racisme avec des objectifs mesurables et des dates limites. Cela s'adresse aussi aux services de police.

Conscients des problèmes au sein du système de justice pénale pour la jeunesse en plus de ceux liés au comportement de la police, nous recommandons à la province de former un conseil consultatif de justice pour la jeunesse pour les trois ministères qui sont responsables du système de justice pénale pour la jeunesse, soit le ministère du Procureur général, le ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels et le ministère des Services à l'enfance et à la Jeunesse. Ce nouveau conseil aurait pour mandat d'améliorer la coordination entre

les ministères et d'instaurer une approche plus équilibrée à l'égard du financement de la prévention, de l'application, de la déjudiciarisation, des poursuites et de la réadaptation.

Finalement, nous pensons que la province devrait aussi s'attacher à réduire la criminalisation de la jeunesse ontarienne qui est excessive par rapport aux autres grandes provinces. Cela signifie en partie trouver de nouvelles et meilleures solutions, comme des programmes de déjudiciarisation et des comités de la justice pour la jeunesse, à toutes les étapes du processus de justice.

Le soutien aux familles

L'importance d'améliorer le soutien fournis aux familles des quartiers défavorisés est un sujet qui a été abordé maintes fois, non seulement lors des séances de consultation des gens des quartiers, mais aussi par un grand nombre des fournisseurs de services et des organismes communautaires qui ont maintenant de la difficulté à fournir ces soutiens.

Parmi les questions que nous jugeons particulièrement urgentes, il y a la question des services de santé mentale pour enfants, qui sont actuellement considérablement sous-financés et manquent de personnel et de cohérence. Nous devons combattre les préjugés qui empêchent beaucoup trop de parents d'appeler à l'aide pour eux-mêmes et pour leurs enfants et nous devons nous assurer que, lorsqu'ils demandent de l'aide, celle-ci leur est et accessible dans la communauté.

On nous a dit que le coût de mettre en place des services de santé mentale communautaires et universels pour la jeunesse était estimé à 200 millions de dollars. Compte tenu des économies qui pourraient être réalisées par le système de santé grâce aux diagnostics et traitements précoces, de même que par le système de justice pour la jeunesse, cet investissement est raisonnable et nécessaire.

Aider les familles signifie également aider les quartiers. Par conséquent, nous recommandons de faire le nécessaire pour fournir des services de haute qualité, des installations récréatives et artistiques, des parcs et des écoles aux populations des quartiers et assurer la sécurité dans ces quartiers. Améliorer la qualité de la vie et les options disponibles dans les quartiers aura des conséquences positives sur la vie familiale.

Nous compatissons également aux difficultés des familles monoparentales et des parents qui sont obligés de cumuler plusieurs emplois et de s'occuper en même temps de leurs

enfants. Nos recommandations pour améliorer le statut des intervenants auprès des jeunes et la formation et les soutiens offerts aux mentors devraient faire changer les choses. Le gouvernement doit collaborer avec les communautés et les organismes pour que chaque enfant puisse au moins avoir un adulte qui veille sur lui et le soutient.

Il y a dans nos communautés des gens qui, en plus de subir la pauvreté et le racisme, doivent s'habituer à un environnement qui leur est complètement étranger. Le soutien fourni à toutes les familles doit être local, intégré et culturellement adapté, mais il est particulièrement important que la province mette en place des programmes pour orienter les nouveaux arrivants vers les structures et les soutiens communautaires dont ils ont besoin.

La mobilisation des jeunes

Pendant nos consultations et en particulier lors de nos visites dans les quartiers, nous avons été impressionnés par l'apport des jeunes à leur communauté. Les jeunes ne sont pas que des consommateurs de services; souvent, ils sont aussi des fournisseurs de services très compétents lorsqu'ils travaillent dans des groupes dirigés par des jeunes. Ils sont en droit de participer aux décisions qui concernent leur avenir.

Or, les jeunes sont bien trop souvent écartés des postes où ils pourraient se faire entendre. Il n'est pas étonnant qu'après plusieurs rejets, ils en déduisent qu'ils ne sont pas les bienvenus au sein des décideurs et ils abandonnent toute velléité d'agir. Il est ironique alors que les adultes les accusent d'être démotivés.

Il est absolument indispensable que les jeunes se mobilisent à tous les niveaux de la communauté et nous recommandons d'inclure des représentants de la jeunesse en tant que partenaires à part entière dans les diverses structures que nous avons recommandées. Nous savons que beaucoup de ces jeunes ne peuvent pas participer à ces consultations; c'est là que les intervenants auprès des jeunes et les mentors deviennent de précieux conseillers en aidant les jeunes à devenir des citoyens responsables et à devenir des modèles de rôle dans leurs communautés.

Premièrement, nous recommandons que les jeunes participent aux décisions concernant des questions comme l'emplacement, les installations et les programmes offerts aux carrefours communautaires proposés et qu'au moins un organisme dirigé par des jeunes soit financé dans chaque quartier défavorisé pour combattre les causes de la violence chez les jeunes. Nous recommandons également que tous les organismes qui desservent les jeunes, par exemple à l'aide de

programmes de mentorat, prennent des dispositions mesures concrètes et durables pour inclure les jeunes dans leurs structures de gouvernance.

L'Examen a considérablement bénéficié de la participation des jeunes à nos séances de consultation des gens des quartiers. Il n'aurait sans doute pas reçu des conseils d'une telle profondeur et portée sans leur effort et leur dévouement. Nous reconnaissons également que le collectif Grassroots Youth Collaborative, initiative dirigée et inspirée par des jeunes, nous a donné de précieux conseils que nous n'aurions pu autrement obtenir. Le gouvernement et tous les autres organismes doivent aussi inviter les jeunes à participer à la mise en œuvre de leurs stratégies pour la jeunesse.

Autres conseils

Les recommandations et les conseils présentés ci-dessus traitent de moyens de réparer les dommages causés au fil des ans. Une fois mis en œuvre, ils se traduiront par des soutiens sociaux qui permettront de réduire la violence chez les jeunes en édifiant des communautés plus fortes, plus dynamiques et plus résilientes. Mais qu'en est-il du présent?

Nous pensons que la province doit ajouter à ses mesures de prévention des interventions conçues pour traiter et réinsérer les jeunes qui ont déjà commis des actes de violence ou s'appêtent à tomber dans la criminalité. Comme nous avons pu le constater dans les documents que nous avons étudiés, il existe une multitude de programmes qui, grâce à des évaluations de grande qualité, ont porté leurs fruits dans des contextes similaires. Ces programmes doivent servir de base à la stratégie d'intervention de l'Ontario.

Nous recommandons également que le gouvernement de l'Ontario continue de pousser le gouvernement fédéral à interdire les armes à feu et qu'il étudie tous les moyens à sa disposition de réduire au minimum les risques associés à ces armes.

Enfin, nous savons que le gouvernement fédéral est le principal responsable des questions concernant les Premières nations, mais nous recommandons à la province de dialoguer avec les chefs des Premières nations pour déterminer si nos recommandations peuvent s'appliquer à leurs communautés. Nous recommandons également à la province de prendre des mesures pour offrir des programmes et des soutiens efficaces aux enfants des Premières nations qui doivent quitter leur foyer pour faire leur secondaire dans les centres urbains.

Chapitre 6 :

Les prochaines étapes



Comme nous l'avons dit dans l'introduction, nous honorons par le présent volume l'engagement que nous avons pris envers les communautés qui ont sacrifié si généreusement de leur temps pour participer à nos consultations. Nous espérons que ce document démontre clairement que nous avons écouté ce que vous avez dit et que vous sentirez l'influence que vous avez exercée sur notre analyse et nos recommandations.

Bien des gens ont été déçus que nous n'ayons pas pu visiter plus de communautés. Nous comprenons ce sentiment, mais nous estimons avoir utilisé au mieux le temps qui nous était alloué. Plus important, les consultations que nous avons tenues avec les gens des quartiers ont établi un modèle de consultation qui pourrait être repris par d'autres communautés. Le concept de ces consultations où des discussions relativement informelles étaient suivies par une réunion de personnes représentant des organismes très divers, dont beaucoup de jeunes assurément, a permis de nouer de nombreux liens utiles qui n'étaient pas là auparavant. Nous savons qu'au moins une communauté a décidé, à la suite de notre séance de consultation, de continuer à se réunir chaque mois. Nous espérons que d'autres communautés leur emboîteront le pas.

Nous espérons également que le présent rapport vous apportera des éléments de réflexion qui vous aideront dans la poursuite du bon travail que vous effectuez dans tant de régions de la province. Peut-être que l'une des initiatives communautaires dépeintes dans le chapitre 4 vous inspirera ou vous incitera à tenter quelque chose de semblable dans votre communauté, ou peut-être que le simple fait de vous réunir pour parler de ces questions catalysera le processus de développement de votre communauté.

Quant à nous, nous continuerons de promouvoir et de défendre les recommandations que nous présentons au premier ministre. Nous avons, l'un et l'autre, travaillé sur les questions traitées dans le présent examen durant l'essentiel de notre carrière, et nous n'avons pas l'intention de changer maintenant. Nous croyons que l'Ontario est aujourd'hui à une croisée des chemins et que seule une réorientation des politiques, des programmes et de la manière dont le gouvernement s'organise pour mettre en place et soutenir les programmes, du genre de ceux décrits dans nos recommandations, nous dirigera sur le bon chemin et préviendra la perpétuation des souffrances et des conditions de vie éprouvantes.

Nous vous remercions tous et toutes de la confiance que vous nous avez témoignée et de vos contributions inestimables au présent rapport.

Annexe :

Résumé des réponses à l'enquête en ligne



Introduction

Pour que tout le monde en Ontario ait la possibilité de s'exprimer sur les causes de la violence chez les jeunes, nous avons réalisé un sondage en ligne. L'enquête demandait aux répondants d'indiquer s'ils étaient d'accord ou non, et dans quelle mesure, avec 32 affirmations sur la violence chez les jeunes. Un volet du sondage sollicitait des commentaires libres. Les questions du sondage sont fournies dans une annexe du volume 1 du rapport.

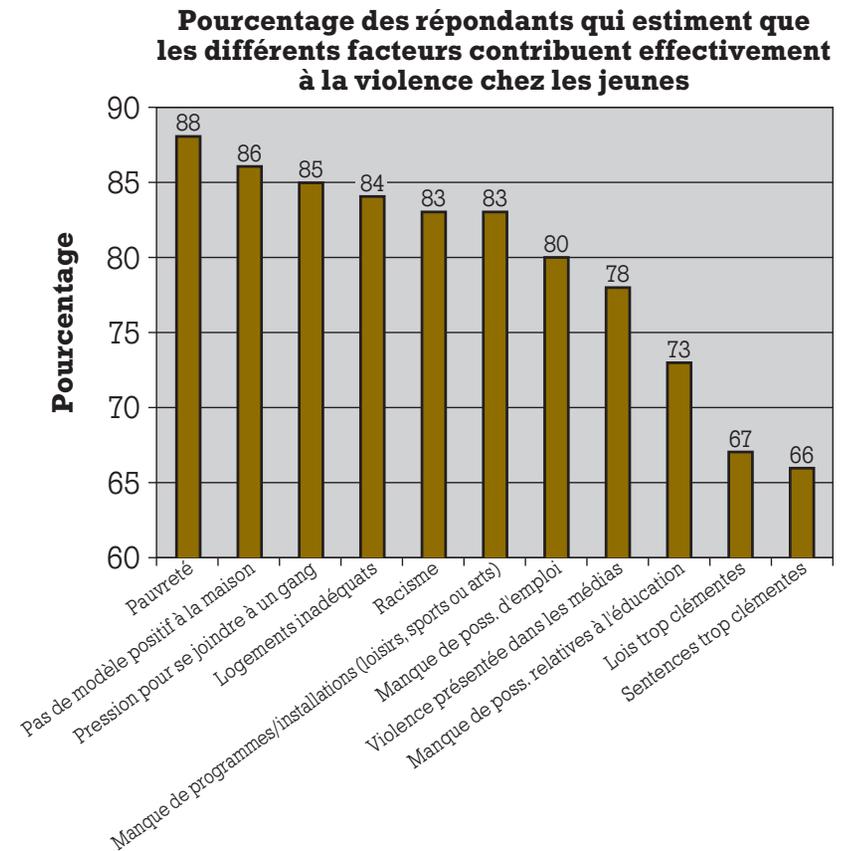
Nous avons reçu en tout 5 395 réponses des quatre coins de la province. Les réponses rejoignent de près les témoignages entendus au cours des consultations des gens des quartiers et sont proches des résultats obtenus par des sondages menés dans les règles de l'art par des chercheurs universitaires. Bon nombre des commentaires nous ont orientés vers de nouveaux champs de réflexion et nous ont suggéré des moyens concrets pour résoudre les difficultés associées à la violence chez les jeunes. Le grand nombre de personnes qui ont répondu nous a fait très plaisir. C'est la preuve que la violence chez les jeunes est une question qui suscite un vif intérêt chez de nombreux Ontariens et Ontariennes.

Étant donné que les réponses recueillies ne provenaient pas d'un échantillon aléatoire d'habitants de la province, nous ne pouvons pas dire que les résultats sont représentatifs de l'ensemble de la population ontarienne. Près des deux tiers des répondants habitaient la région du grand Toronto et quatre pour cent, le Nord. Quelque 80 pour 100 d'entre eux ont dit avoir un diplôme universitaire ou collégial, dont 24 pour 100 ayant suivi une formation de niveau supérieur ou professionnel. Enfin, 55 pour 100 des répondants étaient âgés de 37 ans et plus.

Positions exprimées par les répondants au sondage

1 La violence chez les jeunes est une problématique complexe dont les causes sont multiples et imbriquées.

Les répondants devaient indiquer la mesure dans laquelle ils étaient d'accord avec 11 causes possibles de la violence chez les jeunes. Bien qu'en majorité ils se soient dits plutôt ou fortement d'accord que des défis systémiques tels que la pauvreté et le racisme sont à la source de la violence, ils estimaient également que les problèmes d'ordre plutôt personnel, comme l'absence de modèle de comportement positif à la maison ou le manque de possibilités d'emploi, étaient des causes presque aussi importantes. Comme le montre le graphique I, le nombre de répondants qui étaient d'accord avec la plupart des affirmations sur les causes se situe à un niveau étonnamment élevé



Les commentaires fournis dans le volet libre du sondage ont également confirmé la complexité des causes de la violence chez les jeunes. Le tableau ci-après présente les facteurs les plus souvent évoqués dans les réponses.

Principaux thèmes			
Au niveau individuel	Au niveau familial	Au niveau de l'école et de la communauté	Au niveau de la société en général
<ul style="list-style-type: none"> • Troubles de santé mentale • Dépression, sentiment d'aliénation, d'insécurité • Sentiment des jeunes d'être prisonniers de leurs circonstances • Insensibilisation à la violence 	<ul style="list-style-type: none"> • Prévalence des ménages monoparentaux (mères seules en majorité) • Parents dans l'incapacité de surveiller convenablement leurs enfants à cause des horaires et de la durée de leur travail • Faiblesse de la discipline et des valeurs inculquées aux jeunes 	<ul style="list-style-type: none"> • Manque général de programmes jeunesse abordables et accessibles • Inconstance du financement des programmes communautaires • Aménagement urbain et transports inadéquats, contribuant à l'isolement des communautés • Absence de modèles de comportement positifs dans la communauté • Faillites du système scolaire, en particulier la rigidité avec laquelle la <i>Loi sur la sécurité dans les écoles</i> traite les jeunes en difficulté 	<ul style="list-style-type: none"> • Pauvreté enracinée, concentrée par endroits • Manque de débouchés pour les jeunes • Racisme institutionnalisé à tous les niveaux des services d'éducation, de justice et communautaires • Politiques gouvernementales formulées sans égard aux aspirations des jeunes • Glorification de la violence dans les médias

La plupart des répondants ont évoqué maintes et maintes fois ces causes, mais, en outre, ont explicitement fait cette mise en garde : éviter une schématisation réductrice. Voici à sujet le commentaire d'une personne :

« Je tiens à souligner que c'est la conjugaison, la convergence des facteurs évoqués plus haut qui favorise l'éclosion de la violence chez les jeunes. Ce serait une erreur magistrale d'adopter le point de vue qu'il n'y a qu'une ou deux causes distinctes. Ce sont au contraire des causes indissociables qui s'entrecroisent. »

2. Les facteurs sociaux sont à la source de la violence chez les jeunes.

La majorité des personnes qui ont répondu à l'enquête en ligne sont d'avis que des facteurs sociaux — dont la pauvreté et le racisme — sont à la source de la violence chez les jeunes. Par exemple, les cinq premières causes avec lesquelles les répondants étaient plutôt d'accord ou fortement d'accord étaient la pauvreté (87 pour 100), l'absence de modèle de comportement positif à la maison (86 pour 100), l'incitation à entrer dans un gang (85 pour 100), les mauvaises conditions de logement (84 pour 100) et le racisme (83 pour 100).

En ce qui concerne les mesures de lutte contre la violence, l'action au niveau des facteurs sociaux a recueilli davantage la faveur des répondants que l'application de la loi et les sanctions. À la série de questions proposant des mesures particulières pour diminuer la violence chez les jeunes, 71 pour 100 des répondants étaient plutôt ou fortement d'accord qu'il serait possible de réduire ce phénomène par des visites plus fréquentes de la police dans les écoles; 62 pour 100 étaient plutôt ou fortement d'accord que les agents de police devraient orienter les jeunes vers des programmes sociaux au lieu de les arrêter.

En comparaison avec les facteurs sociaux, les répondants étaient moins nombreux (67 pour 100) à être plutôt ou fortement d'accord que la violence chez les jeunes est causée par la clémence des lois et ils l'étaient encore moins (57 pour 100) à dire que les gouvernements devraient resserrer les lois à l'encontre des jeunes contrevenants. De même, bien que 66 pour 100 se soient dits plutôt ou fortement d'accord que la clémence des sanctions imposées aux jeunes déclarés coupables encourageait la violence chez certains jeunes, il n'était que 52 pour 100 à être plutôt ou fortement d'accord que cette violence diminuerait si les tribunaux imposaient des peines plus longues.

Fait intéressant, seulement 33 pour 100 pensaient que les gouvernements devaient lever des impôts pour couvrir les frais entraînés par une plus grande sévérité dans les mesures d'application de la loi, dont l'augmentation du nombre d'agents de police, de tribunaux et de prisons.

Selon les termes d'une personne :

« Plus de police, plus de prisons, plus de mesures punitives, ce n'est pas ainsi qu'on peut enrayer la criminalité chez les jeunes ou les activités des gangs. [...] Les stratégies réactives ne font qu'attiser le problème, tandis que les interventions positives comme le mentorat, le travail auprès des jeunes dans une large gamme d'activités — sports, loisirs, arts, stages, camping, programmes d'acquisition de compétences psychosociales — sont toutes des mesures qui permettent aux jeunes de reprendre espoir, de prendre conscience de leur propre valeur et de leurs propres forces. »

3. Il faut multiplier et renforcer les programmes destinés aux jeunes.

Les personnes qui ont répondu à notre sondage ont clairement indiqué que les programmes communautaires et programmes à l'intention des jeunes doivent être grandement améliorés. Seulement 38 pour 100 étaient plutôt ou fortement d'accord avec l'affirmation selon laquelle les programmes actuels aident les jeunes à risque et rendent les communautés plus sécuritaires, tandis que la moitié seulement connaissait certains des programmes (p. ex., Centraide, des programmes confessionnels) qui sont offerts aux jeunes dans la communauté.

De même, alors que 54 pour 100 des répondants étaient plutôt ou fortement d'accord avec l'affirmation selon laquelle les jeunes avaient suffisamment de possibilités relatives à l'éducation, moins de 40 pour 100 étaient plutôt ou fortement d'accord que les jeunes avaient assez de possibilités d'emploi ou de loisirs. Enfin, seulement un tiers des répondants étaient plutôt ou fortement d'accord que les programmes conçus pour prévenir la violence étaient d'une aide quelconque pour les jeunes.

Ces préoccupations se lisaient également dans les commentaires des répondants. Beaucoup se plaignaient du manque total de programmes disponibles pour leurs enfants, tandis que d'autres déploraient la cherté de ces programmes pour les familles à faible revenu. La nécessité d'augmenter l'attractivité des programmes communautaires aux yeux des jeunes à risque a également été fréquemment évoquée, de même que l'importance de faire savoir aux communautés marginalisées qu'il existe des programmes disponibles dans leurs quartiers.

4. Il y a de nombreuses mesures importantes qui pourraient aider à éliminer la violence chez les jeunes...

Les répondants ont souscrit à une large variété de solutions possibles pour faire baisser la violence chez les jeunes. En très grande majorité, soit 86 pour 100, ils étaient plutôt ou fortement d'accord que les gouvernements devaient créer des occasions d'études et d'emploi et, dans le volet des réponses libres au sondage, beaucoup ont indiqué que l'atteinte de cet objectif passait par un système d'éducation fort et inclusif. Selon nombre de répondants, assurer l'accès plein et entier des jeunes des communautés marginalisées aux occasions d'études et d'emploi était la condition à laquelle il faut répondre de toute urgence.

Il s'est également dégagé un large consensus sur la nécessité d'offrir beaucoup plus de soutien aux familles de l'Ontario. À ce sujet, des suggestions revenaient souvent : accroître la disponibilité des programmes de garderie et de garde parascolaire; étendre les interventions en santé physique et mentale au sein des communautés marginalisées; faire en sorte que les programmes communautaires soient accessibles et abordables pour tout le monde. Beaucoup estimaient qu'il fallait rendre les programmes de formation au rôle de parent beaucoup plus disponibles dans les écoles secondaires de l'Ontario et renforcer les projets anti-violence s'adressant aux enfants de 6 à 12 ans. En outre, ils ont été nombreux à affirmer que le fait d'avoir un mentor ou un modèle positif pouvait empêcher bien des jeunes de prendre le chemin de la violence. Dans le même ordre d'idées, un certain nombre de répondants ont insisté sur la nécessité de créer davantage de programmes de mentorat et de mieux les soutenir financièrement. Voici ce qu'a écrit une personne :

« Les jeunes ont besoin d'être soutenus par des communautés en santé, où les gens de toutes les générations ont des occasions de dialoguer, où les voisins se connaissent, et où ils sentent que l'on se soucie de ce qu'ils font. »

5. ... mais avant toute chose, il faut que l'Ontario opère une transformation systémique fondée sur plus de collaboration entre les acteurs, plus de régularité dans l'engagement des bailleurs de fonds et plus de participation et de contribution par les jeunes eux-mêmes.

Bien que les exemples ci-dessus illustrent la très large palette des mesures proposées, les répondants se rejoignent sur un point : il faut que les acteurs fassent preuve de courage et de vision à long terme pour s'attaquer de front aux causes systémiques de la violence chez les jeunes. À la place des solutions « rustines » aux défis qui se posent, nos répondants réclamaient des interventions coordonnées et efficaces s'attaquant ouvertement aux problèmes de fond comme la pauvreté, le racisme et l'exclusion sociale.

Sans vouloir diminuer l'importance des actions localisées, les répondants nous ont dit que l'Ontario devait élaborer un cadre d'action exhaustif en faveur des jeunes, un cadre dans lequel les différents acteurs et programmes uniraient leurs efforts pour produire les meilleurs résultats possibles. Pour expliquer pourquoi une telle vision stratégique leur semblait indispensable, nos répondants ont souvent souligné les carences de l'approche actuelle de l'Ontario. De nombreuses réponses relataient des expériences personnelles de doublons ou de lacunes dans les services et trahissaient un grand mécontentement devant le manque apparent de collaboration entre les familles, les communautés et les gouvernements. Qui plus est, ils estimaient que la précarité du financement reçu des gouvernements a laissé de nombreux organismes communautaires dans l'incapacité de réaliser leur potentiel. En témoigne le commentaire d'une personne :

« Il faut plus d'intégration et de coopération entre les différents programmes de financement gouvernementaux et entre les différents groupes chargés d'appliquer les

programmes. La société n'a pas les moyens de financer des groupes qui se font concurrence pour répondre à des objectifs et à des besoins éclatés. Les groupes qui peuvent prouver la qualité de leurs services auprès des jeunes devraient bénéficier de contrats de financement de longue durée de manière à pouvoir se concentrer sur l'administration des programmes. »

D'autres encore ont déploré que les jeunes ne soient pas invités à participer à la formulation des politiques qui les concernent.

Seulement 36 pour 100 étaient plutôt ou fortement d'accord avec l'affirmation disant que les jeunes jouent vraiment un rôle dans la conception des programmes de leurs communautés, ce qui a amené une personne à proposer que l'Ontario :

« [...] demande aux communautés de tenir chaque trimestre un forum où les jeunes peuvent parler des problèmes qui les préoccupent beaucoup, des problèmes qui les rendent vulnérables. »

En définitive, cette vision d'un changement fondamental est résumée à merveille dans le commentaire suivant :

« Tous autant que nous sommes — les élus, les enseignants, les agents de police et les jeunes eux-mêmes — nous devons commencer à regarder la problématique dans sa globalité. Nous ne pouvons pas nous permettre de perdre une autre journée à parler pour parler en gardant les bras croisés. En travaillant tous ensemble à tous les niveaux pour extirper les CAUSES de la violence chez les jeunes (et non les symptômes), nous pourrions faire de l'Ontario une province plus sûre, une province inclusive, pour les générations à venir. La vraie question maintenant n'est pas tant de savoir ce qu'il faut faire pour y parvenir, mais plutôt de nous demander comment, en toute conscience, n'avons-nous pas pu le faire? »



Section 2 :

Rapport final sur les séances de consultation des gens des quartiers

Janvier 2008

Soumis au :
Secrétariat de l'examen des causes de la violence chez les jeunes

Par :
Anjana Dooling et Nicole Swerhun

On m'a dit que j'étais doué
Une âme libre et enjouée
Alors que certains adultes ne voient en moi qu'un délinquant
Je suis tombé dans le hip-hop à dix ans
Personne ne savait que je ne serais plus jamais le même
Mais j'allais à l'école quand même
Mes professeurs ont essayé de me mettre en cage
Il n'y avait rien à faire quand j'étais petit, alors j'ai rempli des pages
Je suis devenu un prodige de la poésie
Et j'ai progressé comme la technologie
Mais c'est à cause de ce dénuement
Que je suis devenu délinquant
Les gens ont essayé de me parler
Et de me convaincre de changer
Mais j'en ai eu assez des politiciens
Et de leurs paroles hypocrites
Chef de famille à 16 ans
Je n'avais pas d'argent

Alors, je me suis débrouillé
Et j'ai mis mon avenir en danger
J'ai fait ce que j'avais à faire
Je n'ai jamais été mauvais
J'allais à l'école
Je n'étais pas un premier de classe
Mais comme dealer, j'étais un as
Et je me suis dit, bon sang
Si je peux manier la langue
Pourquoi ne pas m'en servir pour faire changer les choses
Vous voyez, je crois que tous les voyous
Ne sont pas complètement filous
Et que les gens bien
Peuvent aussi être des vauriens
Qu'ils soient de Toronto ou de Hamilton
Les jeunes d'aujourd'hui sont les leaders de demain.

*Mike Goodale
Quartier McQueston, Hamilton*

À propos du rapport...

Le présent rapport a été écrit par Anjana Dooling et Nicole Swerhun, consultantes indépendantes retenues par les responsables de l'Examen des causes de la violence chez les jeunes en octobre 2007, afin de participer à la conception et de diriger la mise en œuvre des séances de consultation des gens des quartiers. Le rapport est une synthèse des commentaires et des conseils formulés par les habitants des huit quartiers qui ont été visités dans le cadre des séances de consultation et tient compte des rapports individuels soumis par les animateurs chargés de diriger les séances dans chaque quartier. Une version préliminaire du rapport a été envoyée aux participants aux séances de consultation afin qu'ils puissent l'examiner avant sa publication.

Les animateurs sont des gens incroyablement compétents, passionnés et professionnels, qui connaissent bien leur quartier : Waqar Khan et Nneka Perry (Kingston-Galloway, Toronto), Moffat Makuto (Fort William, Thunder Bay), Orville Wallace (Jane-Finch, Toronto), Wayne Robinson (McQueston, Hamilton), Ali Abdullahi (Jamestown, Toronto), Joshua Dills et Pat Howarth (Downtown Market, Kitchener Waterloo), Kaje Johnson et Leyland Gudge (Steeles-L'Amoureux, Toronto) et Dave Farthing (Pincrest-Queensway, Ottawa).

Plus de 400 jeunes et adultes ont communiqué leurs commentaires et points de vue lors des séances de consultation. Au sein de ce vaste groupe, les animateurs ont choisi une quinzaine de représentants de chaque quartier qu'ils ont invités à participer à des réunions avec les coprésidents de l'Examen pour communiquer les vues de leur quartier au sujet des questions présentées dans le guide de discussion (voir à la page 3). Ce rapport est une synthèse des commentaires des quelque 400 participants, pas seulement des personnes qui ont participé aux réunions des coprésidents.

En conclusion, nous remercions tous les participants pour l'immense cadeau qu'ils nous ont fait en nous confiant leurs expériences et points de vues dans le cadre d'un tel processus. Nous ne saurions dire à quel point nous sommes reconnaissantes qu'autant de personnes nous aient donné le bénéfice du doute, ainsi qu'à l'Examen et aux animateurs, en acceptant de participer à ce projet. Ce fut un privilège de vous rencontrer et de traiter avec vous.

Si vous avez des questions ou des commentaires au sujet du présent rapport, n'hésitez pas à nous contacter : Nicole Swerhun (nicole@swerhun.com ou 416 999-2665) ou Anjana Dooling (anjanadooling@rogers.com ou 519 927-0572).

Anjana et Nicole

Résumé



En juin 2007, le premier ministre de l'Ontario a demandé à Roy McMurtry et à Alvin Curling de diriger l'Examen des causes de la violence chez les jeunes. Leur tâche consistait à déterminer et à analyser les facteurs sous-jacents qui contribuent à la violence chez les jeunes, ainsi qu'à formuler des recommandations afin d'aider l'Ontario à devenir une meilleure province pour tous ses jeunes et ses communautés.

Les coprésidents ont affirmé que pour être durable le changement devait reposer sur le partage des expériences et des idées et le savoir des jeunes et d'autres personnes. Par conséquent, connaître le point de vue de ceux et celles dont la vie quotidienne est affectée par la violence chez les jeunes était un élément essentiel de l'Examen. Pour y parvenir, nous avons visité huit quartiers, quatre à Toronto et un quartier dans chacune des quatre villes suivantes : Hamilton, Thunder Bay, Kitchener-Waterloo et Ottawa. Plus de 400 personnes ont participé à ces rencontres; il y avait des jeunes de milieux divers (jeunes inscrits ou non à l'école, chefs de famille monoparentale, sans-abri, membres de gangs de rue, travailleurs ou chômeurs, jeunes ayant traité ou non avec le système de justice pénale), et des adultes (parents, enseignants, agents de libération conditionnelle, policiers, élus, organismes de services sociaux et autres).

Ce rapport présente les commentaires et les conseils formulés par toutes ces personnes. En résumé, voici ce qu'elles nous ont dit :

- La frustration se mêle à l'espoir. Les gouvernements demandent souvent aux communautés de leur donner leurs points de vue et des conseils. Beaucoup de gens en ont assez de ce genre de processus, car ils voient bien qu'on n'y donne pas suite. Beaucoup de personnes qui ont accepté de participer aux séances de consultation l'ont fait en espérant que les choses seraient différentes cette fois-ci — que le processus tiendrait compte du point de vue des habitants des quartiers et qu'on les ferait participer.
- La violence a de nombreux visages. La violence dont sont souvent victimes les jeunes des quartiers visités, et dont ils sont parfois responsables, comprend l'utilisation des armes et des drogues, la violence familiale, les vols, la prostitution, les agressions sexuelles, les attaques à l'arme blanche, les attaques de groupe et la pauvreté. Ils sont également victimes de la violence institutionnelle.
- Les répercussions de la violence sont profondes. Les habitants des quartiers ont de plus en plus peur et respectent un code de silence. Les communautés et les jeunes sont stéréotypés et souvent insensibles à la violence. Les rivalités « de territoire » deviennent un problème et les jeunes craignent de quitter leur quartier à cause de gangs rivaux. La police est de plus en plus présente. Il devient difficile d'étudier

et d'enseigner. Un plus grand nombre de jeunes souffrent de dépression, s'automutilent et boivent ou se droguent. La violence détruit l'estime de soi. Les services sociaux ont du mal à répondre à la demande. L'inaction conduit au désespoir.

- La violence a de nombreuses causes, notamment la pauvreté et la discrimination au sein des systèmes mêmes qui ont été conçus pour aider les jeunes à « s'en sortir ». De plus, les bons programmes locaux ne sont pas disponibles ou ne durent pas; on a du mal à trouver des modèles et des mentors. La violence est partout et devient normale. Et si une jeune personne fait une erreur, le système l'abandonne.
- La solution? Agir! Les gouvernements doivent faire le nécessaire pour renforcer les communautés locales et les systèmes chargés de les appuyer. On doit sensibiliser les jeunes et les communautés aux problèmes et les encourager à les résoudre, renforcer les programmes dont les communautés disent avoir besoin et veiller à la prestation efficace de ces programmes. On doit également améliorer les systèmes – surtout l'éducation, les services de police et la justice pénale – mais aussi les services gouvernementaux et sociaux, les relations avec les peuples autochtones, le logement, l'emploi et les médias.

Le but du résumé d'une page est de présenter une vue d'ensemble du rapport, mais nous nous sommes dit qu'il serait également utile d'ajouter trois pages supplémentaires résumant les principaux messages formulés au cours des séances de consultation des gens des quartiers. Par conséquent, les pages suivantes renferment les messages clés associés aux thèmes suivants :

L'Examen

La violence chez les jeunes

Ce qu'on peut faire

Messages clés



L'Examen

1. Les gens ont hésité à participer aux séances de consultation et à l'Examen des causes de la violence chez les jeunes.

Un certain nombre des personnes auxquelles nous avons demandé de participer à ce processus nous ont dit qu'on les avait déjà interrogées au sujet de la violence chez les jeunes et de la sécurité, qu'elles avaient déjà donné des conseils au gouvernement et que rien n'avait été fait. Elles en ont marre de voir des gens arriver dans leurs quartiers soi-disant pour les aider, puis de constater qu'ils ne tiennent pas leurs promesses. Ils ne vivent pas là où elles vivent. On ne tue pas leurs amis. Pourtant, nombreuses sont les personnes qui ont décidé de participer et beaucoup nous ont dit qu'elles voulaient encore espérer, en grande partie en raison de la crédibilité des coprésidents de l'Examen, Roy McMurtry et Alvin Curling.

2. La crédibilité de l'Examen n'est pas la seule à être en jeu – celle de tous les participants l'est aussi.

Lorsque les responsables de l'Examen ont sollicité des commentaires et des conseils — en particulier au sein des quartiers — les gens se sont mis à espérer qu'il en résulterait quelque chose. Si rien ne se produit, la crédibilité de l'Examen ne sera pas la seule en jeu; les liens personnels et la confiance qui se sont établis avec les animateurs, les jeunes et les personnes qui ont invité les gens à participer au processus vont aussi en pâtir. Il est essentiel que les communautés se

reconnaissent dans les recommandations de l'Examen et que le gouvernement les encourage à mettre ces recommandations en œuvre et leur en donne les moyens.

3. L'Examen doit poursuivre le travail déjà réalisé au sujet des facteurs qui contribuent à la violence chez les jeunes.

Les participants au processus ont fait référence aux consultations précédentes – dont certaines remontent au rapport de 1992 sur le racisme en Ontario de Stephen Lewis — et beaucoup d'autres se sont rapportés au travail réalisé récemment par divers organismes, dont Centraide, la ville de Toronto et le Toronto District School Board. Il existe déjà un grand nombre de bonnes recommandations et il est essentiel que l'Examen en tienne compte et les approfondisse.

4. Prenez le temps de bien faire les choses.

Il faut du temps pour comprendre les communautés. Beaucoup de participants ont fait l'effort de s'adapter au calendrier très serré de l'Examen, certains avec enthousiasme, d'autres moins. Ceux et celles qui ont hésité ou décidé de ne pas participer ont indiqué que le calendrier serré de l'Examen les confortait dans leur idée que les gouvernements et les décideurs ne respectaient pas les quartiers. Cela dit, un grand nombre de personnes se sont dit encouragées par la décision des responsables de l'Examen de recruter des jeunes animateurs pour encourager les membres de la communauté à présenter leurs points de vue dans le cadre de l'Examen, de rallier au moins autant de jeunes que d'adultes, de tendre la main aux jeunes les plus

difficiles à atteindre, de rémunérer les jeunes participants et de donner la latitude aux animateurs de modifier leur démarche afin de répondre aux besoins de leurs quartiers de la meilleure façon qui soit.

5. Je vous en prie, donnez suite aux recommandations et continuez à mobiliser les quartiers.

Les gens ont demandé à diverses reprises aux responsables de l'Examen de revenir dans leurs quartiers avec les recommandations et les ressources nécessaires pour les mettre en œuvre. Et si toutes les recommandations ne peuvent être appliquées en une seule fois, ce n'est pas grave. Il suffit d'en donner la raison et d'encourager les communautés à changer les choses, graduellement.

La violence chez les jeunes

Lorsqu'on leur a posé des questions sur les causes de la violence chez les jeunes, les gens ont insisté sur l'importance de ne pas systématiquement considérer que les jeunes en sont responsables — ils sont très, très nombreux à en être les victimes.

Les descriptions des causes de la violence chez les jeunes reposaient sur plusieurs thèmes communs. Voici les causes de violence qui ont été le plus souvent mentionnées :

1. Le manque d'argent — la pauvreté.

Lorsque les familles manquent d'argent, les parents doivent travailler de longues heures pour arriver à joindre les deux bouts et sont très souvent absents de la maison. Lorsque le budget est limité, les gens doivent choisir entre la nourriture, les tickets d'autobus, une nouvelle paire de chaussures ou les programmes de loisir après l'école. Le loyer constitue une grosse dépense, même lorsque les gens vivent dans des immeubles délabrés, insalubres et infectés de coquerelles ou de rats, qui ont besoin d'être réparés. Il est frustrant, voire embarrassant et dangereux, de vivre dans un endroit délabré et insalubre. Ces conditions se répercutent sur les relations familiales qui peuvent être tendues.

2. Les systèmes qui doivent aider les jeunes à « s'en sortir » sont souvent coupables de discrimination.

Beaucoup de jeunes veulent gagner de l'argent, mais parce qu'ils sont jeunes, n'ont pas les compétences requises, ne vivent pas à la bonne adresse, n'ont pas la bonne couleur de peau, ou refusent de travailler dans des emplois sans avenir, ils ont du mal à trouver du travail. En outre, beaucoup se disent qu'ils ne feront pas d'études postsecondaires parce qu'ils n'en ont pas les moyens ou parce que leur enseignant les a déjà dirigés vers une formation technique ou professionnelle ne menant pas au collège ou à l'université.

3. Les bons programmes locaux ne sont parfois pas disponibles ou accessibles, ils ne durent pas et il est difficile de trouver des modèles et des mentors.

Les bons programmes communautaires sont souvent financés temporairement et les travailleurs à contrat qui font beaucoup pour attirer les jeunes suscitent la déception en disparaissant. Bon nombre des programmes en place ne s'adressent pas aux jeunes ou leur sont inaccessibles pour des raisons de coût ou d'emplacement ou à cause de l'absence de transport et de l'insécurité attribuable aux guerres de territoire qui empêchent les jeunes de s'aventurer en dehors de leur quartier.

4. La violence est partout et devient normale.

La violence est partout et un moyen pour les jeunes de résoudre les conflits — l'intimidation, les descentes de police, le cinéma et la télévision, la violence familiale, la guerre. Elle est tellement présente que certains jeunes affirment préférer tuer que risquer d'être battus, de perdre la face ou d'être embarrassés. Les jeunes se sentent en sécurité et ont un sentiment d'appartenance lorsqu'ils font partie d'un groupe; c'est l'une des raisons pour lesquelles ils se joignent à un gang de rue. Ils peuvent aussi gagner de l'argent en vendant de la drogue. Ils prennent de la drogue pour éviter de désespérer face à un avenir sans espoir. Tout cela dans une société pour laquelle la réussite se définit de plus en plus par les biens matériels qu'on possède — BLING.

5. Et lorsque les jeunes font des bêtises — à l'école ou ailleurs — le système les abandonne, ce qui est à l'opposé de ce que beaucoup de quartiers souhaitent.

Lorsqu'une jeune personne est renvoyée de l'école ou mise en prison, elle perd les soutiens, le moyen d'acquérir les connaissances et l'encouragement dont elle a besoin pour se diriger dans la bonne voie.

Ce qu'il faut faire

Le moment est venu d'agir! Les participants à toutes les séances de consultation ont exprimé leur frustration à l'égard de l'inaction du gouvernement qui ne fait pas le nécessaire pour répondre aux besoins de la communauté. Le gouvernement provincial doit :

- **Sensibiliser les jeunes et les communautés aux problèmes et les encourager à les résoudre.**
- **Renforcer les programmes dont les quartiers disent avoir besoin** — en particulier ceux qui sont positifs et pertinents, ne se limitent pas à offrir des activités de loisir, mais répondent aux besoins des jeunes des quartiers sur le plan de l'éducation, de la culture, de la formation professionnelle et de préparation à la vie. Les communautés ont également besoin de programmes axés sur la production de revenus ou l'acquisition de l'expérience, ou les deux, et destinés aux jeunes et à leurs parents. Les programmes doivent mettre l'accent sur le mentorat, viser les jeunes les plus difficiles à atteindre et fournir un continuum de services tout au long du développement des particuliers.
- **Appuyer la prestation efficace de ces programmes.** Il faut pour cela s'assurer que les fonds atteignent les jeunes qui en ont réellement besoin et investir pour le long terme. On doit aussi recruter des personnes compétentes — qui sentent les jeunes, viennent des mêmes quartiers qu'eux, savent ce que signifie vivre dans ce quartier et ont reçu la formation requise pour s'attaquer aux problèmes auxquels les jeunes sont confrontés. Ces personnes sont souvent des jeunes. Il faut également verser des fonds qui peuvent être utilisés librement et pour toutes sortes d'activités, réduire la compétition entre les organismes à la recherche de fonds, fournir des services qui conviennent

aux jeunes, éliminer les obstacles à la participation et évaluer le travail de la communauté.

- **Reconnaître l'influence que les systèmes provinciaux ont sur les communautés et réparer ce qui, selon les habitants des quartiers, doit être réparé.** Il faut pour cela améliorer les conditions de vie des gens qui habitent dans des logements subventionnés et augmenter le salaire minimum. Il faut également faire le nécessaire pour instaurer plus de souplesse dans le système d'éducation, revoir les lignes directrices relatives aux suspensions, transferts et renvois d'élèves, recruter davantage d'enseignants qui ont l'intérêt des jeunes à cœur et auxquels les jeunes peuvent s'identifier, et aider les écoles à devenir des carrefours communautaires. En ce qui a trait aux forces de police, il faut engager plus de personnes de groupes minoritaires pour plus de diversité, sensibiliser les agents de police de première ligne aux diverses cultures et leur faire suivre une formation anti-discrimination. La justice pénale doit mettre davantage l'accent sur la prévention que sur la punition et aider les jeunes à éviter la prison. Les médias doivent cesser de glorifier la violence et de stéréotyper et de stigmatiser les communautés et les jeunes. Il faut résoudre les problèmes uniques auxquels sont confrontées les communautés des Premières nations du Grand Nord. En outre, les gouvernements doivent éliminer les cloisonnements administratifs entre les services et les ministères, respecter leurs promesses et poursuivre les initiatives jusqu'au bout.

Table des matières

Résumé	61
Messages clés	63
I. Vue d'ensemble du processus	69
II. La violence chez les jeunes	73
III. Impact et conséquences de la violence	75
IV. Les causes de la violence	79
V. Ce qu'on peut faire	91
VI. Conseil sur la façon d'appliquer ces conseils	97
Annexe : Liste des participants	99

I. Vue d'ensemble du processus



En juin 2007, le premier ministre de l'Ontario a demandé à Roy McMurtry et à Alvin Curling de diriger l'Examen des causes de la violence chez les jeunes. Leur tâche consistait à déterminer et à analyser les facteurs sous-jacents qui contribuent à la violence chez les jeunes, ainsi qu'à formuler des recommandations afin d'aider l'Ontario à devenir une meilleure province pour tous ses jeunes et ses communautés.

Les coprésidents ont affirmé que pour être durable le changement devait reposer sur le partage des expériences et des idées et le savoir des jeunes et d'autres personnes. Par conséquent, connaître le point de vue de ceux et celles dont la vie quotidienne est affectée par la violence chez les jeunes était un élément essentiel de l'Examen. Les deux autres composantes clés de l'Examen portaient sur :

- **La recherche** : étudier les travaux de recherche des universités canadiennes et étrangères et d'autres documents traitant des causes sous-jacentes de la violence chez les jeunes et des stratégies de prévention de la criminalité, et dresser une liste des programmes ontariens traitant de la violence chez les jeunes;
- **La consultation ciblée** : rencontrer des représentants d'organismes sociaux, du secteur de la justice, des groupes de jeunes et d'autres personnes qui peuvent offrir des conseils.

Objectifs

Les objectifs visés par les coprésidents pour les séances de consultation des gens des quartiers étaient d'étudier ce qui suit de manière plus approfondie :

- La dynamique de la violence chez les jeunes, telle qu'elle est vécue dans les quartiers et la façon dont elle affecte les habitants et l'ensemble de la communauté.
- Les perspectives des quartiers en ce qui a trait aux vastes questions que devait étudier l'Examen, notamment les réformes structurelles ou stratégiques qui pourraient donner un coup de pouce et appuyer les efforts visant à régler les causes sous-jacentes de la violence chez les jeunes de l'Ontario.
- Les initiatives qui ont été entreprises par le gouvernement/la communauté/les quartiers, et les possibilités, les leçons et les défis qui y sont associés.
- Les stratégies, les programmes et les mécanismes de coordination que les quartiers pourraient proposer.
- Les atouts, les capacités et les besoins des quartiers qui pourraient servir à appuyer les initiatives en place et proposées.
- Les efforts concertés qui pourraient être déployés en permanence dans les quartiers avec la collaboration des habitants, des représentants de la communauté en général et des institutions.

Approche

La méthode de mise en œuvre des séances de consultation des gens des quartiers a été conçue en collaboration avec les responsables de l'Examen et les consultantes retenues pour participer à la conception et à la réalisation des séances : Nicole Swerhun et Anjana Dooling. Anjana et Nicole ont également sollicité le point de vue, de manière informelle, d'un certain nombre de jeunes qui ont traité avec des organismes dirigés par des jeunes ou desservant des jeunes à Toronto.

Les responsables de l'Examen ont établi les critères suivants pour la conception du processus :

- Cibler les séances sur les quartiers
- Tenir jusqu'à huit séances, dans Toronto et à l'extérieur de Toronto
- Collaborer avec des animateurs locaux, idéalement des jeunes, qui pourraient travailler de la manière la plus objective qui soit dans leur quartier
- Solliciter les commentaires d'un vaste groupe de jeunes (y compris les plus difficiles à atteindre) et d'adultes (les parents et les personnes qui travaillent avec les jeunes ou font partie de systèmes qui touchent les jeunes)
- Reprendre les commentaires formulés par le groupe élargi et en discuter en petits groupes sous la direction des coprésidents
- Réaliser les séances selon un calendrier très serré (la planification des séances a commencé fin octobre 2007, la première séance s'est tenue fin novembre et la dernière séance a eu lieu début janvier 2008).

Les quartiers

Les responsables de l'Examen ont sélectionné huit quartiers :

- Kingston-Galloway (Toronto)
- Jamestown (Toronto)
- Jane-Finch (Toronto)
- Steeles-L'Amoureux (Toronto)
- McQueston (Hamilton)
- Fort William (Thunder Bay)
- The Downtown Market (Kitchener-Waterloo)
- Pinecrest-Queensway (Ottawa).

Ils ont choisi ces quartiers, car ils souhaitaient étudier des zones à l'intérieur et à l'extérieur de Toronto, au sein desquelles la violence chez les jeunes se manifeste de diverses manières, dont les initiatives de résolution des problèmes de violence chez les jeunes sont à des stades différents, qui appliquent des approches différentes, et où les jeunes animateurs jouissent de la crédibilité, des connaissances et des réseaux requis pour réaliser le travail en fonction du calendrier établi.

Paramètres et guide de discussion

Guidées par les objectifs de l'Examen pour les séances de consultation des gens des quartiers et la logistique nécessaire à la réalisation de la mission qui leur a été confiée, Nicole Swerhun et Anjana Dooling ont établi les paramètres du processus de concert avec le Secrétariat de l'examen des causes de la violence chez les jeunes et élaboré un guide de discussion à distribuer aux participants.

Voici les questions qui sont présentées dans le guide et ont été posées aux participants :

1. Décrivez la violence chez les jeunes dans votre quartier. Quel en est l'impact?
2. À votre avis, quelles sont les causes de la violence chez les jeunes?
3. Dites-nous ce qui est fait dans votre quartier pour régler le problème de la violence chez les jeunes. Est-ce que cela fonctionne? Pourquoi?
4. Qu'est-ce qui ne marche pas? Pourquoi?
5. Quelles sont les deux ou trois choses les plus importantes qu'on pourrait faire pour venir à bout de la violence chez les jeunes dans votre quartier?
6. Décrivez ce qui existe déjà dans votre quartier pour régler les problèmes de violence chez les jeunes (p. ex., personnes, connaissances, programmes, autres ressources dont la communauté dispose déjà). Quels sont les soutiens supplémentaires qui pourraient renforcer les activités en place et proposées?
7. Au-delà de ce qui peut être réalisé dans votre quartier, à votre avis, que pourrait-on faire dans toute la province pour régler le problème de la violence chez les jeunes?
8. Avez-vous d'autres conseils pour les responsables de l'Examen?

Participants

Les participants au processus comprenaient l'équipe d'animateurs retenus pour diriger le débat dans chaque quartier et les 50 personnes (en moyenne) qui ont été invitées à formuler leurs commentaires et conseils. Au total, plus de 400 personnes ont participé au processus (voir la liste des participants en annexe).

Tous les participants vivaient ou travaillaient dans les huit quartiers. Les jeunes étaient inscrits ou non à l'école; certains étaient chefs de famille monoparentale, sans-abri, membres d'un gang de rue; certains travaillaient ou étaient au chômage, ou avaient déjà eu affaire avec le système de justice pénale. Les adultes comprenaient des parents, des enseignants, des agents de libération conditionnelle, des policiers, des élus, des organismes sociaux, et autres.

II. La violence chez les jeunes



Il existe de nombreux types de violence impliquant les jeunes. La plupart du temps, les jeunes en sont les victimes; parfois, ils en sont les auteurs.

Ce qui suit résume ce que nous avons entendu au sujet de la violence vécue dans les huit quartiers que nous avons visités (énumérés dans aucun ordre particulier). Le but est d'illustrer les diverses expériences dont on nous a parlé. Tous les quartiers ne connaissent pas le même degré de violence et les actes de violence dont on nous a parlé ne sont pas commis dans tous les quartiers.

- **Violence par les armes à feu.**

Les jeunes qui obtiennent des armes à feu sont de plus en plus jeunes, certains n'ont que 10 ans. Les particuliers qui gardent des armes chez eux (p. ex., des collectionneurs) sont connus des gangs de rue qui les leur volent. Il est facile d'acheter des armes à feu et d'en louer. Les prix varient entre 250 \$ et plusieurs milliers de dollars.

- **Drogues.** De plus en plus de jeunes vendent et consomment des drogues dures (crack, cocaïne) et des drogues de confection (ecstasy, champignons). Les quartiers sont divisés en territoires, nord et

sud, est et ouest, pour la vente de drogues. Certains appartements et maisons ne sont pas habités et servent uniquement à la production de drogues. Tout cela mène à la violence, aux fusillades, aux invasions de domicile, etc.

- **Attaques dans la rue.** Les gens se font agresser par derrière ou accoster et on leur dérobe leurs chaussures, vêtements, MP3 et de l'argent.

« J'ai vu des mères repartir dans leur pays en guerre parce qu'elles ne souhaitent pas que leurs enfants grandissent ici. »

Séance de Jamestown

- **Gangs de rue et guerres de territoire.**

Les principaux gangs de rue sont les Bloods (rouge) et les Crips (bleu). Les participants ont indiqué que l'âge des membres des gangs de rue diminue; alors que les jeunes qui se joignaient aux gangs étaient auparavant âgés entre 17 à 21 ans, aujourd'hui, ils peuvent avoir entre

12 et 13 ans. Dans au moins un quartier, cette évolution s'explique par le vide créé il y a trois ans lorsque la police a éradiqué un gang. Des jeunes sont arrivés pour combler ce vide.

- **Attaques à l'arme blanche.** Les couteaux sont souvent utilisés pour menacer. De plus, on peut les acheter et s'en débarrasser plus facilement.

- **Plus de violence de la part des filles contre les filles.** La plupart des gangs de rue recrutent des filles. Certaines veulent montrer aux garçons qu'elles peuvent être aussi dures ou fortes qu'eux. Les filles sont plus nombreuses à porter des armes ou des drogues pour les garçons (on les appelle « dolgers ») et si elles se font prendre (arrêter), il est entendu que la « dolger » écoperait pour le chef de bande.
- **Plus de violence et d'intimidation à l'école.** Les bagarres commencées à l'école se poursuivent dans la rue. Beaucoup de jeunes victimes d'intimidation doivent parcourir de grandes distances pour aller dans une autre école et éviter les brutes qui les intimidaient. D'autres sèchent les cours pour y échapper.
- **Invasions de domicile.** Les gens d'un certain quartier nous ont dit avoir entendu parler de personnes en possession de drogue, d'argent ou de biens volés être victimes d'invasions à domicile.
- **Menaces à l'endroit des témoins.** On nous a parlé d'une personne qui avait témoigné en cour et qui, malgré la protection promise, a reçu des menaces sur YouTube et MySpace. Cette personne a été assassinée par la suite pour avoir coopéré avec la police. À cause de tels incidents, les gens ne croient pas que le système puisse protéger ceux et celles qui souhaitent aider.
- **Agressions sexuelles.**
- **Violence dans le sport.** On nous a cité en exemple des parents qui se battent avec d'autres parents devant leurs enfants aux matches de hockey. Les enfants qui assistent à de tels comportements croient qu'il est normal de se battre puisque leurs parents le font.

Les actes de violence dans le sport ont également lieu dans les écoles secondaires lorsque les élèves d'une école vont dans une autre école pour supporter leur équipe, mais ils sont agressés ou attaqués pour avoir mis les pieds sur le « terrain » de l'autre école. Certains jeunes s'y préparent en portant des armes ou sont d'emblée renvoyés à la porte de l'école.

- **Prostitution.** Des femmes « travaillent » au vu et au su de tout le monde à toutes les heures de la journée. Les filles plus jeunes ont habituellement un proxénète qui contrôle leur argent et leur vie. Les salons de massage et les centres holistiques qui offrent des « services spéciaux » à leurs clients inquiètent aussi.
- **Conflits entre différents groupes et cultures.** Il s'agit parfois de crimes motivés par la haine ou de conflits dus aux différences religieuses.
- **Agressions verbales, intimidation, menaces.**
- **Attaques de groupe.**
- **Violence familiale.** Les parents se bagarrent ou battent leurs enfants.
- **Violence institutionnelle.** Les participants ont parlé de la violence dans les systèmes avec lesquels ils traitent chaque jour : des structures et des politiques gouvernementales qui exercent une discrimination contre eux, des écoles qui appliquent une politique de tolérance zéro et renvoient des élèves pour pas grand-chose, des services de police qui ont des préjugés envers les jeunes et les harcèlent et les intimident et un système de justice pénale qui privilégie les punitions et qui peut transformer les jeunes en des criminels endurcis et professionnels.

III. Impact et conséquences de la violence

Lors des discussions sur la violence chez les jeunes, la démarcation entre les causes et l'impact n'était pas souvent très claire. Très vite, il est devenu évident que c'était le cas, car beaucoup des conséquences de la violence finissent par engendrer plus de violence, créant ainsi un cycle négatif. Les conséquences de la violence, décrites ci-dessous, affectent les jeunes, les communautés et toute la société.

- **La peur s'intensifie dans les quartiers.**

« Les quartiers où nous vivons sont dangereux ». Les habitants de certains quartiers sont virtuellement emprisonnés chez eux. Les revendeurs de drogue et les gangs de rue contrôlent les terrains de jeux. Ils tirent des coups de feu dans la rue sans se soucier des passants innocents.

Les gens se méfient les uns des autres et refusent de s'entraider. Les coups de feu ne sont pas toujours signalés à la police, de sorte que les ressources nécessaires pour combattre la violence par les armes à feu sont rarement allouées aux quartiers qui en ont le plus besoin. Les parents craignent de laisser leurs enfants participer aux activités de la communauté. Les jeunes ont peur de quitter leur quartier à cause des guerres de territoire et n'ont pas accès aux programmes ou aux autres services offerts

« Les sirènes sont pour moi comme des comptines; quand on ne les entend pas, c'est que quelque chose ne va pas. »

Séance de Jane-Finch

ailleurs. Lorsque les gens vivent dans la crainte, ils l'intériorisent et voient les autres comme des étrangers, ce qui accroît le sentiment d'isolement.

- **Un code de silence s'installe.**

Les gens craignent des représailles s'ils signalent un crime à la police ou témoignent. Les programmes de protection des témoins inefficaces servent à renforcer le « code de délation », ce qui alimente un code de silence. Le sentiment de frayeur dans certains quartiers est indescriptible, surtout chez les mères — il y a suffisamment d'intimidation pour que les gens ne parlent pas à la police.

- **Les communautés et les jeunes sont stéréotypés.** Les gens ont peur des jeunes, surtout quand ils se déplacent en groupes et s'ils portent des capuches et des jeans larges. Un participant a déclaré que certaines personnes croient que « tous les jeunes Noirs sont des gangsters et tous les jeunes Musulmans sont des terroristes ». Les médias présentent une image négative et stéréotypée du quartier et les habitants commencent à croire à ce stéréotype. Les jeunes n'obtiennent pas d'emploi à cause de l'endroit où ils habitent. Lorsque les gens

ne s'intéressent qu'aux méfaits perpétrés par des jeunes dans un quartier, ils oublient cette tragédie plus importante de la façon dont on a échoué auprès des jeunes.

- **Les communautés, dont les jeunes, sont insensibles à la violence.** Les jeunes enfants sont exposés à la violence et s'en inspirent — que ce soit à la maison ou lorsqu'ils sont témoins d'une arrestation violente. Des enfants de l'âge de neuf ans parlent de la violence comme si elle était normale. Les enfants des écoles élémentaires sont durement touchés, car ils dessinent maintenant des symboles et portent les couleurs des gangs de rue, essayant d'imiter leurs frères et sœurs plus âgés.
- **La violence devient un moyen acceptable de régler les conflits.** Lorsqu'on ne vient pas à bout de la violence, elle se perpétue. Les jeunes ont recours à la violence pour régler les conflits. Ils croient qu'il faut être violent pour survivre et préserver leur honneur. Pour certains jeunes, la question du respect est tellement importante qu'ils préfèrent tirer sur un rival et s'en « débarrasser » que perdre la face devant leurs camarades.
- **Les gangs de rue sont créés.** Les gangs sont souvent liés à des activités criminelles, mais les jeunes se mettent aussi en groupes pour se protéger. Le problème est qu'il est difficile pour les gens de faire la différence et les bandes de jeunes, quel que soit leur but, peuvent intimider.
- **Présence accrue de la police et criminalisation de la jeunesse.** Beaucoup de jeunes ont indiqué ne pas recevoir de respect de la police et avoir été

harcelés par elle. Ils ont parlé de la façon dont la police contrôle les jeunes dans la rue sans raison et du sentiment qu'ils ont de ne pas pouvoir circuler librement dans leur propre quartier. La présence accrue de caméras de surveillance et de la police peut donner l'impression d'une « communauté assiégée ». La police est parfois considérée comme l'ennemi. L'arrogance de la police, en particulier dans la façon dont elle s'adresse aux jeunes, nuit à l'établissement d'une relation de confiance entre elle et les jeunes. Il y a la criminalisation des jeunes et un nombre croissant d'arrestations. En outre, le profilage racial devient de plus en plus fréquent.

- **Le nombre de jeunes qui finissent « dans le système » s'accroît.** À cause de la violence, un plus grand nombre de jeunes sont dirigés vers des organismes comme la Société d'aide à l'enfance, le système de justice pénale, et Ontario au travail (qui offre une aide à l'emploi et une aide financière temporaire). Cela ne signifie pas nécessairement que ce soit une étape positive dans la vie des jeunes, mais c'est plutôt la confirmation qu'on ne fait pas assez pour donner aux jeunes les compétences et les ressources dont ils ont besoin pour éviter le « système ». Certains participants sont allés jusqu'à dire que des institutions profitent des jeunes en difficulté, elles perdurent parce que leurs services sont requis en permanence.
- **Les jeunes ont du mal à se concentrer sur leurs études et il est plus difficile d'enseigner.** Vivre dans un environnement dangereux sape l'énergie mentale des gens. Il est déjà difficile de répondre aux besoins des élèves lorsque le ratio élèves-enseignant

est élevé, mais si on y ajoute les problèmes dus à la pauvreté, beaucoup d'élèves tombent entre les mailles du filet.

- **Les écoles ne sont pas des lieux sûrs.** Les jeunes sont victimes d'actes d'intimidation à l'école et ces actes deviennent plus violents. De plus en plus de jeunes sont renvoyés de l'école. Ils portent des armes pour se protéger, cessent d'aller à l'école ou vont dans une autre école, car celle de leur quartier est dangereuse.
- **Plus de jeunes souffrent de dépression,** ce qui peut les conduire au suicide ou à l'automutilation, ainsi qu'à la surconsommation d'alcool et d'autres drogues. La violence détruit l'estime de soi et enlève aux jeunes l'ambition de faire des choses.
- **Les organismes de services sociaux ont du mal à répondre à la demande de services.** Il n'y a pas assez d'argent et les organismes se livrent concurrence au lieu de coopérer.
- **Lorsque les jeunes s'embarquent dans une vie de violence, ils ont du mal à en sortir.**
- **L'inaction conduit au désespoir.** Les gens en ont marre que les choses ne changent pas; ils sont découragés et démoralisés. Il n'y a pas de communication entre les jeunes, les dirigeants des communautés et les institutions.

IV. Les causes de la violence



Quelles sont les causes de la violence chez les jeunes? C'est compliqué. Toutes les causes de violence ne correspondent pas à toutes les situations et les débats ont traité de choses différentes selon les quartiers. Mais les messages clés étaient clairs. Pour chaque quartier que nous avons visité, la violence chez les jeunes repose toujours sur les mêmes raisons fondamentales — les expériences que vivent les jeunes pendant leur enfance et leur adolescence.

a. Peu ou pas d'argent

Beaucoup de personnes ont dit que la pauvreté est une cause de la violence chez les jeunes. La pauvreté est rattachée à la violence de nombreuses manières.

- **La société mesure la réussite à l'aune des biens matériels, puis dénie aux jeunes le droit d'y accéder.** Les jeunes sont frustrés et éprouvent de la colère. Ils se sentent dévalorisés quand d'autres possèdent ce qu'eux ne peuvent avoir.
- **Les familles pauvres sont obligées de vivre dans des immeubles insalubres, délabrés, et infestés de coquerelles et de rats.** Les personnes qui ont peu d'argent sont souvent obligées de vivre

dans des immeubles dilapidés, délabrés, infestés de coquerelles et de rats et nécessitant de nombreuses réparations. Elles savent que ceux et celles qui ont de l'argent ne vivent pas dans ces conditions et se sentent différentes des autres. Certaines

familles (généralement les familles monoparentales) consacrent plus de 50 % de leur revenu au logement et n'ont plus beaucoup d'argent pour se nourrir, s'habiller et se déplacer (habituellement par les transports en commun).

- **Les parents doivent avoir deux ou trois emplois pour joindre les deux bouts.**

Beaucoup de personnes ont parlé de la difficulté des parents à gagner suffisamment d'argent et à subsister aux besoins de la famille, et des choix difficiles

qu'ils doivent faire. Certains parents ne travaillent pas tandis que d'autres doivent avoir plusieurs emplois pour survivre. Même lorsqu'ils ont plusieurs emplois, ils ont du mal à payer le loyer, la nourriture, les tickets d'autobus, les vêtements et d'autres choses dont les jeunes ont besoin.

« La géographie n'est pas un facteur de pauvreté, car il peut y avoir des pauvres n'importe où. Lorsque la communauté offre des expériences enrichissantes aux jeunes — culturelles et éducatives — elle s'attaque directement aux problèmes. »

Réunion d'Ottawa

- **Il n'y a pas assez de soutien pour les parents.** Les parents manquent d'aide financière ainsi que d'autres soutiens importants (classes d'ALS, formation au rôle de parent, programmes éducatifs et cours de développement des compétences dans les centres communautaires, etc.).
- **Les jeunes éprouvent de la colère de voir leurs parents travailler si fort et ne pas s'en sortir.**
- **Les parents sont absents.** Les jeunes ont dit que l'absence de supervision parentale était l'une des causes de la violence chez les jeunes. Bon nombre de jeunes ne passent pas beaucoup de temps avec leurs parents, car ces derniers travaillent toujours. Des enfants aussi jeunes que sept ans sont laissés à eux-mêmes, personne n'étant à la maison lorsqu'ils arrivent de l'école ou ont besoin de parler de ce qui se passe dans leur vie. Lorsque les parents n'accordent pas d'attention aux enfants, ils vont la chercher ailleurs.
- **Les jeunes veulent aider, mais ne trouvent pas de travail.** Les jeunes éprouvent de la colère lorsqu'ils souhaitent aider leur famille et qu'ils ne trouvent pas d'emploi, souvent à cause de l'endroit où ils vivent. « Certains emplois sont inaccessibles quand on vit dans le ghetto. » Ils ne veulent pas être humiliés en travaillant à McDonald ou à Tim Horton; ils préfèrent gagner plus d'argent et obtenir de meilleures expériences et compétences, mais souvent ils n'ont pas le choix. « Je ne vais pas m'en sortir, je perds mon temps, ce n'est pas la peine d'essayer. » Beaucoup de jeunes baissent les bras. Certains se débrouillent autrement, par exemple en vendant de la drogue. Il est plus facile d'acheter une arme à feu que de trouver du travail; quand on vend de la drogue, on reçoit immédiatement de l'argent et cet argent est facilement gagné.
- **Vendre de la drogue est, surtout pour les gangs de rue, comme gérer une entreprise.** Les jeunes investissent dans un produit et font des profits, et recrutent ensuite des gens pour travailler avec eux. Cela devient une économie parallèle. La drogue est source de violence, car les gangs de rue protègent leur marché ou « territoire ». Ils utilisent la violence pour empêcher des gens de l'extérieur d'empiéter sur leur marché.
- **Les gens prennent de la drogue et de l'alcool pour oublier leurs problèmes,** ce qui est une cause de violence dans la communauté.
- **Ghettos.** Lorsque la pauvreté est concentrée dans un même quartier, il se crée des « ghettos » peuplés de personnes à faible revenu. Ces quartiers sont souvent stigmatisés et tous leurs habitants sont mis dans le même panier. On investit d'abord dans l'infrastructure des autres quartiers.
- **Il y a pénurie d'installations et d'équipements de loisirs.** Les quartiers pauvres ont souvent une population plus dense et plus de jeunes y ont besoin de services. Pourtant, ils sont souvent mal desservis. Les frais associés aux activités de loisir limitent l'accès aux personnes qui n'ont pas les moyens de payer.

- **La pauvreté et l’itinérance nuisent à l’éducation.**

Il est trop difficile pour une jeune personne préoccupée par les questions de nourriture, de logement et de sécurité de songer à son éducation ou son avenir. Lorsque les jeunes n’ont pas de logement, ils ne rêvent plus. L’école passe après la survie. Et même lorsqu’ils sont logés, sans une bonne alimentation, ils ont du mal à se concentrer sur leurs études. Sans argent pour acheter des manuels, les jeunes n’ont pas les outils dont ils ont besoin pour apprendre. Les jeunes qui vivent dans la pauvreté savent que leur famille n’a pas les moyens de leur payer des études postsecondaires, alors, ils ne font pas les efforts pour y arriver ou cherchent d’autres moyens de faire de l’argent. On doit subvenir aux besoins des jeunes avant qu’ils puissent se tourner vers le monde et songer à leur avenir.

- **La pauvreté engendre le désespoir.** Lorsque les jeunes grandissent sans argent, ils ont le sentiment que rien ne changera jamais. C’est pourquoi ils envisagent toutes sortes d’options pour s’en sortir, y compris les activités illégales.

- **Manque de soutien pour les jeunes en difficulté.** Les parents qui vivent d’une paie à l’autre n’accompagnent généralement pas leurs enfants au tribunal pour montrer au juge qu’ils s’occupent de leurs enfants. Pour les tribunaux, les jeunes qui viennent seuls ne disposent pas de systèmes de soutien ou ont des parents qui ne se soucient pas de leur sort.

b. Tous les jeunes ne sont pas traités de la même façon.

Normalement, les systèmes ont été créés pour offrir des chances égales à tous. Les systèmes d’éducation et d’emploi en particulier ont été établis pour tous, mais beaucoup de jeunes ne trouvent pas d’emploi à cause de la couleur de leur peau, de leur adresse, de leur âge et de leur manque d’expérience ou parce qu’ils ont fait des bêtises et ont eu des problèmes avec la loi. À l’école, ils sont placés dans des filières particulières selon des notions préconçues de leurs capacités. Beaucoup de personnes ont dit avoir constaté de la discrimination dans divers systèmes, institutions et programmes qui ont une incidence sur les jeunes.

- **Les écoles ne sont pas représentatives des jeunes qu’elles desservent et n’offrent pas les mêmes possibilités à tous les jeunes.** Pour beaucoup de jeunes, ce qui est enseigné à l’école n’a rien à voir avec leur réalité culturelle ou sociale, et cet enseignement n’est pas dispensé par des personnes qui leur ressemblent ou sont conscientes de la réalité de leur vie quotidienne, la conséquence étant que les jeunes se sentent exclus de ce qui est probablement l’institution la plus importante de leur vie. Les jeunes ont aussi parlé de discrimination de la part des enseignants qui ne respectent pas les élèves des minorités visibles ou issus de l’immigration, présumant qu’ils ne peuvent pas réussir aussi bien que leurs camarades blancs, et les dirigent dans des filières non académiques. Cette attitude suscite un violent sentiment de dévalorisation et les jeunes perdent parfois intérêt et motivation et n’ont plus confiance en leurs enseignants.

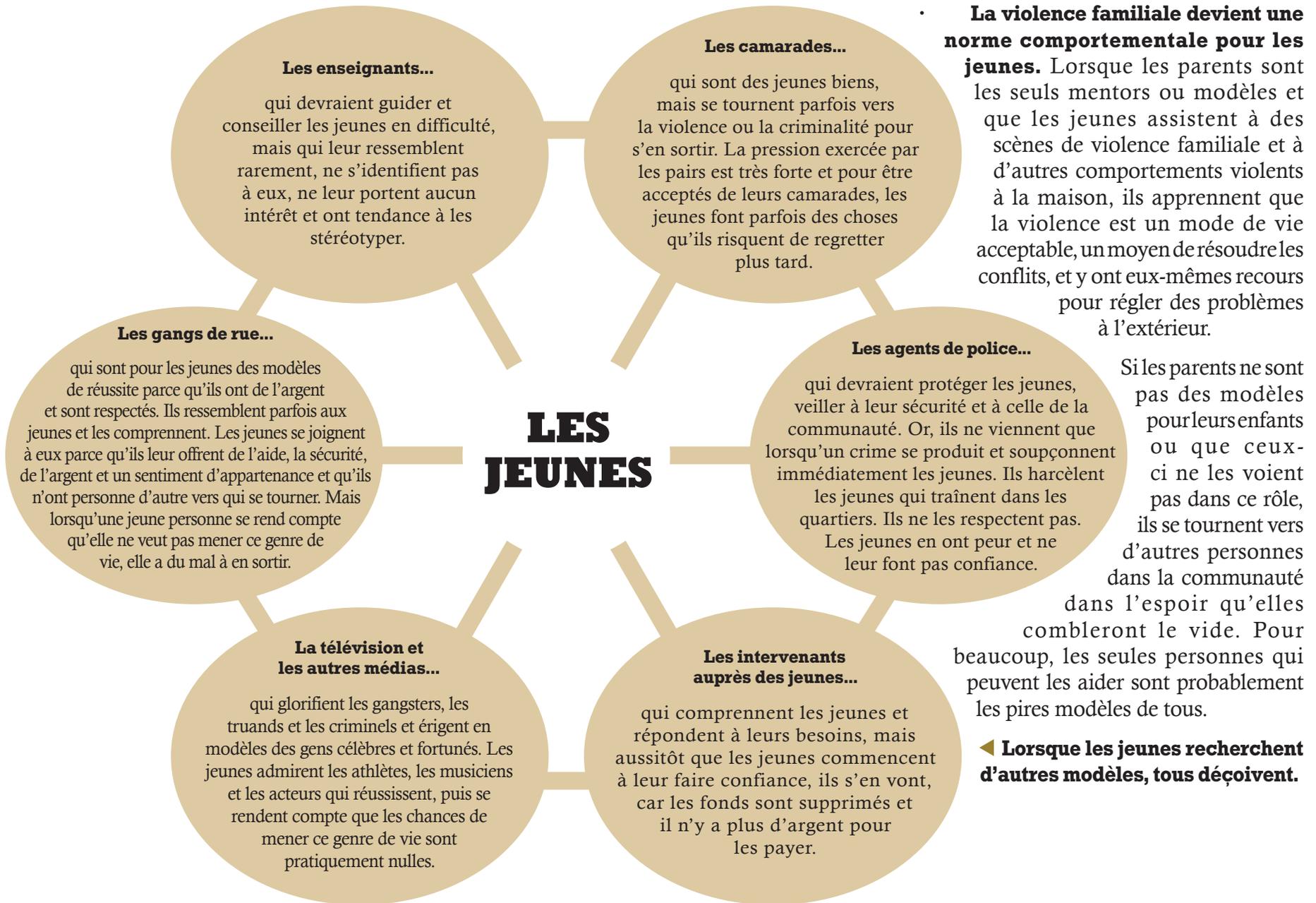
- **Les élèves issus de l'immigration ont plus de mal à réussir.** Les jeunes arrivés depuis peu et issus de l'immigration, déjà en butte aux préjugés raciaux et culturels, doivent suivre un programme d'anglais langue seconde qui les oblige à terminer leur formation linguistique avant de leur permettre d'intégrer les classes ordinaires; en conséquence, ces jeunes prennent du retard sur leurs camarades et refusent de se retrouver dans des classes où les élèves sont plus jeunes. Les habitants d'un quartier nous ont dit que pour certaines familles immigrantes, l'école privée était la seule option valable pour leurs enfants, malgré des difficultés financières considérables, car le système public ne répondait pas à leurs besoins.
- **Les organismes de services sociaux chargés de s'occuper des jeunes sont souvent les premiers à leur donner des étiquettes négatives.** Les participants ont indiqué que beaucoup d'organismes, pour obtenir un financement, avaient l'habitude de qualifier les jeunes auxquels ils offrent des programmes et des services de jeunes à « risque élevé » et ont souligné les conséquences négatives de cette attitude sur leurs jeunes clients, qui n'aiment pas qu'on leur colle ce genre d'étiquette. Certaines personnes ont ajouté que les organismes ne répondaient pas toujours aux besoins des personnes aux origines différentes et que certains refusaient de servir les jeunes ayant un casier judiciaire, qui n'ont ainsi nulle part où aller.
- **Les employeurs refusent d'engager les jeunes qui ont un certain code postal ou ont eu des démêlés avec la justice.** Certains jeunes utilisent l'adresse d'un ami ou d'un parent lorsqu'ils cherchent un emploi, car beaucoup d'employeurs n'engagent pas les jeunes qui vivent dans des quartiers qu'ils jugent difficiles. Il est encore plus difficile de trouver du travail pour les jeunes qui ont un casier judiciaire, même si les délits sont mineurs.
- **Les jeunes qui sortent de prison ne bénéficient pas de programmes de soutien ou de formation qui faciliteraient leur réinsertion dans la société.** Il y a une grave pénurie de soutien pour les jeunes sous garde. Rien n'est fait non plus pour les aider à trouver du travail une fois sortis de prison. Et lorsque des jeunes trouvent du travail, les conditions de probation leur causent des difficultés. Beaucoup de jeunes retournent vers la criminalité lorsqu'ils sortent de prison, car ils ne sont pas aidés et ne voient pas d'autre option.
- **Les médias stigmatisent les jeunes et les communautés.** La manière dont les jeunes sont étiquetés fait partie du problème. Les médias ont trop souvent tendance à utiliser des termes comme « jeunes à risque », « logement social » et « ghetto » lorsqu'ils parlent des jeunes et des endroits où ils vivent; ces étiquettes font abstraction des choix et des possibilités dont les jeunes pourraient bénéficier. Puisque les titres à sensation font vendre, les médias ne parlent pas des choses bien qui se font dans beaucoup de quartiers et préfèrent mettre l'accent sur la criminalité, ce qui renforce les stéréotypes et met tous les habitants d'un quartier dans le même panier.
- **Le gouvernement n'aide pas les nouveaux immigrants.** Beaucoup de familles immigrantes

ont besoin d'aide pour s'installer et trouver du travail; certaines familles qui souffrent de stress post-traumatique pour avoir connu la violence dans leur pays d'origine ont besoin d'aide psychologique. Les parents ont souvent du mal à se diriger dans le système pour des raisons de langue ou de culture et ne peuvent pas aider leurs enfants à le faire. Beaucoup de jeunes immigrants ont besoin d'aide, mais il n'y a pas de services à leur intention. Beaucoup de nouveaux immigrants, dont les compétences et expériences professionnelles ne sont pas reconnues au Canada, ne travaillent pas dans leur domaine, mais ont des emplois mal rémunérés. Le manque de soutien et de respect dont sont victimes les nouveaux immigrants entraîne d'énormes conséquences sur leurs enfants, car il perpétue le cycle de pauvreté, les conditions de vie dans des logements sociaux insalubres et l'absence de possibilités. Les jeunes constatent que leurs parents sont victimes de discrimination de la part d'un gouvernement qui est censé les aider.

c. Manque de soutien et de personnes concernées

La plupart des gens conviennent que les parents sont peut-être les personnes qui exercent la plus grande influence sur les jeunes et qu'ils doivent consacrer plus de temps à la famille. Or, très souvent, les parents ne sont pas en mesure d'être des modèles ou des mentors pour leurs enfants à cause de leurs diverses obligations ou tout simplement parce qu'ils sont eux-mêmes confrontés à des problèmes qu'ils sont incapables de résoudre.

- **« Beaucoup trop d'enfants ont des enfants. »** Beaucoup de jeunes qui se trouvent dans l'obligation d'élever des enfants n'ont pas la maturité ou sont trop inexpérimentés pour le faire. Il faut des programmes de formation et de soutien pour les aider, mais ceux-ci sont rares. De plus, le nombre d'adolescentes mères de famille monoparentale sans ressources financières ou autres augmente. Outre les nombreuses difficultés auxquelles font face les mères célibataires, il y a aussi l'absence notoire de modèles ou de mentors masculins dans de nombreuses communautés.
- **Nombreuses sont les personnes incapables de résoudre leurs propres problèmes.** Les difficultés associées à la pauvreté, à l'absence d'éducation, aux relations, à la surconsommation d'alcool et d'autres drogues et autres auxquelles beaucoup de parents font face ne sont pas traitées de manière adéquate, de sorte que les parents sont incapables de répondre aux besoins de leurs enfants. La langue, les différences culturelles et le stress post-traumatique constituent des problèmes supplémentaires pour les nouveaux arrivants, qui doivent les régler avant de pouvoir s'occuper de leurs enfants.



d. Santé mentale

La maladie mentale et le stress font des ravages chez les jeunes. La violence peut avoir des conséquences profondes sur leur santé mentale et leur estime de soi. Souvent, la violence et les images et messages qui s'inscrivent dans l'inconscient des jeunes à cause de la pauvreté, de la discrimination et de la marginalisation sont associés à une image de soi déformée. La plupart des jeunes ne savent pas comment régler ces problèmes et soit ils n'ont pas accès aux ressources dont ils ont besoin, soit ils sont trop embarrassés pour le faire. Certains règlent les problèmes à leur manière, par la violence ou la surconsommation d'alcool et d'autres drogues, en se joignant à un gang de rue et en s'adonnant à d'autres activités criminelles. Beaucoup sont en marge de la société et commettent des crimes et deviennent encore plus marginalisés et difficiles à atteindre.

- **La maladie mentale ne se borne pas aux troubles d'apprentissage.** Chez beaucoup de jeunes, les problèmes de santé mentale sont attribuables au stress, à l'absence d'estime de soi, à la pression exercée par les pairs, à la colère et à la frustration causées par la pauvreté, à la discrimination et au manque de soutien de la part de la famille, des pairs, des modèles et des nombreux systèmes qui ont un impact sur les jeunes. De plus, le stress post-traumatique dû à la

violence (à la maison, dans la rue, à l'école) est aussi un problème pour beaucoup de jeunes, surtout pour les jeunes immigrants qui ont été témoins d'actes d'une extrême violence dans leur pays.

- **La santé mentale est un sujet immensément tabou.**
- **Lorsque les jeunes ont besoin d'aide, les portes sont souvent fermées.** Les listes d'attente pour les services et les programmes sont trop longues et les jeunes n'obtiennent pas l'aide dont ils ont besoin au moment voulu.

« Lorsqu'un ou une jeune est tué à l'école, on envoie un psychologue; récemment, il y a eu une énorme descente de police dans notre quartier, les familles et les gens étaient traumatisés, mais aucun psychologue n'est venu. [La descente de police a fait la une des journaux] mais personne n'a pas parlé des dégâts causés par les policiers. »

Séance de Jamestown

- **Les organismes recrutent les mauvaises personnes pour les mauvaises raisons.** Il semble y avoir beaucoup de personnes qui possèdent les compétences pour travailler auprès des enfants et des jeunes, mais plus rares sont celles qui sont capables de s'identifier aux gens des quartiers, qui se préoccupent vraiment des jeunes dont elles ont la charge et dans lesquelles les jeunes peuvent avoir confiance. Les personnes qui sont censées aider les jeunes ayant des troubles psychologiques, comme les enseignants, les travailleurs sociaux, les travailleurs d'approche, n'ont pas la formation

ou les soutiens requis pour venir à bout de problèmes souvent très complexes et sont incapables de fournir aux jeunes l'aide dont ils ont besoin.

e. Avoir des choses à faire, s'investir

- **Les jeunes n'ont rien à faire**, alors ils traînent dans la rue et font des bêtises. Certains quartiers n'offrent aucun service ou activité aux jeunes; les communautés qui sont isolées et stigmatisées ne bénéficient pas des avantages consentis aux autres communautés.
- **Il y a des choses à faire, mais l'espace manque.** On manque de locaux pour les jeunes et les programmes et centres existants ne conviennent pas aux jeunes. On n'utilise pas les locaux vides – ceux-ci devraient être supervisés et administrés par des personnes formées qui peuvent s'identifier aux jeunes et communiquer avec eux.
- **Il y a des choses à faire, mais pas pour les jeunes.** « Il existe des tas de programmes, mais beaucoup ne servent à rien. » Les programmes offerts sont trop généraux et redondants et ne répondent pas aux besoins des jeunes en matière d'éducation, de culture et de préparation à la vie. Ces programmes ne sont pas redevables et la communauté ne peut pas les évaluer. Ils sont désuets, existent depuis toujours et n'ont jamais été actualisés ou modifiés pour répondre aux besoins des jeunes. Soit il n'y a pas de programmes pour les jeunes plus âgés, soit les programmes sont ennuyeux et manquent d'intérêt. Les centres de loisirs et les centres de jeunes doivent offrir des programmes attrayants, autre chose

« Il n'y a pas de fonds pour mobiliser les jeunes qui en ont le plus besoin; 90 % du temps, les aides publiques ne bénéficient pas aux jeunes qui en ont vraiment besoin. »

Kingston-Galloway

que des programmes de sport, pour attirer les jeunes et les sortir de la rue. Il y a pénurie de programmes de qualité pour les jeunes « à risque », de bons programmes et activités pour lutter contre la violence chez les jeunes, et de programmes de prévention et d'intervention précoce.

- **Il y a des choses à faire, mais pas de personnel formé pour traiter avec les jeunes.** Trop d'organismes sont dirigés par des personnes non redevables, qui ne tiennent pas compte des diverses cultures et se fichent des jeunes; de plus, ils offrent des programmes de courte durée ou à durée limitée. Les gestionnaires et le personnel ne reflètent pas la communauté qu'ils sont chargés de servir et les employés n'ont pas reçu la formation et ne possèdent pas les connaissances et les compétences requises pour traiter avec des jeunes.
- **Ily a des choses à faire, mais les fonds sont limités.** Le gouvernement ne finance pas suffisamment de programmes et de services sociaux destinés aux jeunes. On doit financer des programmes visant à mobiliser les jeunes; lorsque nous perdons des jeunes à cause de l'absence de programmes, nous les perdons vraiment, souvent au profit du système de justice pénale. Les programmes qui visent à intéresser les jeunes ne disposent pas des fonds dont ils ont besoin pour avoir une incidence durable;

il faut parfois des années avant de savoir si un programme fonctionne.

f. Les jeunes considèrent la violence comme un moyen de régler les problèmes.

La violence fait partie de la vie de beaucoup de jeunes depuis leur toute petite enfance. La violence familiale, la violence dans les médias et à la télévision, les bagarres à l'école et les heurts violents avec la police instaurent une norme de résolution des conflits. Partout, la violence est réglée par la violence, et la peur, l'intimidation et la violence deviennent les seuls outils que beaucoup de jeunes peuvent utiliser pour obtenir le pouvoir, le respect ou la reconnaissance ou pour régler leurs propres conflits.

- **La violence comme moyen de résolution des conflits commence à la maison.** Lorsque les enfants assistent à des actes de violence dès leur plus jeune âge, chez eux, cette violence devient un moyen normal de résoudre les conflits. Lorsque de tout jeunes enfants assistent à des actes de violence, cette violence s'inscrit dans leur inconscient et ils sont immunisés contre la violence, ce qui peut se traduire par un manque de respect pour la vie d'autrui et l'indifférence à l'égard des conséquences de la violence.
- **La police utilise la violence pour mettre fin à la violence.** La violence dans la rue n'est qu'un prolongement de la réalité que les jeunes connaissent déjà. Pour les jeunes, les descentes de police font partie de la vie quotidienne de leur quartier. Lorsque la police réagit violemment

aux situations, les jeunes se mettent à avoir peur de la police au lieu de lui faire confiance. Si les arrestations ciblent les jeunes ou si ceux-ci jugent que la police leur manque de respect, ils perdent rapidement confiance en elle et dans sa capacité de travailler pour eux.

- **La télévision et les médias ne montrent qu'une seule image de nous.** On ne peut faire abstraction du rôle que jouent les médias dans cette façon de percevoir les jeunes. Non seulement la télévision glorifie la violence et la criminalité, mais les reportages stéréotypent des quartiers tout entiers, les décrivant comme des endroits dangereux ou à risque, incriminant ainsi tous ceux et celles qui y vivent. Les adultes apprennent à avoir peur des jeunes qui s'habillent d'une certaine manière, se déplacent en groupes ou vivent dans certains quartiers. Ces étiquettes collent et peuvent facilement se transformer en réalité pour les jeunes, qui ne connaissent rien d'autre que les préjugés négatifs qu'ont les autres à leur égard et deviennent ainsi ce qu'on attend d'eux.

g. Lorsque les jeunes font des bêtises, le système les abandonne.

Lorsque les jeunes sont renvoyés de l'école ou remis à la justice pénale pour des raisons de violence, ils ont souvent le sentiment de se retrouver dans un autre système qui se fiche d'eux et ne croit pas en leur avenir. Les systèmes créés pour aider les jeunes ont trop tendance à les abandonner et à les marginaliser, au moment où ils ont le plus besoin de respect, d'éducation, de soutien et de formation professionnelle pour avoir une deuxième chance.

- **À cause des politiques de tolérance zéro, les élèves quittent l'école ou en sont « expulsés ».** On abandonne les jeunes lorsqu'ils sont suspendus ou renvoyés de l'école. On n'obtient rien en renvoyant temporairement une jeune personne de l'école pour la punir. Les jeunes en profitent pour traîner avec d'autres personnes qui ne vont plus à l'école. Ce désœuvrement fait plus de dégâts et favorise probablement des comportements encore plus violents. Certains jeunes sont ravis d'être suspendus pendant trois jours, car ils ont l'impression d'être en vacances. Ils en profitent pour traîner avec des personnes plus âgées qui sont au chômage ou ont décroché et peuvent avoir une mauvaise influence sur eux. C'est aussi pendant que les jeunes ne vont pas à l'école qu'ils se joignent à des gangs de rue, se prostituent ou commettent d'autres actes illégaux.

« Les peines répressives transforment les jeunes en des criminels patentés. »

Thunder Bay

- **Les enseignants sont surmenés, alors les écoles préfèrent attendre que le problème s'aggrave pour que la police** s'en occupe plutôt que d'intervenir en amont, ce qui nécessite trop de ressources et trop d'énergie.
- **Les avocats de l'aide juridique ne consacrent pas les mêmes efforts aux jeunes qu'à leurs clients payants.** Ils ne communiquent pas avec eux, ne se présentent pas en cour ou aux audiences sur la libération sous caution et conseillent souvent à leurs jeunes clients de plaider coupable pour passer à autre chose.
 - **La prison est une perte de temps.** Lorsqu'une jeune personne va en prison, elle ne reçoit aucun soutien. Il n'y a pas de programme d'éducation ou de formation professionnelle pour l'aider lorsqu'elle sort. Beaucoup de jeunes mènent simplement leur peine à son terme et lorsqu'ils sortent, retrouvent les mêmes gangs ou fréquentations, car ils n'ont pas de meilleures options.

h. Désespérance

Les jeunes perdent espoir en raison des nombreux facteurs décrits précédemment. Ce qui suit est une illustration de ce qui attend de nombreux jeunes qui se retrouvent sans espoir face à de très nombreux défis. Il ne s'agit pas de témoignages directs recueillis auprès des jeunes, mais plutôt d'une compilation des nombreux commentaires formulés lors des séances de consultation des gens des quartiers.

Un cycle de pauvreté

À quoi ça sert de travailler si fort lorsque je vois mes parents le faire et ne pas s'en sortir?

Je suis embarrassé et j'ai honte de l'endroit où j'habite, mais nous n'avons pas les moyens de vivre ailleurs que dans un logement social.

On me dit que j'ai besoin de tous ces biens matériels, mais je n'ai pas les moyens de les acheter.

J'aimerais faire des études, mais je sais que je n'en aurai pas les moyens.

Le seul emploi que je puisse obtenir est dans un restaurant-minute au salaire minimum.

Autant vendre de la drogue, car je pourrai faire plus d'argent.

Il est plus facile de vendre de la drogue, d'obtenir une arme à feu et de devenir un truand que d'obtenir un emploi bien payé.

Pourquoi essayer quand je sais que je n'y arriverai pas?

Isolement, stigmatisation, marginalisation

Je suis victime de discrimination de la part de l'école, de la police, des employeurs, des médias, de tous les systèmes qui ont un impact sur moi.

Personne ne se soucie de moi ou ne m'écoute. Je n'ai personne en qui je peux avoir confiance et vers qui je peux me tourner lorsque j'ai des problèmes.

Mes professeurs me disent que je ne pourrai pas aller à l'université et ne m'encouragent pas à poursuivre des études.

L'intervenant qui s'occupait de moi, la seule personne en qui j'avais confiance, ne travaille plus dans mon quartier.

La police me harcèle et pense que je suis un vaurien.

Tout ce qu'on sait de moi, c'est que je viens d'un quartier connu pour sa violence et ses criminels.

Personne ne croit que j'ai du potentiel.

Je suis seul au monde.

Les systèmes sont brisés.

Ma maman ne gagne pas suffisamment d'argent pour s'occuper de nous et personne ne peut nous aider.

J'ai besoin d'aide, mais pour la trouver, je dois aller à six endroits différents; je n'ai ma place nulle part.

Je ne peux trouver du travail parce que j'ai un casier judiciaire.

Il n'y a pas de services dans mon quartier et le seul centre communautaire coûte de l'argent et est trop loin.

Le seul programme que j'aimais et qui me convenait a été supprimé l'an dernier.

Je ne peux rien faire pour changer les choses.

On ne peut pas avoir confiance dans les politiciens et les gens de pouvoir.

Ils sont venus plusieurs fois nous voir, à chaque fois ils nous ont demandé ce qu'il faut faire pour changer les choses, et puis ils ne font rien.

Ils produisent des rapports que personne ne lit.

Ils ne sont pas redevables envers ma communauté et ne se préoccupent pas vraiment de ce dont nous avons besoin.

Rien ne change jamais.

V. Ce qu'on peut faire



Les participants aux séances de consultation ont à maintes reprises parlé de la nécessité de créer des communautés où les jeunes sont et se sentent appréciés, sont respectés et acceptés. Ils ont également mentionné qu'il fallait instaurer la confiance entre les gens, dans les communautés et dans les institutions, et traiter la communauté comme une famille.

Ils ont dit que les solutions rapides ne servaient à rien. Pour régler les causes de la violence chez les jeunes, il faut des mesures ciblées, durables et soutenues par le gouvernement

provincial, les communautés et d'autres organismes, qui tiennent compte de la valeur de l'action communautaire et l'appuie. Il faut également améliorer les grands systèmes, comme l'éducation, le logement, l'emploi, les loisirs, la justice pénale et les autres services qui desservent les communautés.

Ils ont également dit que pour régler les causes de la violence chez les jeunes, il fallait avant tout concrétiser les paroles, prendre des mesures concertées, durables, créatives et fondées sur les ressources.

« Mettre l'argent dans les bonnes mains fait toute la différence. Nous avons à tort tendance à donner les fonds à d'énormes institutions, mais pour aider les personnes difficiles à atteindre, il est préférable de remettre l'argent à des organismes populaires, qui peuvent s'adapter et agir immédiatement. »

Séance de Kitchener

1 Reconnaître l'importance de l'action communautaire et l'appuyer.

Le gouvernement provincial et les communautés ont la responsabilité de rallier les jeunes et de renforcer leur autonomie. Ils ont mutuellement besoin l'un de l'autre. Comme de nombreuses communautés l'ont démontré, le succès vient quand les communautés sont redevables et agissent au niveau local; les mesures que prend le gouvernement portent leurs fruits lorsque les gouvernements appuient des programmes que les communautés et les jeunes considèrent comme étant efficaces. Les communautés n'ont pas seulement besoin d'aide financière et de soutien, elles doivent également savoir que les gouvernements partagent leur philosophie, qu'ils tiennent compte de leurs besoins et de leurs conseils sur la façon de changer les choses en mieux.

a. Sensibiliser les jeunes et les communautés aux problèmes et les encourager à les résoudre.

Toute mesure visant à comprendre et à régler le problème de la violence chez les jeunes doit faire inclure les jeunes de la communauté dans la solution. Les gens qui vivent dans les quartiers en sont les atouts les plus précieux et leurs idées, réflexions, expériences et intérêt dans l'avenir

de leur quartier peuvent énormément apporter au processus.

Les participants aux séances de consultation ont souvent mis l'accent sur l'importance de faire participer les jeunes au niveau local et de faire participer les jeunes et les communautés aux

politiques provinciales. Voici quelques moyens pour y parvenir : établir un secrétariat des jeunes ou un conseil des jeunes, au sein du ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse, dont la principale responsabilité sera de planifier et de créer des modèles/outils et méthodologies d'évaluation pour les communautés, de financer des colloques organisés et dirigés par les jeunes pour faire participer des jeunes de divers quartiers à des séances axées sur l'action et sur la résolution des problèmes, et d'encourager les jeunes à participer à la conception de programmes qui leur sont destinés.

« Les habitants des quartiers doivent dire eux-mêmes ce qui ne va pas. Nous voulons de l'action maintenant. Va-t-il vraiment y avoir des changements? Car nous voulons que les choses changent; je vis dans le quartier et je veux du changement et non pas un nouveau rapport qui sera remis sur une étagère. Nous sommes là à discuter et, dans deux semaines, d'autres jeunes seront morts. »

Séance de Jane-Finch

b. Renforcer les programmes dont les quartiers disent avoir besoin

Les participants ont indiqué que leurs quartiers avaient besoin de programmes positifs et pertinents. Ces programmes ne doivent pas seulement offrir des activités récréatives, ils doivent aussi répondre

aux besoins des jeunes des quartiers en matière d'éducation, de culture, de formation professionnelle et de préparation à la vie. Cela signifie fournir un continuum de services et des programmes pour les personnes de tous les âges et à n'importe quelle étape de la vie (les parents aussi), y compris des programmes axés sur la production de revenus ou l'acquisition d'expérience, par exemple un programme d'apprentissage ou d'emploi coopératif.

On doit aussi mettre l'accent sur le mentorat. Les jeunes ont besoin d'avoir une personne dans leur vie qui leur donne de l'attention, croit en eux et les appuie. Il est important de connecter les jeunes avec des mentors de leur âge et de les faire participer à des séances en tête-à-tête avec des adultes et des modèles plus âgés. C'est particulièrement important pour les jeunes difficiles à atteindre. Il faut également des programmes pour aider les jeunes à se soustraire aux gangs de rue, ainsi que des programmes destinés aux jeunes qui viennent d'arriver au Canada et qui ont besoin d'une aide psychologique, car ils souffrent de stress post-traumatique et d'autres soutiens.

Les participants ont souvent parlé de la nécessité d'ouvrir des centres de jour pour les jeunes, car ce sont des endroits sûrs où ils peuvent venir avec leurs camarades après l'école pour y rencontrer des travailleurs sociaux et d'autres personnes ayant une influence positive.

c. Appuyer la prestation efficace de ces programmes

Pour faire changer les choses, il faut des fonds qui peuvent être utilisés librement et pour toutes sortes d'activités — en premier par les organismes, les programmes et les services qui produisent de bons résultats. On doit réduire la compétition entre

les organismes demandeurs de financement, afin que les organismes de services aux jeunes (surtout ceux qui sont dirigés par des jeunes) puissent se consacrer aux programmes et aux jeunes plutôt que de passer leur temps à chercher des fonds. Il est également absolument indispensable d'évaluer les organismes de services aux jeunes (ces évaluations seront effectuées par les organismes bailleurs de fonds) afin de s'assurer que les programmes et les services sont efficaces. La création d'un fonds pour encourager l'entrepreneuriat chez les jeunes a été également suggérée.

Pour que les programmes soient efficaces, il est aussi essentiel de recruter les bonnes personnes, de les rémunérer convenablement et de leur offrir des postes à long terme. Les organismes de services aux jeunes doivent engager des personnes qui peuvent s'identifier aux jeunes des quartiers, leur ressemblent, connaissent les quartiers, sont crédibles et se préoccupent de leur avenir. Ce sont des jeunes le plus souvent. Il est préférable de trouver des personnes capables de s'identifier aux jeunes et de les former que de former quelqu'un et espérer ensuite qu'il pourra établir des liens avec les jeunes.

Une prestation efficace signifie également une prestation accessible et adaptée aux jeunes. Les programmes doivent être disponibles et les jeunes doivent savoir qu'ils sont disponibles. Les participants ont également parlé de l'accessibilité aux programmes en termes de coût (gratuits ou à bas prix), de l'emplacement (l'endroit où le programme est offert), du moment (quand le programme est offert), le type de programmes offerts, etc.

2. Reconnaître l'influence que les grands systèmes ont sur les communautés et réparer ce qui doit être réparé

De nombreux participants ont parlé de la nécessité de prendre des mesures à l'échelle de la province afin de venir à bout de certains des problèmes systémiques et durables qui contribuent aux causes de la violence chez les jeunes. Ces problèmes systémiques portaient sur des facteurs comme le logement et l'infrastructure de la communauté, l'éducation et la justice pénale. Les points ci-dessous résument les recommandations formulées. On trouvera d'autres détails au sujet de ces recommandations dans les rapports individuels se rapportant à chaque séance de consultation des gens des quartiers.

a. Logement et infrastructure de la communauté.

Ils'agit d'améliorer les conditions de vie des personnes qui vivent dans des logements subventionnés et d'étudier des moyens de reconstruire les logements sociaux et de faire en sorte que les habitants des logements sociaux vivent aux côtés de personnes à revenu moyen. Cela signifie également installer plus de lampadaires et de dispositifs de sécurité et modifier la perception que les gens ont des quartiers (p. ex., en envisageant de les appeler autrement).

b. Organismes de services sociaux. Il faut allonger les heures et réduire les listes d'attente des organismes de services aux jeunes, et créer davantage de partenariats ou des coalitions efficaces entre les organismes de services aux jeunes pour que ceux-ci obtiennent l'aide dont ils ont besoin au moment voulu. Il serait utile de faire cohabiter

plusieurs services destinés aux jeunes à l'intérieur du même bâtiment. On doit également créer des programmes de formation tenant compte des différences culturelles (questions interculturelles et de racisme à l'endroit des Noirs) à l'intention des personnes appelées à traiter avec des jeunes de cultures diverses.

c. Emploi. Les mesures comprennent l'augmentation du salaire minimum et un plus grand nombre de programmes d'apprentissage ou d'emploi coopératif.

d. Immigration. Cela comprend une aide à l'établissement aux jeunes immigrants, une aide psychologique à ceux et celles qui souffrent de stress post-traumatique, et des soutiens pour les nouveaux parents immigrants qui ont besoin que l'on reconnaisse leurs titres de compétences obtenus à l'étranger.

e. Éducation. Les programmes qui produisent des résultats positifs dans le système d'éducation ont besoin d'appui et de renforcement, par exemple le programme Passeport pour ma réussite et d'autres programmes d'éducation alternative, la participation des élèves, les programmes anti-intimidation et les uniformes à l'école (pour éviter les problèmes liés à la possession de biens matériels et aux jeunes qui portent des couleurs associées à un gang). Les mesures anti-intimidation mises en place dans une école élémentaire se sont traduites par une réduction de 25 % du montant de suspensions.

Voici quelques autres recommandations importantes présentées par les participants : faire preuve de plus de souplesse, placer plus de travailleurs sociaux et de conseillers dans les écoles, modifier la *Loi sur la*

sécurité dans les écoles et accroître le nombre d'options d'études postsecondaires pour les jeunes qui ne souhaitent pas aller au collège ou à l'université. Il faut aussi recruter plus d'enseignantes et d'enseignants auxquels les jeunes peuvent s'identifier et qui ont l'intérêt des jeunes à cœur (« les enseignants qui me ressemblent comprennent ma culture »), et mettre fin à la discrimination — ce n'est pas parce qu'un ou une jeune vient d'une culture différente qu'il ou elle ne doit pas avoir les mêmes possibilités que les autres, surtout dans le domaine des études postsecondaires.

Finalement, un certain nombre de personnes ont parlé de l'importance de faire des écoles des carrefours communautaires.

f. Police. Il faut améliorer la formation professionnelle des agents de première ligne, leur faire suivre une formation sur la diversité, la sensibilité culturelle, l'anti-discrimination et le service à la clientèle. Il faut engager davantage d'agents de police issus des minorités ethniques afin que la police reflète la population. Il est également important de financer un plus grand nombre d'agents de police communautaire dont la tâche serait d'aller dans les écoles et d'établir des liens avec les jeunes, et de limiter leur roulement dans certains quartiers pour leur donner le temps de nouer des liens avec les jeunes. La police doit réagir plus rapidement quand des jeunes appellent et on devrait mieux informer les jeunes sur le programme Échec au crime (222 TIPS); beaucoup de jeunes croient que la police viendra chez eux leur remettre un chèque au vu et au su du quartier.

g. Système de justice pénale. Le système de justice doit se concentrer davantage sur la prévention que sur la punition. On doit investir dans d'autres solutions que l'emprisonnement; comme certains l'ont dit : « Construire une super-prison pour les jeunes n'est pas la solution ». Il faudrait créer plus de programmes de déjudiciarisation et de justice réparatrice; on devrait aussi tout essayer pour éviter que les jeunes aillent en cour et les placer plutôt dans des programmes de justice réparatrice. On a besoin de davantage de programmes d'aide psychologique aux victimes et aux contrevenants et de programmes de soutien pour les jeunes qui sortent de prison.

h. Média. Les médias doivent cesser de glorifier la violence et de stéréotyper et de stigmatiser les communautés et les jeunes. On doit mettre en évidence les choses positives qui se produisent dans les communautés.

i. On doit régler les défis uniques auxquels font face les jeunes des petites localités, des localités isolées et des communautés des Premières nations du Nord. On compte 90 communautés des Premières nations éparpillées dans le Nord de l'Ontario, une région qui recouvre les deux tiers de la province. Les communautés sont séparées par de grandes distances, sont peu peuplées et sont souvent accessibles seulement par avion. Les écoles des localités éloignées s'arrêtent à la 8^e année, ce qui signifie que les jeunes Autochtones doivent quitter leur domicile s'ils souhaitent aller au-delà de la 8^e année. Ces jeunes de 13 ans qui partent de chez eux pour aller dans des centres urbains faire leur 9^e année ont besoin de beaucoup de soutien.

j. Le gouvernement. Les participants ont mentionné à maintes reprises l'importance d'éliminer les cloisonnements administratifs entre les ministères et les départements offrant des services aux jeunes, car une communication, une coordination et des partenariats améliorés se traduiront par de meilleurs services pour les jeunes et les communautés. On a également suggéré que la province désigne une personne chargée de régler les questions relatives à la violence et à la criminalité chez les jeunes. On a aussi mentionné la nécessité pour les gouvernements de respecter leurs promesses — Les gouvernements doivent poursuivre leurs actions jusqu'au bout.

Enfin, nombre des recommandations portaient sur l'importance d'affecter des intervenants auprès des jeunes et sur le rôle important de la province, qui doit offrir des programmes de formation précis et complets destinés aux intervenants auprès des jeunes.

VI. Conseil sur la façon d'appliquer ces conseils

Toutes les séances de consultation des gens des quartiers ont étudié le processus en profondeur, y compris les conseils et les demandes se rapportant au rôle, aux responsabilités et à l'approche des coprésidents et de leur équipe. Bon nombre de participants ont souligné les points suivants :

- Ils aimeraient que les habitants des quartiers et communautés soient informés du travail de l'Examen et puissent y participer.
- Les habitants des quartiers doivent envisager le rapport avec optimisme.
- Le rapport doit être mis à la disposition des communautés et ne pas les stigmatiser davantage.
- Les habitants des quartiers aimeraient pouvoir dire que le rapport de l'Examen a tenu compte de toutes leurs recommandations.
- Si les recommandations de l'Examen ne peuvent pas être mises en œuvre rapidement, les participants souhaitent être informés de ce qui se passe et de la façon dont les ressources sont utilisées.

Les participants ont fourni les conseils supplémentaires suivants sur les prochaines étapes à prendre dans le cadre de l'Examen :

S'approprier le processus et faire preuve d'ouverture, de responsabilité et d'engagement. Beaucoup de participants ont demandé que les coprésidents s'engagent à produire

un rapport qui contient des recommandations et présente un plan d'action établi en fonction des priorités et qui sera mis en place de manière graduelle selon un échéancier

précis. Ils aimeraient également que le premier ministre donne suite à l'Examen en s'engageant à mettre en œuvre les recommandations qui seront approuvées.

Continuer à faire participer les jeunes et les communautés à l'Examen. Les coprésidents de l'Examen devraient inviter les jeunes lorsque le rapport de l'Examen sera présenté au premier ministre, afin

de souligner leur contribution considérable à l'Examen et de montrer qu'eux aussi sont responsables des résultats produits. Il a été suggéré que les coprésidents organisent une conférence de presse afin de présenter le rapport au grand public (l'idéal serait qu'une telle conférence ait lieu dans chacun des huit quartiers visités), puisque l'Examen portait sur les causes de la violence chez les jeunes. Un certain nombre de participants ont demandé que les coprésidents reviennent dans chaque quartier afin de présenter les grandes lignes de leurs recommandations avant de remettre le rapport au premier ministre.

Continuer à faire participer les gens au travail associé aux recommandations. Pour certains participants, ce qui résultera de l'Examen n'aura pas beaucoup d'importance puisque les communautés continueront de faire leur travail.

« L'action positive est le meilleur antidote à la frustration. »

Paul Ifayomi Grant (séance SLAM)

D'autres encore ont dit que l'Examen pourrait contribuer à renforcer les quartiers en définissant ce que les gens peuvent faire eux-mêmes grâce à l'Examen et en les mobilisant.

Annexe :

Liste des participants

La liste suivante énumère la majorité des quelque 400 participants aux séances de consultation des gens des quartiers, qui comprennent plus de 200 jeunes et 130 organismes. On a assuré à tous les participants que leur anonymat serait préservé. Cette liste n'est fournie qu'à titre d'information, pour donner une idée de l'ampleur des consultations.

Action For Neighbourhood Change

Activiste communautaire

African Canadian Legal Clinic, travailleur communautaire

Agent immobilier, Scarborough

Agincourt Community Centre, directeur général et coordonnateur des services aux jeunes

Alliance for Children and Youth

Animateur et directeur général

Aumônier islamique

Avocat - Bureau du procureur général – droit civil

Avocat – défense pénale

Bay Mills, travailleur d'approche

Blacus Ninja Inc., artiste hip-hop

Borden B.T.I, trois jeunes

Breakaway Relief Care

Breaking The Cycle Gang Exit Program, directeur général

Britannia Woods Community House, 11 jeunes, intervenant auprès des jeunes et directeur général

C.L.A.S.P. (Community and Legal Aid Services Program), directeur

C.W. Jeffreys CI - Stay Connected Program

Cameron Heights CI, Working Against Youth Violence Everywhere

Carefirst Chinese Youth Program, directeur général et coordonnateur des services aux jeunes

Central Toronto Youth Services

Centre de détention Hamilton Wentworth

Centre de toxicomanie et de santé mentale (CAMH), éducation et promotion de la santé

Centre de toxicomanie et de santé mentale (CAMH), Tribunal de la santé mentale

Centre de toxicomanie et de santé mentale, thérapeute-chef, toxicomanie, également membre de LGBTQ

Chef d'un conseil municipal

Chercheur

Chester Le, jeunes résidents

Children's Centre

Choices for Youth

Club garçons et filles, Scarborough-Est, responsable, jeunesse

Club garçons et filles, Scarborough-Est, travailleur d'approche provincial auprès des jeunes

Clubs garçons et filles, directeur général et intervenant auprès des jeunes

Collège Centennial, conseiller et étudiant

Collège Centennial, étudiant stagiaire

Collège George Brown, étudiant stagiaire

Collège George Brown, programme B.E.S.T, étudiant stagiaire

Collège Humber, étudiant stagiaire	Jeune – Collège George Brown
Collègue Algonquin, professeur	Jeune – danseur à temps partiel
Community Self led	Jeune – décrocheur
Conflict Mediation Services Downsview	Jeune - éducation alternative
Coordonnateur de l'éducation	Jeune – éducation alternative
Dennis Franklin Cromarty High School, consultation des élèves, six élèves	Jeune – élève d'école secondaire
Dilico Child and Family Services, intervenant auprès des jeunes	Jeune – en traitement
Dilico/Children's Aid	Jeune – étudiant à l'école de police
Downtown Community Centre, coordonnateur des services aux jeunes	Jeune – étudiant au collège Confederation
Drop In Services, responsable du programme d'alimentation	Jeune – étudiant d'université
École élémentaire, deux jeunes	Jeune – étudiant d'université
Écoles publiques de Lakehead	Jeune – étudiant dans un programme d'éducation coopérative faisant du travail communautaire
Elevated Grounds, jeune et parents	Jeune – étudiant de collège
Élève d'école secondaire	Jeune – étudiant en mécanique automobile
Evergreen Action for Neighbourhood Change	Jeune - Hillcrest High School
FGDM (Family Group Decision Making) et Stride, coordonnateur du programme	Jeune – inscrit dans une école spéciale
Firmfaith Ministries, chef religieux	Jeune – mère célibataire
Gate Way Café, travailleur, services d'emploi	Jeune – programme d'éducation de l'enfance en difficulté
Glendower, travailleur d'approche	Jeune – stagiaire en informatique
Grand River Hospital Mental Health	Jeune faisant partie d'un programme TCHC
Griffin Centre	Jeune sans emploi
Habitants des huit quartiers visités (aucun nom fourni)	Justice communautaire
Hinks Dellcrest	Justice for Dustin
Initiatives de justice communautaire, coordonnateur du programme Resolve	JVS Toronto, étudiant stagiaire
Involve Youth	JVS Toronto, programme G.E.D.
Jamaican Canadian Association	JVS Toronto, Youth Reach
Jane-Finch.com	Kitchener-Waterloo Counselling, OK2BME
Jeune – ancien membre de gang	Kitchener-Waterloo Sexual Assault Support Centre, membre du public
Jeune – ancien président du conseil des jeunes d'un Club garçons et filles	L'Amoreaux Community Centre, directeur général et coordonnateur des services aux jeunes
Jeune – chanteur dans un groupe de rock	
Jeune – Collège Confederation	

Leader communautaire musulman	Salvadoria Canadian Community of Waterloo Region
Leave Out Violence	Salvation Army Church, avenue Birchmount, coordonnateur des services aux jeunes
Maire de Thunder Bay	San Romanoway Revitalization Association
Maplewood High School, directeur d'école adjoint	Scarborough CAN (Civic Action Network)
Margaret Best, députée provinciale de Scarborough-Guildwood, personnel de bureau	Sécurité publique et Protection civile Canada, chercheur
Mary Ward Catholic Secondary School, directeur d'école	Service Canada, superviseur
Mary Ward Catholic Secondary School, élèves	Service correctionnel du Canada, stagiaire
Mécanicien automobile local	Service de police d'Ottawa, agent de liaison communautaire
Mennonite Immigrant New Life Centre, directeur général	Service de police d'Ottawa, détective, unité des jeunes
Mennonite Immigrant Resource Centre – avenues Birchmount et Sheppard, directeur général	Service de police d'Ottawa, sergent d'état-major, unité des jeunes
Mères, trois mères célibataires	Services de police de Thunder Bay
Midnight Basketball at Michelle Heights, cinq jeunes	Services de police de Thunder Bay, chef de police
Nishnawbe Aski Legal Services Corp.	Shop Community Initiative
Nishnawbe Aski Nation	Sir Robert L. Borden High School, conseiller d'orientation professionnelle
Nishnawbe Aski Nation, Alvin Fidler, grand chef adjoint	Sir Winston Churchill Collegiate Vocational Institute, sept élèves
Ottawa Probation, trois membres du personnel de l'unité responsable de la jeunesse	Société Elizabeth Fry du N-O de l'Ontario
Ottawa Youth Gangs Working Group, président	Société John Howard, aide postpénale communautaire
Ottawa Youth Justice Services Network, président	Somali Youth Basketball League, 14 jeunes
P.E.A.C.H., travailleur d'approche auprès des jeunes	SouthCore Improvement Committee
Pinecrest Queensway Community Health Services, 13 jeunes	St. Mary's
Pinecrest Queensway Community Health Services, quatre intervenants auprès des jeunes	St. Patrick High School, 25 élèves
Por Amor, co-directeur	St. Paul's High School, directeur d'école
Prévention du crime, conseil d'administration	St. Stephen's Community House, animateur
Probation et libération conditionnelle	Stephen Leacock Collegiate Institute, directeur d'école
Ray of Hope	Stephen Leacock Collegiate Institute, élèves
Regional Multicultural Youth Centre	Storefront Services, responsable et coordonnateur bénévole
Revive, coordonnateur du programme	Storefront Services, travailleur communautaire
ROOF (Reaching Our Outdoor Friends), Kitchener	Sweda Inc., travailleur communautaire à temps partiel
	Thunder Bay Indian Friendship Centre
	Thunder Bay Shelter House

Thunder Bay Shelter House, jeune ancien membre de gang de rue
Timothy Eaton Secondary School, directeur d'école
Timothy Eaton Secondary School, élèves
Timothy Eaton Secondary School, enseignant
Toronto Community Housing (Orton Park), gestionnaire immobilier
Toronto Community Housing, agent de promotion de la santé
Toronto Community Housing, chef de la sécurité
Toronto Community Housing, coordonnateur des loisirs
Toronto Community Housing, responsable
Toronto Community Housing, travailleur communautaire
Toronto District School Board, enseignant
Toronto District School Board, Youth Boost – programme de préemploi
Toronto Parks & Recreation, gestionnaire de Curran Hall et travailleurs auprès des jeunes
Toronto Police Services, Division 31, agents CPLC
Toronto Police Services, Division 42, agent des relations avec la communauté/programme des jeunes
Toronto Public Library – services aux enfants
Toronto Social Planning Council - planificateur communautaire
Toronto Victim Services
Travailleur d'approche auprès des jeunes
Travailleur d'approche provincial auprès des jeunes
Tropicana
United Sisters, huit jeunes femmes
United Way of Kitchener-Waterloo and Area
United Way of Thunder Bay
Université Carleton, deux professeurs et un chercheur
Université d'Ottawa, deux chercheurs
Université de Toronto, deux étudiants
Université Ryerson, criminologue
Université York, étudiant

Urban Aboriginal Strategy
Ville d'Ottawa, Parcs et loisirs
Ville de Kitchener, Downtown Community Center
Ville de Kitchener, Youth Council
Ville de Toronto, animateur communautaire, personnel des parcs et loisirs, travailleur d'approche auprès des jeunes, unité de l'aménagement urbain, sécurité communautaire
Ville de Toronto, conseiller municipal, quartier 39
Ville de Toronto, Steeles-L'Amoreaux, travailleur d'approche communautaire
Ville de Waterloo
Waterloo Catholic District School Board, enseignant
West Hill Community Services, intervenant auprès des jeunes et responsable
Westgate High School, élève
William Creighton Centre
William Hayes Centre, cinq jeunes sous garde en milieu fermé
Woodroffe High School, cinq jeunes
Woodroffe High School, directeur d'école
Woodroffe High School, enseignant
YAY (Youth Assisting Youth)
Y-Connect
YMCA Employment Centre
Youth Centre Volunteers, deux adultes
Youth Job Action Centre
Youth Services Bureau, directeur général
Youthinc. JVS Toronto
Youthlink, travailleur d'approche provincial
YouthScape
54 jeunes (sans affiliation particulière)



Section 3 :

Une volonté d'action :

rapport rédigé par des jeunes sur nos revendications et nos propositions en vue de remédier aux causes profondes de la violence dans nos communautés

Préparé par Aleph Abebe et Craig Fortier avec le soutien de jeunes et du personnel du collectif Grassroots Youth Collaborative

Table des matières

Le collectif Grassroots Youth Collaborative	107
« From the Roots Up! »	108
Le Secrétariat de l'examen des causes de la violence chez les jeunes	109
Le processus de recherche	110
« Alternative Thoughts, Alternative Action '08 and Beyond »	114
Éducation	117
Criminalisation	123
Situation économique et possibilités	129
Espace	135
Revendications	139
• Éducation	139
• Criminalisation	142
• Situation économique et possibilités	145
• Espace	148
Références	151

Le collectif Grassroots Youth Collaborative

Le collectif Grassroots Youth Collaborative (GYC) a été formé en mai 2004 pour proposer des politiques qui donnent aux jeunes l'occasion d'avoir voix au chapitre et de contribuer à leurs communautés. Nous sommes un collectif d'organismes de jeunes de races et de cultures diverses qui travaillent au sein de communautés sous-desservies, à faible revenu, racialisées et marginalisées, où la violence (en particulier la violence chez les jeunes) retient régulièrement l'attention des médias. Les programmes de nos organismes membres atteignent et mobilisent des jeunes qui participent rarement aux programmes traditionnels qui leur sont destinés.

À la date de publication, le collectif GYC se composait de 11 organismes membres : 4Unity Media Arts Association (4Unity), Beatz to Da Streetz, Canadian-Tamil Youth Development Centre (CANTYD), For Youth Initiative (FYI), Phase 1 Step Team, Rathburn Area Youth (RAY), Regent Park Focus, The REMIX Project, Schools Without Borders (SWB), la Somali Youth Association of Toronto (SOYAT) et le Young Diplomats Ethiopian Youth Development Group.

Le GYC veut renforcer les capacités des jeunes dans la ville de Toronto et élaborer des solutions aux problèmes et aux obstacles dans nos communautés. Notre collectif a été créé en 2004 alors que les organismes de jeunes se débattaient pour maintenir services et programmes après près de dix ans de sombres compressions dans le financement des organismes de services sociaux. Les compressions ont touché la plupart des grands organismes traditionnels, qui ont commencé à dépendre davantage du financement de projets plutôt que du financement de base. Toutefois, les

organismes populaires de jeunes ont été plus gravement touchés, et un grand nombre d'entre eux étaient sur le point de disparaître.

Le GYC s'est formé pour rompre l'isolement et aplanir les obstacles sociaux, culturels et politiques qui empêchent les jeunes de prendre le contrôle de leurs propres communautés et de leur vie. Le travail du GYC se centre sur trois grands thèmes : (1) le partage des ressources et le renforcement des capacités pour les organismes de jeunes de la ville de Toronto; (2) la collecte de fonds pour les organismes de jeunes de la ville de Toronto; (3) la défense des droits et intérêts, la recherche et l'action à l'égard des problèmes sociaux que connaît la jeunesse de nos communautés.

« From the Roots Up! »

En mars 2006, le GYC a organisé un forum de deux jours dirigé par des jeunes sur le thème de l'établissement de communautés sûres et en santé et intitulé « From the Roots Up! A Youth-Led Forum on Building Safe & Healthy Communities ». Cet événement a rassemblé 250 jeunes provenant des communautés racialisées et marginalisées dans lesquelles nous travaillons et résidons pour débattre de revendications concrètes en matière de politiques en vue d'améliorer la qualité de vie dans nos communautés. Il a mené à un rapport et à un documentaire présentant les problèmes fondamentaux auxquels sont confrontés les jeunes de la région du grand Toronto (RGT) ainsi que les réponses et les recommandations en matière de politiques qui ont été proposées par les participants à tous les ordres de gouvernement.

Voici certaines des principales recommandations émanant de ce processus :

- Coordination entre tous les ordres de gouvernement (fédéral, provincial et municipal) en vue d'un travail avec les communautés et de la mise en œuvre de programmes durables qui s'attaquent aux causes profondes de la violence dans nos communautés (pauvreté, racisme, manque de possibilités d'emploi intéressantes, droits des Autochtones, droits des migrants, etc.)
- Accorder moins d'importance aux services de police et au maintien de l'ordre et se centrer davantage sur des politiques communautaires holistiques qui aident à bâtir les collectivités
- Proposer aux jeunes davantage de possibilités d'emploi intéressantes au sein de la fonction

publique afin de les aider à bâtir et à soutenir leurs communautés

- Modifier le curriculum du cycle secondaire de l'Ontario en s'éloignant des perspectives eurocentriques et en englobant les histoires, les récits et la résistance des communautés provenant des Caraïbes et des peuples autochtones, africains, asiatiques et sud-américains au Canada
- Abroger les lois sur la sécurité dans les écoles et dans les rues, qui prennent toutes deux pour cible et criminalisent la jeunesse pauvre, autochtone et de couleur dans les écoles et dans la rue
- suspendre immédiatement le financement et la construction du « Centre de jeunes de Toronto » à Brampton, en Ontario, et ne plus privilégier l'incarcération, mais s'orienter vers des programmes de taille plus réduite axés sur la garde ouverte et la déjudiciarisation, comme le suggère le rapport Meffe.

Le 3 avril 2006, le GYC a présenté ses recommandations à une délégation de 50 représentants de divers ordres de gouvernement. Depuis lors, il a continué de travailler à la mise en œuvre de toutes les recommandations figurant dans le rapport découlant du forum.

Le Secrétariat de l'examen des causes de la violence chez les jeunes

En octobre 2007, le GYC et les membres du personnel du Secrétariat de l'examen des causes de la violence chez les jeunes ont commencé à débattre du mode de collaboration que les deux parties pouvaient adopter pour compiler les résultats de la recherche et mettre de l'avant les perspectives des participants et des membres du GYC en vue de s'attaquer sérieusement aux problèmes à l'origine de la violence dans nos communautés.

Lassés par l'immobilisme qui avait suivi le processus From the Roots Up! en 2006, de nombreux membres du GYC craignaient de s'engager de nouveau dans un processus de recherche à caractère consultatif qui ne soit pas centré sur l'adoption de mesures dans l'intérêt de la communauté. Au cours de nos discussions, les membres du GYC ont cité de nombreux exemples de l'inaction gouvernementale qui a fait suite à des rapports commandés (comme ceux de la Commission royale sur les peuples autochtones et de l'enquête de 2006 sur l'affaire Meffe). Ils voulaient s'assurer que tout travail destiné à soutenir l'Examen des causes de la violence chez les jeunes et le rapport connexe aurait des répercussions positives et pragmatiques dans nos communautés.

Après avoir mené de sérieuses discussions et obtenu du personnel du Secrétariat l'assurance que les coprésidents Roy McMurtry et Alvin Curling étaient déterminés à s'attaquer aux problèmes sociaux qui touchent nos communautés, le GYC a accepté de proposer un projet au Secrétariat. Notre projet nous permettrait de faire de la recherche, de mobiliser des membres de la communauté et de présenter au gouvernement de l'Ontario un plan d'action clair pour remédier aux problèmes sociaux graves auxquels nos communautés sont confrontées.

En novembre 2007, le GYC a présenté sa proposition, acceptée après une rapide discussion par le Secrétariat de l'examen des causes de la violence chez les jeunes. Elle prévoyait trois grands axes :

1) Documenter l'expérience

- a. Parcourir les publications des organismes de jeunes sur les causes sous-jacentes de la violence chez les jeunes.
- b. Collaborer à des projets de recherche parallèles.

2) Organiser des séances de travail communautaires sur les obstacles et les solutions

- a. Travailler avec les communautés et les quartiers pour réaliser une analyse approfondie des problèmes à l'origine de la violence dans nos communautés et des solutions concrètes proposées par les jeunes pour les régler.
- b. Obtenir de la rétroaction sur l'exactitude et la pertinence des renseignements recueillis et de la recherche locale et internationale.
- c. Étudier ce qui est dit et par qui concernant les causes de la violence et commencer à cartographier les solutions proposées.

3) Formuler des recommandations

- a. Formuler dans les domaines suivants des recommandations à partir des résultats de la recherche :
 - i. des stratégies conçues par des jeunes à l'appui de communautés sûres et en santé;
 - ii. le soutien aux initiatives dirigées par des jeunes et aux efforts communautaires;

- iii. l'apport de changements structurels qui amélioreront les conditions influant sur la violence dans nos communautés.
- b. Présenter des recommandations depuis les perspectives d'une jeunesse diverse dans la ville de Toronto. Pour garantir qu'elles seront axées sur des mesures concrètes, y inclure des stratégies immédiates, à moyen terme et à long terme et des mesures d'évaluation simples.

Le processus de recherche

Après avoir présenté leur projet, les représentants du GYC ont rencontré Roy McMurtry et Alvin Curling, coprésidents de l'Examen des causes de la violence chez les jeunes, pour débattre de la recherche et pour préconiser un processus inclusif, transparent et axé sur l'adoption de mesures concrètes.

M. McMurtry a souligné que le *processus* de réalisation de la recherche serait le produit de ce travail. Autrement dit, les moyens que nous employons pour commencer à faire face aux problèmes à l'origine de la violence dans nos communautés sont aussi importants que les objectifs que nous cherchons à atteindre. Le GYC a dès le départ mis l'accent sur le processus à l'occasion de notre travail dans les communautés, et nous sommes encouragés par le fait que M. McMurtry reconnaisse son importance.

La présente section définit certaines questions fondamentales liées au processus que le GYC a jugé importantes dans la réalisation de la recherche auprès des jeunes racialisés et marginalisés, ainsi que pour nos expériences dans le cadre de l'Examen des causes de la violence chez les jeunes. Elle vise à apporter d'importantes réflexions sur notre vécu en qualité de membres du personnel et de participants des organismes de jeunes dans le contexte de cette étude. Pour faire réellement du processus même le produit de cette recherche, nous devons souligner l'importance de l'établissement de communications ouvertes et publiques et d'une culture de respect dans la collaboration entre les communautés directement concernées et les études gouvernementales réalisées en vue d'élaborer et de mettre en œuvre des mesures législatives en matière de politique sociale.

Échéances et contexte

Les travaux de l'Examen des causes de la violence chez les jeunes doivent être compris dans le contexte du climat social et politique dont l'Examen est issu. Comme suite au meurtre de Jordan Manners au printemps 2007, le gouvernement de l'Ontario et l'administration fédérale ont mis en œuvre des politiques réactionnaires cherchant à répondre par un programme de répression du crime à une « augmentation perçue du nombre de crimes violents » parmi les jeunes de la ville de Toronto :

- Le 27 juillet 2007 : le premier ministre McGuinty annonce l'affectation de 26 millions de dollars et le recrutement de 200 policiers afin de « lutter contre la criminalité liée aux armes à feu ».
- Le 6 décembre 2007 : le premier ministre McGuinty annonce une stratégie de 51 millions de dollars consacrée à la lutte contre les armes à feu et les bandes criminalisées, qui prévoit de renforcer les activités de maintien de l'ordre à cet égard dans la ville de Toronto.
- Construction de la super-prison pour jeunes « Roy McMurtry », à un coût de plus de 100 millions de dollars, à l'encontre des recommandations du rapport publié en 2006 à l'issue de l'enquête sur l'affaire Meffe.

Plus récemment, le gouvernement conservateur fédéral a adopté le projet de loi C 2, la *Loi sur la lutte contre les crimes violents*. Cette loi imposera des conditions plus strictes de mise en liberté, des peines d'emprisonnement minimales pour les jeunes contrevenants et des peines plus sévères pour les crimes commis au moyen d'armes à feu, la conduite en état d'ivresse, etc. Ce projet de loi omnibus a été adopté sans pratiquement aucun débat public ni aucune étude à long terme démontrant

l'efficacité de mesures de ce genre (des mesures désormais considérées désuètes et inefficaces dans un grand nombre d'États américains).

En guise de contrepoids à ce programme de répression du crime, le premier ministre de l'Ontario Dalton McGuinty a entrepris de réaliser des recherches sur les politiques qui viseraient les problèmes à l'origine de la violence chez les jeunes. Une allocation de 15 millions de dollars (sur trois ans) au Fonds Action Jeunesse a été annoncée, et le Secrétariat de l'examen des causes de la violence chez les jeunes a été créé.

Les « causes profondes » (c. à d., la pauvreté, la transplantation, le racisme, le profilage racial, l'enseignement eurocentrique, la pénurie de logements abordables, le manque d'emplois ou de débouchés intéressants), définies depuis plusieurs dizaines d'années par les défenseurs de la justice sociale, les membres des communautés et les organismes populaires, ont été essentiellement négligées ou exacerbées par les politiques gouvernementales (en particulier depuis l'époque de Mike Harris). On ne s'y est pas attaqué avec l'urgence qui a marqué l'investissement par le gouvernement de centaines de millions de dollars dans le complexe industriel carcéral.

Par conséquent, un plan d'action global pour remédier aux problèmes à l'origine de la violence chez les jeunes devrait inclure la multitude de recherches, d'études et de rapports publiés par les organismes populaires au cours des dix dernières années. Malgré leurs contraintes de temps et leurs ressources limitées, ces petits organismes communautaires ont fait des centaines de contributions importantes et opportunes à la lutte contre des problèmes qui nuisent au bien-être de leurs communautés, mais dont la plupart des organismes gouvernementaux ont fait très peu de cas. On a constaté encore moins d'intérêt à l'égard de stratégies de mise en œuvre coordonnées et complètes, organisées entre les trois ordres de

gouvernement, en vue de résoudre certains des principaux problèmes sociaux qui sous-tendent les causes de la violence dans nos communautés.

La durée de l'Examen des causes de la violence chez les jeunes avait été fixée à un an. Toutefois, le GYC disposait de moins de 12 semaines (après la signature de l'entente). Même si notre collectif estimait important de contribuer à cette initiative de recherche, les contraintes de temps ont considérablement limité l'ampleur et l'intégralité du processus et de la recherche. Le GYC aurait préféré avoir davantage de temps pour réaliser cette recherche et présenter son avis sur des questions de politique, pas simplement au cours d'une période de politique réactionnaire, mais *tout au long d'initiatives de planification de politiques sociales à long terme.*

Transparence et confiance

Le GYC défend ardemment la transparence et l'ouverture lors des processus de consultation et de recherche au sein de la communauté. Nous considérons que les administrations ont trop souvent tendance à brouiller les cartes et à bureaucratiser et orienter la recherche de manière à ce que les résultats reflètent l'idéologie politique du gouvernement au pouvoir. Ce manque de transparence peut se manifester de nombreuses manières concrètes :

- des retards au niveau de l'annonce aux communautés de la tenue d'une initiative de recherche les concernant directement;
- le recrutement de personnel chargé des recherches ayant une expérience communautaire minime, voire inexistante, auprès des gens directement concernés par l'étude à mener;
- l'absence d'une pleine divulgation de l'information qui serait jugée importante ou pertinente pour les communautés participant au processus de recherche;

- la place prépondérante donnée aux obligations et à la bureaucratie et le peu d'importance accordée à l'urgence et aux réalités sociales des communautés qui entreprennent la recherche;
- l'insuffisance des ressources allouées aux communautés ou la passation de contrats avec des « spécialistes de la recherche » au détriment des personnes directement concernées par les questions à l'étude.

Le Secrétariat de l'examen des causes de la violence chez les jeunes a tenté de régler certaines des questions de transparence et de confiance au cours de nos réunions initiales. Il a pris contact avec le GYC à l'amorce du processus et a maintenu des communications assez régulières avec notre personnel et nos membres tout au long de l'initiative. Le Secrétariat a par ailleurs financé la contribution du GYC à la recherche. Le travail réalisé par le personnel pour comprendre de manière approfondie les problèmes auxquels sont confrontées les communautés et sur lesquels portait la recherche est à prendre en compte, malgré les contraintes de temps considérables et l'insuffisance du financement nécessaire à la réalisation d'une étude complète englobant réellement et plus amplement les problèmes touchant la jeunesse ontarienne.

Bien que ce travail par le personnel du Secrétariat ait contribué à établir des relations de travail avec le GYC, les travaux de McMurtry et Curling étaient entachés de problèmes évidents de transparence et de confiance qui ont directement nui à notre capacité à réaliser à titre de collectif des recherches significatives et à croire que nos travaux et les opinions des participants à notre programme seraient pris au sérieux par le gouvernement et les coprésidents chargés de présenter ces travaux de recherche.

Tout d'abord, il nous semble que l'un des coprésidents de cette étude, Roy McMurtry, ancien juge en chef de l'Ontario,

manquait d'impartialité, car il avait en juillet 2007 autorisé le gouvernement de la province à donner son propre nom à la super-prison pour jeunes en construction à Brampton. Le complexe du Centre de jeunes Roy McMurtry, un établissement de garde de 192 lits en milieu fermé pour jeunes prisonniers, va à l'encontre des recommandations issues de l'enquête sur l'affaire Meffe, qui s'est traduite par la fermeture du Centre d'évaluation des jeunes de Toronto après le suicide de David Meffe en 2002. La principale préoccupation du GYC relativement à ce lien entre la super-prison pour jeunes et M. McMurtry est la contradiction directe entre la construction de la prison et une recommandation expresse de l'enquête Meffe. De ce fait, nous nous inquiétons de la possibilité que, de la même façon, on ne fasse aucun cas des recommandations issues de ce processus de recherche.

En deuxième lieu, le personnel du Secrétariat, tout en étant réellement intéressé par l'analyse, dans le cadre de l'étude, des idées et des expériences des jeunes racialisés et marginalisés, n'avait pas établi de liens de confiance à long terme avec les communautés dans lesquelles il voulait réaliser la recherche. Le processus visant à apporter des changements concrets à long terme dans nos communautés doit comprendre un engagement à long terme des fonctionnaires à soutenir les communautés et à travailler avec elles de manière continue pour définir les problèmes auxquels elles sont confrontées.

Un mandat clair, la collaboration et l'action

Au fil des ans, les organismes de jeunes ont rarement vu des gestes concrets dans la mise en œuvre des recommandations et des initiatives en matière de politique proposées par les membres de la communauté. Malgré la profusion de consultations, de forums et de recherches, les administrations (fédérales, provinciales ou municipales) ont pris peu de mesures illustrant un mandat clair et un engagement réel à

travailler avec les communautés pour appliquer des politiques qui auraient des répercussions constructives à long terme.

Cette inaction contraste fortement avec les mesures réactionnaires qui suivent souvent rapidement une fusillade dans un lieu public ou un crime impliquant des jeunes de couleur. Plus précisément, des mesures comme l'accroissement des budgets pour les forces de police, les groupes d'intervention contre les bandes criminalisées et les armes à feu et la construction de la super-prison pour jeunes Roy McMurtry ont toutes été mises en œuvre sans ample consultation communautaire ni aucune recherche à l'appui, voire (dans le cas de la super-prison) à l'encontre de la recherche existante et des recommandations issues d'une enquête publique. La nature instable et contradictoire de la législation relative au système de justice pour les jeunes a mené à un manque de confiance de la communauté à l'égard de la volonté du gouvernement de mettre en œuvre des orientations politiques durables qui aideraient à régler certains des problèmes sociaux fondamentaux les plus graves auxquels sont confrontées les communautés racialisées et marginalisées en Ontario.

Ce rapport, les documentaires et les forums d'action communautaire découlant du processus de recherche visent à inciter directement le gouvernement de l'Ontario et tous les partis politiques de la province à adopter des politiques et des mesures législatives à long terme qui soient durables et d'inspiration communautaire. De plus, nous adressons ce rapport directement aux membres de nos communautés comme une invitation à l'action pour veiller à ce que ces revendications du domaine politique soient mises en œuvre rapidement, efficacement et avec la participation de nos communautés.

« Alternative Thoughts, Alternative Action '08 and Beyond »

Ce document sur les causes de la violence à laquelle la jeunesse est confrontée est loin d'être un « rapport » au sens conventionnel du terme. Le GYC a été invité à participer à cet examen pour présenter directement la perspective des jeunes de nos communautés. Toutefois, nous avons décidé de ne pas appliquer la méthode éculée consistant à organiser des groupes de discussion formés de jeunes et à résumer leurs opinions dans un document. Nous considérons

Voix nouvelles

« Je suis souvent surpris par la passion, la ténacité et le professionnalisme affichés par mes pairs. Les plus grandes révolutions se sont faites sous l'impulsion des jeunes, et je crois que la seule chose nécessaire pour déclencher le même genre de changement généralisé dans nos communautés est un processus conscient d'éducation politique, par lequel les jeunes commencent à voir leurs problèmes privés comme des questions publiques et à réorienter leur attention pour passer de leurs alentours immédiats aux communautés dont ils font partie. »

*Alpha Abebe, Young Diplomats
Participante de Strategizing Minds*

que, à ce stade, une telle démarche serait irresponsable et contraire à l'éthique. La quasi-totalité des organismes membres du GYC ont, comme le collectif même (voir le document *Youth on Youth* et *From the Roots Up!*), préparé dans le passé des rapports du même genre ou reçu des fonds pour en commander. S'adresser de nouveau aux mêmes jeunes pour leur demander encore une fois de faire part de leurs expériences et de leurs frustrations alors que les recommandations des rapports antérieurs n'ont pas été mises en œuvre trahirait notre philosophie communautaire. La littérature méthodologique féministe, qui inspire de nombreuses pratiques de notre organisme, a mis en évidence des préoccupations d'ordre éthique semblables dans sa critique de la recherche occidentale dans les pays du sud. Cette recherche a été décrite comme un « pillage de données brutes aux fins d'exportation » comparable à l'exploitation par les puissances coloniales des ressources matérielles du tiers monde (Miraftab, 2004 : 596).

Le présent document réunit des extraits de rapports précédents d'organismes populaires de jeunes, dont le contenu et les recommandations sont tout aussi pertinents dans le contexte actuel qu'ils l'étaient au moment de leur publication. Nous avons également inclus des remarques faites à l'occasion de « Strategizing Minds: Alternative Thoughts, Alternative Action '08 and Beyond ». Cet événement a eu lieu le 26 janvier 2008, dans le cadre de l'Examen, en vue de rassembler des organisateurs de jeunes des communautés marginalisées et racialisées de Toronto pour une journée de collaboration et d'élaboration de stratégies. Au lieu de nous contenter d'un simple groupe de discussion, nous avons structuré ce forum sous la forme d'une réunion visant à élaborer des stratégies, de manière à ce que ce *processus* soit tout aussi important que le *résultat*. Les jeunes en provenance d'une grande variété d'organismes rassemblés

pour cet événement étaient tous des entrepreneurs sociaux et des organisateurs communautaires exceptionnels qui avaient défini les causes profondes de la violence parmi les jeunes et avaient commencé à s'y attaquer bien avant que ce rapport soit commandé. Cette réunion de premier plan a mené à d'excellentes stratégies concernant la voie que nos communautés peuvent emprunter pour continuer de s'attaquer aux problèmes influant directement sur la violence et l'oppression dans nos communautés, et le rôle que les divers ordres de gouvernement doivent jouer dans cet effort en changeant les politiques désignées comme des obstacles à ce processus.

Grâce à notre travail communautaire et à nos contacts, nous avons répertorié quatre grandes catégories de problèmes qui contribuent au climat de violence affectant nos communautés dans la ville de Toronto. Sans être exhaustives, ces catégories reflètent les expériences et les réalités auxquelles sont confrontés les jeunes participants, le personnel des organismes membres du GYC et nos pairs dans la ville relativement à quatre thèmes généraux : 1) l'éducation; 2) la criminalisation; 3) la situation économique et les possibilités; 4) l'espace. Les discussions en petits groupes du forum Strategizing Minds ont été organisées autour de ces catégories, de même que les sections suivantes du présent document. Chaque section commence par des citations pertinentes sur le thème en question directement extraites du forum, et décrit l'incidence centrale du problème sur la violence chez les jeunes enregistrée à Toronto ainsi que les politiques précises ou l'inaction qui contribuent à perpétuer le problème. Notre collectif d'organiseurs de jeunes motivés et capables estime qu'il est important de répondre systématiquement par un plan d'action aux problèmes exposés. En conséquence, nous avons inclus dans le corps du rapport même et les sections intitulées *Action à la base* des exemples illustrant les moyens choisis par les

communautés pour commencer à s'organiser relativement à ces problèmes. Finalement, le présent rapport s'achève sur une série de *revendications*. Nous mettons le gouvernement de l'Ontario au défi de les mettre en œuvre de manière efficace et opportune et de démontrer son intention réelle de donner suite aux résultats de l'étude qu'il a commandée il y a un an.

Éducation



Le théoricien brésilien Paulo Freire a écrit dans *Pédagogie des opprimés*, paru en 1970, que « soit l'éducation fonctionne comme un instrument utilisé pour faciliter l'intégration de la jeune génération dans la logique du système existant et pour favoriser la conformité, soit elle devient la pratique de la liberté, le moyen par lequel les hommes et les femmes font face à la réalité de manière critique et créative et découvrent comment participer à la transformation de leur monde » (Freire, 1970). Le curriculum de l'Ontario est depuis longtemps un instrument visant à supprimer et rejeter les contributions et le travail des communautés marginalisées et racialisées. Un passé marqué par le racisme, les pensionnats et un curriculum eurocentrique continue d'imprégner le système d'éducation actuel plus « multiculturel ».

Le concept selon lequel l'éducation est une voie vers l'autonomisation n'est pas nouveau. Tout au long de l'histoire, aux quatre coins du monde, les gens ont toujours demandé l'accès à l'éducation comme un moyen de faire valoir leurs droits civils. Le refus d'accorder un tel accès a souvent servi d'outil de soumission et d'oppression. Peu importe leur portée ou objet initial, les études réalisées antérieurement par les divers membres

et alliés du GYC ont quasiment toutes mis en évidence l'importance primordiale de questions liées à l'éducation dans les efforts visant à éliminer les causes profondes de la violence et de l'oppression dans nos communautés.

En 2003, le groupe For Youth Initiative (FYI) a publié un rapport intitulé *Exploring Empowering Education for Marginalized Youth in*

Toronto après avoir reçu des fonds de la Stratégie nationale pour la prévention du crime du ministère fédéral de la Justice. FYI est un organisme de jeunes membre du GYC qui s'appuie sur la culture populaire pour apporter des changements systémiques sociaux et la théorie du criticisme dans les rues de l'ancienne ville de York, d'Etobicoke-Nord et de Toronto-Ouest. Étant donné que cet organisme s'attache à offrir à des jeunes des occasions de renforcement des capacités par l'éducation, la formation et d'autres formes de mobilisation, les résultats de son étude sont particulièrement pertinents pour le présent rapport. De plus, si l'on tient compte du fait

que la Stratégie nationale pour la prévention du crime (qui est la principale source de financement de l'étude de FYI) a pour mandat de faire avancer la prévention du crime dans la perspective des *causes profondes du crime*, les résultats et les

Strategizing Minds

« L'éducation que nous avons tous reçue nous enseigne à penser dans des bulles — comme le Mois de l'histoire des Noirs. L'histoire des peuples africains est aussi celle des Nord et Sud-Américains! »

Participant de Strategizing Minds, 2008

recommandations présentés par FYI devraient être sérieusement pris en considération dans le rapport de l'Examen des causes de la violence chez les jeunes. Le rapport de FYI est rapidement décrit ci dessous. Pour en obtenir un exemplaire intégral, veuillez écrire à fyi@foryouth.ca.

Voix nouvelles

« Le rapport de Centraide intitulé *Poverty by Postal Code* a désigné 13 quartiers de Toronto comme secteurs prioritaires. En étudiant ces secteurs, en pénétrant dans ces espaces géographiques, on se rend compte que l'on peut suivre la pauvreté par code postal, mais aussi par groupe racial. Ainsi... l'aliénation associée à l'inaccessibilité financière fait que les universités ne sont qu'une lointaine possibilité pour beaucoup de ces jeunes. Ceux-ci sont rares à croire que l'université est un lieu auquel ils ont droit, dont ils pourraient faire partie. Comment s'en étonner? Avec l'augmentation des coûts, le message est clair : cet endroit n'est pas pour nous. Avec l'éducation de type colonial que nous recevons de la maternelle à la 12^e année, le message est clair : cet endroit n'est pas pour nous. »

*Amanda Parris, fondatrice de Lost Lyrics
Participante à Strategizing Minds*

Le rapport de FYI repose sur deux affirmations importantes : 1) les inégalités sont bien réelles dans le système d'éducation existant, en particulier pour les Noirs et les Autochtones, ce qui révèle le besoin de formes d'éducation plus pertinentes et stimulantes; 2) l'éducation alternative pourrait constituer une force libératrice et constructive pour la jeunesse marginalisée. Ce rapport comprend une analyse documentaire critique ainsi que les résultats de l'étude qualitative de FYI, qui s'appuyait sur cinq groupes de discussion et quinze entrevues approfondies avec des éducateurs et éducatrices et des jeunes de diverses origines sociales de Toronto. Leurs conclusions quant à la discrimination et au racisme au sein du système d'éducation n'étaient pas particulièrement surprenantes, et le rapport contient la remarque suivante : « Les élèves ne cessent de répéter qu'ils ont le sentiment d'être victimes dans les écoles de discrimination de la part du personnel enseignant et d'autres élèves. Cette étude va dans le même sens, presque tous les participants ayant décrit des expériences et des perceptions de racisme dans les écoles. » (FYI, 2003 : 13-14) Les sentiments ainsi exprimés étaient encore plus troublants lorsqu'ils provenaient de jeunes ayant abandonné prématurément le système d'éducation.

Dans l'économie canadienne de services, qui est hyper-industrialisée, on sait bien que l'accès au marché du travail est très réglementé par le système d'éducation traditionnel. Pour ce qui a trait à la violence à laquelle les jeunes sont confrontés, les principaux problèmes liés à l'éducation sont l'accès, la discrimination au sein du système d'éducation, un curriculum eurocentrique et colonial et des stratégies et programmes limités d'éducation alternative. La plupart des jeunes impliqués dans des actes de violence juvénile ont fait ou continuent de faire partie du système d'éducation canadien. Les politiques, les curriculums et les attitudes qui façonnent leurs expériences expliquent en grande partie pourquoi de nombreux jeunes

échouent ou quittent ce système. Même s'il est désormais bien connu que les jeunes qui sont poussés hors de l'école secondaire ou qui l'abandonnent sont vulnérables à l'insécurité économique et sociale, et que cela peut souvent les mener à des situations de violence, on manque d'évaluations critiques de toutes les institutions jouant un rôle dans cette situation.

Par exemple, en 2004, Le Partenariat en éducation, un organisme national qui réalise des recherches et élabore des politiques alternatives pour le système d'éducation canadien, a publié un rapport intitulé *The Quality of Public Education in Canada: Students At Risk*. Ce rapport se fondait sur des données provenant des taux de pauvreté de l'enfance et d'abandon scolaire et de l'indice de vulnérabilité pour évaluer ce que les auteurs considéraient comme les principaux facteurs mettant les élèves « à risque » d'échec. Les quatre grands facteurs indiqués étaient la pauvreté, le développement naturel de l'enfant, l'influence parentale et le quartier (Levin et Peacock, 2004). C'est là un exemple du manque courant de volonté de remettre directement en question le système d'éducation pour le tenir responsable de ses contributions à l'environnement d'insécurité auquel il fait lui-même référence dans ses commentaires sur le « risque ».

Pour les besoins du présent rapport nous avons jugé nécessaire de situer les divers problèmes dans le contexte des politiques, des programmes et des institutions qui s'y rapportent. Nous tentons ainsi ouvertement d'éviter la possibilité qu'ils soient considérés comme des problèmes philosophiques. Nous désirons plutôt apporter notre contribution à une éducation politique généralisée qui permettrait aux jeunes d'aborder leurs problèmes personnels dans des perspectives très publiques. Une grande part des désillusions exprimées par les jeunes à l'égard de l'école sont liées à leur incapacité à se reconnaître dans le contenu enseigné. Dans son rapport, FYI cite le

Voix nouvelles

« Si vous êtes déconnectés de quelque chose, comment pouvez-vous ensuite y participer, lorsque vous apprenez des choses qui vous sont étrangères? [...] Ces élèves ne se retrouvent pas, mais ils sont conscients d'être là. »

*Ian Kamau, Schools Without Borders
Participant à Strategizing Minds*

document *Removing the Margins: The Challenges and Possibilities of Inclusive Schooling* (Canadian Scholars' Press), qui affirme que « considérer le curriculum comme "l'environnement global" et la culture au sein desquels la scolarité suit son cours signifie que la représentation dans l'éducation est atteinte par la création d'un sentiment de *présence* pour tous les élèves à l'école » (FYI, 2003 : 9). Il ne s'agit pas tant de renforcer l'« inclusion » au sein du système éducatif (c. à-d. de tenter d'ajouter d'autres cultures à un curriculum essentiellement de race blanche, eurocentrique et à prédominance masculine, sinon de « recentrer » le curriculum selon un modèle qui valorise les histoires et les luttes des peuples autochtones, des communautés racialisées, des femmes, des communautés homosexuelles, des communautés de personnes handicapées et des autres communautés pauvres ou marginalisées.

Même si le Mois de l'histoire des Noirs est une merveilleuse occasion de rendre hommage aux contributions et aux

combats des Noirs en Amérique du Nord et de les souligner, il n'y a pas eu de tentative réelle visant à ce que l'ensemble du curriculum de l'Ontario représente et mette en valeur les récits et connaissances des communautés autochtones, pauvres, racialisées et marginalisées au Canada d'une manière qui reflète et valorise les élèves dans nos écoles. Comme l'a expliqué l'un des participants au forum Strategizing Minds, « nous ne sommes pas les seuls qui ont besoin d'apprendre notre histoire, les Blancs doivent aussi le faire, car ils sont également concernés ». Ian Kamau, autre participant de Strategizing Minds, ajoute :

*Tout notre système d'éducation repose sur une structure européenne, avec des idées européennes et un concept européen. Cela ne serait même pas acceptable si ces classes étaient uniquement formées d'Européens ou d'élèves de souche européenne. Le problème est exacerbé par le fait que nos écoles sont si diverses, avec des gens de cultures, de religions, d'origines géographiques et de milieux économiques différents. Il devrait être naturel que la pleine réalité du monde soit enseignée en tant qu'histoire – pas seulement l'histoire, mais aussi l'actualité du monde contemporain, de manière à ce que les élèves soient éduqués sur l'ensemble du monde plutôt que sur une partie seulement – **je ne crois pas que cela soit déraisonnable** [...]. Lorsqu'ils parlent de l'histoire des Noirs, ils se contentent d'aborder l'esclavage, qui n'est qu'une part de l'expérience d'un groupe précis de Noirs. De même, lorsqu'ils traitent des Premières nations, ils n'évoquent que les pensionnats, alors qu'il y a tant d'autres expériences et contextes importants auxquels le curriculum consacre à peine une journée ou une page.*

Ian Kamau, comme bien d'autres participants au forum Strategizing Minds, a expliqué de quelle façon ces problèmes liés au curriculum avaient des effets profonds et auraient déjà dû être examinés depuis longtemps.

En 2006, le GYC a reçu des fonds du ministère fédéral de la Justice pour organiser le forum From the Roots Up! consacré à l'établissement de communautés sûres et en santé. L'une des recommandations du rapport publié à l'issue du forum était le remaniement du curriculum des cycles primaire et secondaire par le ministère de l'Éducation de l'Ontario. Cette recommandation traduisait les préoccupations à l'égard du curriculum actuel exprimées par les jeunes pendant le forum. Comme l'a dit l'un d'eux, « ça laisse à penser... pourquoi recevons-nous 11 mois d'histoire européenne, aucun mois consacré à l'histoire autochtone et seulement un mois pour les histoires de tant de gens qui ont aidé à bâtir ce pays? » (GYC, 2006 : 12) Même avec le récent projet de construction d'une école afrocentriste à Toronto, le problème d'un curriculum eurocentrique et colonial demeure un des principaux obstacles à une éducation plus pertinente, accessible, honnête et apte à favoriser l'autonomie pour tous les jeunes au Canada. Toutefois, la discrimination au sein du système scolaire ne se limite pas au curriculum. Les jeunes marginalisés sont confrontés à des entraves à l'éducation découlant des politiques en matière d'éducation, comme le cloisonnement différentiel et la *Loi sur la sécurité dans les écoles*.

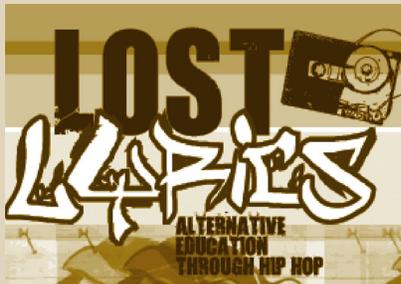
Le cloisonnement est de plus en plus problématique, car il limite les possibilités d'enseignement supérieur parmi les jeunes racialisés et marginalisés. Le rapport de FYI cite une étude publiée par la Coalition of Visible Minority Women, qui révèle que « les élèves noirs et leurs parents constatent souvent que le personnel enseignant et les conseillers d'orientation ont des attentes inférieures vis-à-vis des élèves noirs et qu'ils les encouragent à s'inscrire à des cours pratiques ou axés sur les sports, en suggérant que "l'élève ne pouvait pas aller bien loin" » (FYI, 2003 : 34). La plupart des expériences des jeunes faisant partie des organismes membres du GYC confirment cette conclusion. Par exemple, le personnel d'approche de Young Diplomats, un organisme de jeunes qui propose un programme de mentorat aux jeunes Éthiopiens et Éthiopiennes à Toronto, doivent

souvent « limiter les dégâts » et faire un mentorat intensif auprès de jeunes de leur communauté que les éducateurs ont découragés de continuer dans le système d'éducation.

La *Loi sur la sécurité dans les écoles* (LSE) est une autre politique critiquée par les jeunes, les parents, les travailleurs et travailleuses communautaires et même les éducateurs depuis son entrée en vigueur en 2000. Ces critiques proviennent du fait que la *Loi* établit les conditions pour l'expulsion et la suspension obligatoires et des preuves incontestables montrant que ce sont avant tout les jeunes Noirs et Autochtones qui subissent les effets négatifs de cette politique. Même si un grand nombre d'amendements ont été apportés à la *Loi* depuis 2000 (les modifications les plus récentes ayant pris effet le 1^{er} février 2008), les décideurs ont ignoré les appels demandant son abrogation pure et simple et la mise en place de dispositions « qui rendront réellement les écoles plus sûres » (GYC, 2006 : 22). Lors d'un forum communautaire organisé à Scarborough pour débattre des récentes révisions de la

Loi, une avocate de la African Canadian Legal Clinic a exhorté le groupe à ne pas se réjouir trop rapidement des modifications qui y avaient été apportées. Elle a rappelé à tous que la *Loi* n'avait pas été révisée du fait que le conseil scolaire avait simplement jugé nécessaire de le faire, mais parce que des élèves noirs et leurs parents déposaient des plaintes relevant des droits de la personne contre le conseil scolaire. Elle a expliqué que la réaction d'un élève justifiant ultérieurement une mesure disciplinaire était en fait souvent le résultat de faibles attentes du personnel enseignant et du harcèlement racial au sein de l'école. De plus, la formulation générale de la *Loi* soutient tout à fait le stéréotype du « fauteur de troubles », à forte connotation raciale. Les décideurs doivent, s'ils veulent corriger les politiques discriminatoires et s'attaquer en fin de compte aux causes de la violence à laquelle les jeunes sont confrontés, cesser de faire des changements superficiels aux politiques qui sont foncièrement nuisibles, comme la *Loi sur la sécurité dans les écoles*.

Action à la base



Lost Lyrics est un programme de garde parascolaire en milieu alternatif qui a recours à la culture hip-hop pour aider à définir qui nous sommes et à exprimer une connaissance de soi. Ce programme de huit mois procure une atmosphère encourageante avec l'aide de mentors et de personnel d'animation pertinents qui travaillent avec des jeunes âgés de 11 à 14 ans dans les quartiers Jane-Finch et Malvern. L'objectif de Lost Lyrics est d'amener les jeunes à analyser de manière critique le monde qui les entoure et à utiliser cette nouvelle perspective par des arts créatifs comme les rimes, le cinéma, la photographie, la production de rythmes, etc.

Criminalisation



Au lieu de débattre de la *criminalité* dans le contexte de la violence chez les jeunes, ce qui semblerait indiquer que la cause profonde réside en la jeunesse même, nous avons choisi de débattre plutôt de la *criminalisation*. La culture de criminalisation découle non seulement du système de justice pénale, mais aussi de toutes les autres institutions qui structurent notre société. La criminalisation est la manifestation des préjugés, de la peur et de l'oppression, et elle façonne la manière dont certaines personnes sont surveillées et, ultérieurement, traitées. Dans une certaine mesure, la criminalisation n'a pas à être abordée dans un rapport sur les causes de la violence chez les jeunes, car elle est souvent un précurseur qui définit *ce qui* est considéré comme de la violence et *qui l'on choisit de considérer* comme l'auteur de ces actes de violence. Cela dit, il nous a semblé impératif d'attirer l'attention sur cette question dans notre rapport afin d'inciter les décideurs à reconnaître de quelle façon les jeunes sont marginalisés de manière très réelle et nuisible.

Strategizing Minds

The thing on my head don't mean a damn thang

People think a do-rag means you gang bang

And it's kind of funny how y'all stare

When really I'm just a kid who wants waves in his hair.

(Cette chose sur ma tête ne veut rien dire du tout

Les gens pensent que porter un foulard, c'est appartenir à un gang

Et c'est marrant comment ils vous regardent

Alors que je suis juste un jeune qui veut que ses cheveux fassent des « vagues »)

[« Do-Rag » a été interprétée au forum par l'artiste local Twest, qui est également un entrepreneur social de Lawrence Heights / Jungle]

Les problèmes soulevés par le groupe de travail sur la **criminalisation** au cours du forum Strategizing Minds étaient très variés. Les participants trouvaient qu'il était difficile de débattre de la criminalisation sans discuter des possibilités, et de discuter des possibilités sans souligner leur rareté. Les obstacles et les défis relatifs à la criminalisation comprenaient le logement, l'emploi, le racisme, l'homophobie et l'hétérosexisme, les programmes politiques, les dépenses injustifiées, la culture policière, la législation axée sur la criminalisation et l'hypocrisie. L'un des participants a décrit de manière générale le problème comme suit : « des structures politiques et économiques qui maintiennent certaines personnes à leur poste pour qu'ils puissent conserver le pouvoir et qui empêchent par des obstacles d'autres personnes d'avoir de l'influence ou du pouvoir. » Il y avait un consensus général sur le fait que certains groupes, certains quartiers et certaines écoles étaient la cible de pratiques d'exclusion et de criminalisation. Toutefois, il a également été reconnu qu'une partie de la criminalisation se

Extrait de : *Strategizing Minds: Alternative Thought, Alternative Action*

Qu'est-ce que la criminalisation?

Des interventions policières fondées sur des partis pris et des préjugés

- Il n'y a pas moins de drogue dans certaines écoles secondaires que dans d'autres, mais certaines écoles sont pourtant perçues comme étant plus touchées ou problématiques dans ce domaine.

Priorités négatives en matière de services de police

- L'identité des personnes détenues dépend de la plus grande présence de la police dans certains quartiers.

Le classisme influe sur la vision de la justice.

- Une « industrie de la criminalisation » : On a répondu à « l'été/l'année des fusils » en allouant 55 millions de dollars à un groupe d'étude sur l'intervention policière, 100 millions pour la construction d'une super-prison et seulement 15 millions au financement de programmes pour la jeunesse.
-

doit aux contextes sociaux, qui poussent les jeunes dans des situations antisociales et violentes, lesquelles les mènent plus tard à être confrontés à des institutions disciplinaires. En réalité, les jeunes grandissent dans des environnements structurés par des obstacles à l'accès aux moyens de subsistance économiques et sociaux conventionnels. Il semble néanmoins exister un manque de volonté d'étudier les institutions qui contribuent à ces environnements et, au lieu de cela, une préférence à l'égard de la criminalisation des personnes qui résident dans ces environnements. Le GYC a par

le passé exprimé sa préoccupation envers certains termes comme « jeunes à risque » et « violence chez les jeunes », qui illustrent la tendance à situer le problème en la personne même plutôt que dans le contexte. (Voir le document intitulé *Youth on Youth: Grassroots Youth Collaborative on Youth Led Organizing in the City of Toronto* pour obtenir des détails.)

Scot Wortley, un criminologue de premier plan de l'Université de Toronto, a réalisé un travail exemplaire pour exposer les pratiques racialisées des intervenants du système de justice pénale au Canada. Ses travaux montrent également que ce phénomène ne découle pas d'une « conspiration » au sein du système, mais reflète plutôt des préjugés profondément ancrés dans le tissu même de notre société. Le 19 octobre 2002, le *Toronto Star* a amorcé une série d'articles sur les races et le crime. Cette analyse révélait que, à Toronto, les Noirs étaient surreprésentés dans certaines catégories d'accusations, et que cela appuyait l'allégation selon laquelle la police de Toronto pratiquait le profilage racial. Leur compte rendu plutôt timoré du problème a été corroboré par de nombreuses preuves, dans le domaine universitaire par des chercheurs comme Scot Wortley ainsi que par des témoignages recueillis sur le terrain. En réponse à la série d'articles du *Toronto Star*, la police de Toronto a mené une campagne de dénégations menée par le chef de police de l'époque, Julian Fantino, qui a déclaré que « nous ne pratiquons pas le profilage racial [...] il n'y a pas de racisme [...] nous ne regardons pas la race, l'origine ethnique ou d'autres caractéristiques de ce genre et n'en tenons pas compte dans le traitement des dossiers et des personnes » (Wortley et Tanner, 2003 : 368). Des criminologues canadiens ont publié de nombreux documents qui prouvent le contraire, y compris des analyses quantitatives des données sur la déjudiciarisation, les accusations et la détermination des peines, de même que des témoignages qualitatifs de centaines de jeunes d'origine diverse de

Toronto, dont les expériences relatives aux policiers en dit long sur les affirmations de Fantino (p. ex., Ruck et Wortley, 2002; Wortley et Tanner, 2003; Tator, 2006; Wortley, 2006).

The Neglected (le négligé) est une chanson de deux jeunes artistes de rap de Toronto, Abel Shimeles et Rosie Marfo. Elle a été écrite et enregistrée tout spécialement pour le documentaire du GYC sur les causes de la violence chez les jeunes dans le cadre de ce projet. Les paroles très fortes démontrent que les jeunes Canadiens et Canadiennes sont tout à fait conscients des formes de racisme et de criminalisation institutionnelles qui existent dans leurs communautés, malgré les dénégations de la plupart des leaders de ces mêmes institutions. Les paroles suivantes du deuxième couplet de *The Neglected* évoquent les stéréotypes que subissent les jeunes Noirs, comment ces perceptions étouffent leurs ambitions et leurs rêves, et comment ces jeunes trouvent malgré tout les moyens de ne pas se laisser abattre.

I'm the neglected, constantly tested. The government he want me arrested, society's minds are infected. By the bullshit that is taught through institutions that me and u invest in [...] Too many blacks living in a stereotype. That was put on them from the beginning constantly sinning. For what, corruption within our own race. Like a race with no prize to chase it doesn't make sense. Hence why I spit bout this. I see through system like lens on the other side of the fence. When expression is answered with neglecting. It usually leads to violent ways to show aggression. Anger builds with depression. But God's been there for me with protection. That's why I count all my blessings.

(« Je suis négligé, constamment mis à l'épreuve. Le gouvernement me veut en prison, les esprits de la société sont infectés. Par la merde enseignée par les institutions dans lesquelles vous et moi investissons [...] Trop de Noirs

Voix nouvelles

GYC : Youth on Youth (2005 : 25)

« Ce qui me dérange, c'est l'hypothèse de base derrière le terme "à risque" [...] et la réduction de son sens. À mon avis, il existe de nombreux obstacles institutionnels qui empêchent les jeunes en général de participer pleinement au sein de la société. Cette catégorie "à risque" est une manière de ne pas faire face à ces obstacles [...] aux obstacles que constituent le racisme institutionnel, la pauvreté, les problèmes de logement [...] ce sont là les vrais problèmes. La terminologie "à risque" dissimule ces problèmes, car c'est une manière de dire, "nous ne pouvons pas faire face à ces obstacles systémiques, nous voulons seulement nous axer sur les programmes visant les jeunes de la communauté qui ne parviennent pas à surmonter les obstacles que nous élevons, les jeunes qui réagissent à ces obstacles de différentes manières destructrices pour eux-mêmes et pour les autres. »

*Adonis Huggins,
Regent Park Focus*

ont une vie stéréotypée. Cela leur a été imposé dès le début, constamment dans le péché. Pour quoi, corruption dans notre propre race. Comme une course sans aucun prix à décrocher, ça n'a aucun sens. Alors pourquoi je crache là-dessus. Je vois

à travers le système comme une lentille de l'autre côté de la barrière. Lorsqu'on répond à l'expression en l'ignorant. Ça mène souvent à des réactions violentes qui montrent l'agression. La colère grandit avec la dépression. Mais Dieu est à mes côtés pour me protéger. C'est pourquoi je suis vraiment conscient de ma chance. »)

Le Regent Park Focus Youth Media Arts Centre est un organisme à but non lucratif membre du GYC, qui est inspiré par les jeunes et voué à l'étude des questions et au développement des ressources qui soutiennent des communautés en santé et qui réduisent les obstacles systémiques à une participation sociale équitable. Ce centre d'arts médiatiques a été établi en 1989 et est un leader novateur dans la mobilisation des jeunes

Voix nouvelles

RPTV : Police and Youth Relations, partie II

« [...] en général, ce sont les plus grands qui viennent et essaient de nous harceler et tout ça – ils essaient de t'intimider, tu sais, en te faisant passer pour un idiot. C'est ce que je n'aime pas chez eux. »

Jeune résident de Regent Park

« [...] certains policiers sont corrects, mais d'autres aiment te harceler. À Regent Park, ils font ça beaucoup, tu sais. »

Jeune résident de Regent Park

RPTV : Police and Youth Relations, partie III

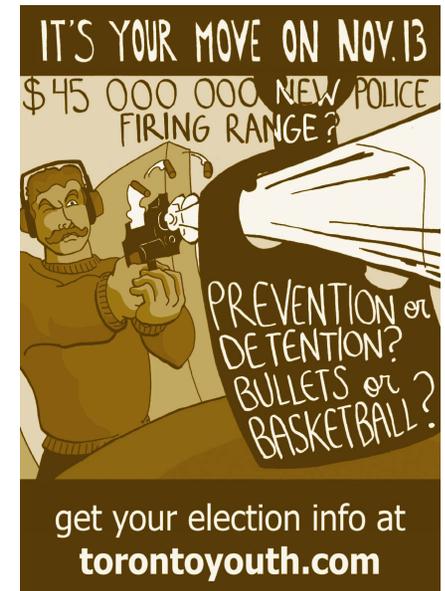
« Nous étions à deux sur la bécane, et la police nous a arrêtés. Ils nous ont expliqué que c'était illégal de monter à deux, et ils se sont mis à nous fouiller. Alors je me suis énervé, en leur disant "pourquoi vous nous fouillez si on ne faisait que monter à deux, ce n'est pas logique. Vous ne pouvez pas juste me donner une amende et me laisser partir?" Ils ne m'écoutaient pas vraiment et ont commencé à crier [...] "c'est notre boulot, on connaît les règles, on connaît la loi, tu ne sais rien, alors ferme-la". Ils nous ont maintenus allongés à plat ventre en plein milieu de la rue. »

Jeune résident de Regent Park

par des productions médiatiques dirigées par des jeunes. Regent Park TV (RPTV) est une station de radiodiffusion sur Internet dirigée par les jeunes du Centre, qui diffuse des interviews, des débats, des sketches, des documentaires, des émissions d'information et des messages d'intérêt public, ainsi que des films de super 8. Elle procure ainsi une tribune où la jeunesse locale peut faire part de ses expériences, partager ses histoires et approfondir les questions qui les touchent personnellement ou auxquelles leur communauté est confrontée. (Voir les sites www.regentpark.tv ou www.catchdaflava.com pour obtenir plus de renseignements.)

RPTV a diffusé une série de messages d'intérêt public en trois parties réalisée par des jeunes sur le thème des relations entre la police et les jeunes. La série traite des problèmes de profilage racial, de harcèlement policier et de corruption policière par des interviews, des récits personnels et des émissions de fiction. Ces vidéos de courte durée (accessibles dans les archives du site Web) décrivent notamment les expériences négatives réelles de jeunes avec la police de Toronto. Elles présentent aussi des solutions très novatrices aux problèmes proposées par les jeunes mêmes. En réponse au problème du harcèlement des jeunes par la police dans leurs quartiers, un message d'intérêt public suggère que « la police devrait profiter de ses patrouilles pour bâtir de meilleures relations avec les jeunes en les informant des programmes, des services et des possibilités d'emploi » (RPTV : *Police and Youth Relations*, partie II). Un autre message indique que « le gouvernement devrait établir un processus indépendant permettant de présenter des plaintes contre la police et toutes les plaintes devraient faire l'objet d'une enquête approfondie » (RPTV : *Police and Youth Relations*, partie III).

Cette suggestion a été reprise au forum Strategizing Minds, où les participants ont souligné le besoin de « contrôler la police » par un système de surveillance indépendant. Une autre recommandation judicieuse, déjà présentée à Justice Canada par le GYC, était la nécessité de « soutenir des initiatives communautaires en matière de sécurité qui soient indépendantes du service de police de Toronto et de tout autre service chargé du maintien de l'ordre » (GYC, 2006 : 18). Comme le prouve la décision de construire une super-prison pour jeunes de 100 millions de dollars au lieu d'investir dans des programmes pour les jeunes, les politiciens et les intervenants du système de justice ont montré que leurs réponses à la criminalité chez les jeunes ont des motivations politiques plutôt que sociales. L'inclusion réelle et le soutien déterminé de démarches communautaires en matière de sécurité seraient un pas indispensable dans l'autre direction, et seraient bien plus efficaces pour atténuer la violence à laquelle les jeunes sont confrontés que toute autre approche de maintien de l'ordre.



Action à la base

No One is Illegal (Toronto) est un groupe d'immigrants, de réfugiés et de partisans qui luttent pour les droits de tous les migrants à vivre avec dignité et respect. Parmi leurs revendications, mentionnons l'arrêt des détentions et des déportations, la suppression du profilage racial ou religieux et la reconnaissance de la souveraineté autochtone. Ce sont eux qui ont poussé le Toronto District School Board à adopter en 2007 une politique empêchant les écoles de Toronto de demander, de communiquer ou de partager des renseignements sur le statut d'immigrant des élèves, donnant ainsi à tous les jeunes accès à l'éducation sans crainte.

Situation économique et possibilités

Même si la violence existe certainement en l'absence de difficultés économiques, l'impression générale est que de nombreux jeunes ne seraient pas placés de force dans des situations se caractérisant par un risque élevé de violence s'ils disposaient de voies viables et accessibles pour parvenir à une autosuffisance économique réelle. Il existe une multitude de questions de nature économique, comme l'obtention d'un emploi intéressant, l'auto-détermination, les choix de carrière, les plafonnements voilés, la discrimination au travail et l'accès général.

Au cours du forum Strategizing Minds, le groupe de travail chargé du thème « **situation économique et possibilités** » a eu une vive discussion sur les défis et obstacles connexes auxquels les jeunes de Toronto sont confrontés. Un grand nombre des obstacles institutionnels qui mettent les jeunes dans des situations sociales difficiles menacent également les organismes s'efforçant de mobiliser les jeunes et de renforcer leur autonomie. En matière de politique, les réponses visant à créer davantage de possibilités (économiques ou autres) pour les jeunes marginalisés doivent s'accompagner d'appuis soutenus à l'intention des organismes et des groupes les plus proches de la vie et de la culture de ces jeunes. Mario Murray (alias TheVoyce) a été l'un des organisateurs de Strategizing

Minds. Il est également animateur d'atelier et coordonnateur des activités pour Beatz to Da Streetz, un organisme membre du GYC qui gère un programme artistique novateur visant le renforcement de l'autonomie et l'ouverture de possibilités de mentorat professionnel, d'éducation et de création de sources de revenu pour les jeunes sans-abri et sous-desservis de Toronto. Au sein du groupe de travail de Strategizing Minds chargé du thème « **situation économique et possibilités** », Mario a relevé que « dans le monde, l'argent circule sans cesse, tout ce que nous avons à faire, c'est en avoir qui circule dans nos organismes pour que nos jeunes n'aient pas toujours à aller préparer des hamburgers, mais puissent acquérir une expérience et des aptitudes réelles à partir de notre travail artistique, administratif et de coordination intensif. »

Nous avons pour des raisons de facilité structuré le présent rapport selon les thèmes de l'éducation, de la criminalisation, de la situation économique et des possibilités, et de l'espace, mais il faut noter que ces questions ne sont absolument pas mutuellement exclusives. Au contraire, elles sont fondamentalement indissociables. Il est impossible de débattre de la situation économique et des possibilités sans souligner les répercussions d'un manque d'éducation sur les débouchés, le

Strategizing Minds

« Certaines jeunes prometteuses sont inspirés par le travail de nos organismes, mais ne trouvent pas de soutien dans le monde extérieur. Je parle de personnes que j'engagerais volontiers comme bras droit dans ma propre entreprise, mais qui, au lieu de cela, travaillent à Tim Horton. »

Participant au forum Strategizing Minds, 2008

Voix nouvelles

TYC: *Catch Us Before We Fall* (2004 : 7)

Éducation et formation :

- Les jeunes sans-abri sont confrontés à de nombreuses entraves à l'accès pour s'inscrire dans des écoles ou d'autres établissements d'enseignement officiels, y compris les stages et la formation en apprentissage, ce qui les prive encore davantage de leur droit à l'éducation.
- Les jeunes sans-abri sont également confrontés à des entraves à l'accès aux programmes de stimulation de l'emploi.
- Les jeunes sans-abri ayant des troubles mentaux ou des problèmes liés à l'alcool ou à la drogue n'ont pas suffisamment de mécanismes de soutien bien centrés, comme les programmes de réduction des méfaits.
- La tolérance zéro dans les politiques et la législation en vigueur sur la sécurité dans les écoles met les jeunes à risque dans des situations de plus en plus préjudiciables, par des suspensions et des expulsions pendant lesquelles ils n'ont aucune activité productive ni aucun soutien.

Emploi :

- Les jeunes sans-abri qui survivent grâce à l'aide sociale ont du mal à trouver des emplois leur permettant de toucher un salaire de subsistance. Qu'ils travaillent ou qu'ils ne perçoivent que l'aide sociale, ils touchent quasiment la même somme. Les centres ordinaires d'emploi pour jeunes n'aident pas ces derniers vis-à-vis des problèmes de dépendance.
- Il existe des obstacles complexes qui empêchent les jeunes sans-abri ayant des troubles mentaux ou des problèmes liés à l'alcool ou à la drogue d'obtenir un emploi.

Report on Youth Homelessness

fait qu'il soit quasiment impossible d'obtenir un emploi durable avec un casier judiciaire, et comment le manque d'espace communautaire pour mener des programmes à l'intention des jeunes empêche les organismes de transmettre aux jeunes marginalisés des connaissances élémentaires et des aptitudes sociales essentielles. Dans aucun autre domaine on ne trouve autant de facteurs sociaux déterminants si interreliés que pour ce qui a trait aux jeunes de la rue ou sans-abri. En 2004, le Toronto Youth Cabinet a publié un rapport sur les jeunes sans-abri intitulé *Catch Us Before We Fall*, fondé sur un forum en deux parties consacré aux problèmes de logement. Ce rapport demandait aux décideurs de prendre conscience de l'incidence des problèmes de santé mentale, de la dépendance, des politiques en matière d'éducation et des services d'aide sociale sur les conditions de vie précaires de tant de jeunes Torontois et Torontoises. Cette constatation est un nouvel exemple démontrant la nécessité d'adopter une démarche multidimensionnelle relativement au développement des jeunes.

En 2006, la Somali Youth Association of Toronto (SOYAT), un organisme de jeunes membre du GYC, s'est associée avec la Commission de formation de Toronto pour publier un rapport qui aide à élucider ce problème. Ce document, intitulé *Towards an Integrated Strategy: Maximizing use of local resources*, porte sur les meilleures pratiques et les obstacles au recours aux services d'emploi d'Etobicoke-Nord par les jeunes d'origine somalienne. La SOYAT s'est entretenue avec le personnel d'agences de placement, des parents somaliens et des jeunes Somaliens et Somaliennes pour comprendre pourquoi si peu de jeunes issus de cette communauté s'adressaient aux agences de recrutement d'Etobicoke-Nord. (Pour obtenir la version intégrale du rapport de la SOYAT, veuillez écrire à l'adresse info@soyat.org.)

La SOYAT a constaté que 82 % des jeunes Somaliens et Somaliennes interrogés n'avaient jamais participé à un service

ou un programme de formation à l'emploi, ce qui confirmait l'hypothèse initiale de l'étude. L'étape suivante était une analyse des obstacles entravant l'accès à ces services par les jeunes d'origine somalienne. Même si « de nombreux membres du personnel des agences évoquent des obstacles personnels comme les familles gynoparentales, l'absence de modèles et le fait que les parents empêchent les enfants d'accéder au marché du travail [...] les jeunes ont souligné les obstacles institutionnels et systémiques comme le racisme, la discrimination fondée sur l'âge et les préjugés institutionnels » (SOYAT, 2006 : 5). Ont également été soulevées des préoccupations d'ordre pratique reflétant les lacunes des programmes *existants*. Par exemple, lorsque l'on a demandé aux répondants de classer par ordre d'importance les obstacles les plus courants nuisant à leur capacité ou leur volonté de recourir à des services d'emploi, le transport était de loin cité comme la principale entrave par les jeunes Somaliens et Somaliennes qui ne s'étaient jamais rendus dans une agence de placement. « Ils ont indiqué avoir besoin d'un moyen de transport ou de billets d'autobus lorsqu'ils recherchent un emploi ou débutent à un emploi, et aucune des agences ne leur en fournit. Les jeunes rapportent souvent que leurs familles sont prestataires de l'aide sociale. » (16) Même si certains jeunes sont confrontés à des obstacles d'ordre essentiellement pratique, d'autres, qui sont passés par des agences, ont expliqué le désabusement à l'égard de ce genre de programmes provoqué par la discrimination dont ils avaient fait l'objet dans ces agences, sur le lieu de travail et pendant le processus de recrutement.

Au caractère inadéquat d'un grand nombre de programmes et d'agences de placement pour les jeunes s'ajoute le fait indéniable que ces jeunes sont souvent dans une situation économique difficile. Young Diplomats (YD), un organisme de jeunes, membre du GYC, qui travaille avec de jeunes d'origine éthiopienne à Toronto, a exécuté un projet de

Voix nouvelles

SOYAT: *Towards an Integrated Strategy* (2006 : 17)

« Pour ce qui est de l'agence, j'ai une amie, elle ne porte pas le hijab, elle n'est même pas musulmane, mais elle et moi on est inscrites dans la même agence, et on a les mêmes qualifications. Avec ces agences, vous attendez à la maison qu'elles vous appellent et vous trouvent un emploi. Elle reçoit beaucoup d'appels pour des emplois et m'en parle, mais moi personne ne m'appelle. Et je dois les appeler et leur parler du poste, et c'est comme ça que je l'ai trouvé. »

Jeune participante somalienne

recherche communautaire commandé par l'Université de la paix des Nations Unies en 2006. Dans le document intitulé *Youth Perspectives: Challenges to peacebuilding and development in the Ethiopian community*, YD a présenté les conclusions de questionnaires et de groupes de discussion menés auprès de plus de 175 jeunes Éthiopiens et Éthiopiennes de la RGT.

Voix nouvelles

GYC : *Youth on Youth* (2005 : 50)

« Je pense que [le taux de roulement élevé des projets et du personnel] nuit aux jeunes en ce qui concerne leur logement, car il y en a ici qui doivent payer un loyer [...] On imagine souvent que les jeunes ne vivent pas seuls et n'ont donc pas besoin d'un emploi de ce genre [et] lorsqu'ils perdent cet appui ils font marche arrière sous bien des aspects [...] Ils doivent aller au McDonald's accepter un emploi sans intérêt qui ne leur procure pas les compétences nécessaires pour reprendre leurs études et passer à l'étape suivante. »

Adonis Huggins, Regent Park Focus

On a demandé aux jeunes de décrire les principaux défis et problèmes auxquels ils étaient confrontés dans leur vie quotidienne, sans choix de réponse préétablis. Parmi les neuf catégories générales selon lesquelles leurs réponses ont été classées, la catégorie « problèmes pour obtenir un emploi ou de l'argent » comptait le plus grand nombre de réponses, 25,5 % des jeunes les citant comme préoccupation principale (YD, 2006 : 35). Par ses questionnaires et ses groupes de

discussion, YD a constaté que les jeunes avaient très souvent indiqué manquer de modèles positifs et que, en conséquence, ils « se livraient à des activités non constructives, étaient mal informés sur les possibilités d'éducation, avaient des difficultés à identifier les ressources au sein de la communauté et subissaient des contraintes économiques » (41). Cette étude étant de nature participative et axée sur l'action, YD a recommandé que soit mis en œuvre à l'intention de ces jeunes un programme complet de mentorat englobant des volets sociaux, éducatifs et professionnels. Cette recommandation a mené à un programme très réussi, que YD a mis en place avec des fonds du Fonds Action Jeunesse et de la Toronto Community Housing Corporation. (Pour obtenir la version intégrale du rapport de YD, veuillez écrire à info@youngdiplomats.org.)

En plus d'aider les jeunes à trouver des possibilités d'emploi, les organismes populaires peuvent eux-mêmes être une source d'emploi. Les fonds alloués à ces organismes et générés par ces derniers donnent l'occasion de recruter des jeunes pour la prestation des programmes et de trouver des façons de rémunérer les jeunes dans le cadre des activités et des extrants des programmes. Dans le rapport du GYC *Youth on Youth*, Gavin Sheppard, de IC Visions (rebaptisé projet REMIX), expliquait que ce que l'on décrit comme des « initiatives d'entrepreneuriat social », qui sont légèrement différentes des activités habituelles sans but lucratif, avaient des répercussions très positives.

Le même rapport du GYC souligne également l'importance de verser un salaire adéquat aux jeunes qui travaillent dans ces secteurs d'action populaire à but non lucratif. Il s'agit pour un grand nombre d'entre eux de leur seule source de revenus, et ils démontrent par leur excellent travail qu'ils méritent un salaire suffisant et viable. Dans l'ensemble, le soutien doit provenir de toutes les directions : les jeunes ont besoin d'emplois plus intéressants; des agences de placement pertinentes et équitables

Action à la base



Le projet Remix est un programme artistique dirigé et inspiré par des jeunes désireux de faire carrière dans le secteur des arts urbains. Ce programme sert de relais vers l'emploi, l'éducation et le mentorat en soutenant les compétences et les aspirations des jeunes dans des domaines aussi divers que la radio, la musique, le cinéma et la télévision, l'animation et la conception web, le graphisme, la création littéraire et la photographie, et en créant des possibilités de développement professionnel et créatif dans ces secteurs.

doivent être établies; les organismes populaires nécessitent un financement viable; il doit exister un engagement à procurer à *tous* les jeunes un accès total aux possibilités après qu'ils ont bénéficié de formation et d'occasions de perfectionnement des compétences. Comme pour tous les autres points abordés dans le rapport, il est nécessaire d'orienter les politiques et les fonds de façons plus pertinentes et davantage axées sur la communauté.

Espace



Parler d'espace relativement à la violence à laquelle les jeunes sont confrontés, c'est reconnaître que la jeunesse doit être mobilisée, dans sa vie quotidienne, par des activités sociales et récréatives organisées par des personnes et des organismes aux vues similaires et sensibles à ses particularités culturelles. C'est aussi admettre que l'on ne manque pas d'espace au sens absolu. Il y a plutôt un manque de volonté de reconnaître que *tous* les jeunes de *toutes* origines et de *tous* milieux, sont des membres égaux de notre société et méritent donc un accès égal à *toutes* les ressources qui sont disponibles.

Le groupe For Youth Initiative (FYI) est à l'avant-garde d'un mouvement qui exerce des pressions pour élargir à l'intention des organismes populaires l'accès à de l'espace convivial pour les jeunes. À titre d'organisme desservant l'ancienne ville de York, ce groupe a trouvé très frustrant le manque général d'espace communautaire à la disposition des organismes qui comme lui travaillent avec la jeunesse de communautés racialisées et marginalisées et qui ont pourtant si peu d'espace pour œuvrer. Avec le financement de la Fondation Trillium, FYI s'est associé avec

urbanArts en 2005 pour effectuer une étude complète consistant principalement à cartographier l'espace et l'actif dans l'ancienne ville de York (quartiers nos 11 et 12). Les réunions et les entrevues

organisées dans le cadre de l'étude avec des fournisseurs de services, des jeunes et d'autres parties intéressées ont mis en évidence des problèmes cruciaux liés à la rareté de l'espace et des programmes pour jeunes dans les quartiers nos 11 et 12, tout en apportant de l'information essentielle sur les grandes questions concernant l'espace accessible par les jeunes à Toronto.

L'accès à l'espace public était également un thème important qui s'est dégagé des discussions avec les membres du GYC en 2005, comme l'atteste le rapport *Youth on Youth* du collectif. Cutty Duncan, de l'organisme Rathburn Area Youth (RAY), décrivait comme suit les difficultés auxquelles il était confronté en raison du manque d'espace dans l'atteinte de sa mission et de son mandat organisationnels : « Nous desservons quasiment tout le centre d'Etobicoke [...] c'est une zone très vaste [que nous sommes supposés desservir] et il n'y a pas un seul organisme ici [...] Ce que vous voyez en bas des escaliers est le seul

Strategizing Minds

« Dans un article rédigé par un groupe de pédiatres [...] ils expliquent que tant que ce n'est pas un enfant blanc qui est blessé, on néglige totalement la perspective humaine du problème; on ne le considère pas comme un problème social pour lequel une thérapie est nécessaire, mais comme un problème de nature criminelle. Donc, lorsque nous venons demander de l'espace, ils demandent "de l'espace pour quoi? Pour les trafiquants de drogue, pour cacher des criminels?". Même s'ils utilisent le concept de multiculturalisme pour vanter Toronto, ils ne l'ont pas vraiment adopté. Lorsque nous parlons d'espace, ils ne comprennent que ce n'est pas le leur – il ne s'agit pas de donner leur espace, tout cela, c'est notre espace. »

Participant de Strategizing Minds, 2008

Voix nouvelles

FYI: *Thinking About Tomorrow's Space Today* (2005 : ii)

Problèmes liés à l'espace :

1. Nécessité de donner accès à l'espace dans les écoles
2. Lacunes au niveau de l'espace existant
3. Temps limité disponible et emplacement de l'espace
4. Monopolisation de l'espace par les titulaires de permis de longue date
5. Manque d'espace « convivial pour les jeunes » et réservé à ces derniers
6. Le « terrain miné » que constituent l'obtention de l'espace communautaire et les prises de position dans ce sens
7. Le mauvais état des installations actuelles (FYI, 2005 : iii)

Programmes récréatifs pour les jeunes dans l'ancienne ville de York

espace communautaire dont nous disposons, ce qui fait que nous ne pouvons même pas l'annoncer, car nous aurions tout de suite trop de gens [...] nous n'avons tout simplement pas l'espace et les installations nécessaires » (GYC, 2005 : 45). Les membres du GYC ont rapporté les nombreux obstacles institutionnels qui entravent leurs tentatives en vue d'obtenir des espaces convenables et sécuritaires pour exécuter des programmes récréatifs à l'intention des jeunes. Les démarches bureaucratiques que les organismes communautaires doivent faire afin d'obtenir de l'espace pour leurs programmes à l'intention des jeunes sont tout à fait superflues et contreproductives.

Vathany Uthayasundaram, ancienne coordonnatrice de programmes au Canadian Tamil Youth Development Centre (CANTYD), un organisme de jeunes membre du GYC, a décrit

le « processus interminable menant souvent à une impasse » que son personnel doit suivre dans le but d'obtenir des locaux pour une simple partie ouverte de basket-ball : « Même pour une partie ouverte de basket-ball, nous devons courir dans tous les sens pour trouver un gymnase dans un centre communautaire [...] mais les gymnases sont parfois réservés un an à l'avance [...]. Ensuite, il y a le financement des permis [...] tout le processus à suivre. Il faut appeler un département, remplir un formulaire, puis le déposer à un autre département [...] nous n'avons pas tout ce temps [...] souvent nous n'obtenons pas ce que nous voulons, et les jeunes ne comprennent pas le processus [...]. Nous avons des problèmes de budgets, de locaux, de permis! » (GYC, 2005 : 45). Le personnel est généralement sous-payé et accablé de travail, et les tâches à accomplir pour simplement obtenir de l'espace accaparent souvent des ressources humaines et physiques précieuses qui doivent être détournées des programmes.

La réticence à ouvrir l'espace municipal existant aux organismes populaires s'explique notamment par des préoccupations budgétaires (p. ex., la rémunération des concierges qui restent sur place après les heures d'ouverture). Toutefois, les participants à un forum sur les activités récréatives organisé en 2002 par la Laidlaw Foundation ont expliqué de façon très logique que les gains découlant de l'appui au renforcement de l'infrastructure et des programmes récréatifs (même si l'on ne tient compte que de l'aspect quantitatif) peuvent facilement dépasser les coûts : « Les investissements dans des activités de loisirs à l'intention des jeunes se rentabilisent d'eux-mêmes. À court terme, les familles à faible revenu qui ont accès aux services récréatifs quittent l'aide sociale en plus grand nombre et leur besoin d'une vaste gamme de services sociaux et de santé diminue. À plus long terme, les activités récréatives pour les jeunes se répercutent par une assiduité scolaire plus élevée, de meilleurs résultats scolaires et des aptitudes scolaires, sociales et interpersonnelles renforcées, ce qui est un très bon indicateur de réussite dans l'enseignement supérieur et dans les carrières qui suivront » (cité dans FYI, 2005 : 9).

Les participants au groupe de travail chargé du thème de l'espace pendant le forum Strategizing Minds ont eux aussi affiché le même optimisme quant aux répercussions possibles d'une telle ouverture de l'espace communautaire. Ils expliquent que de nombreux jeunes ont un « attachement géographique » à leurs quartiers, mais manquent d'un « lien réel avec les problèmes auxquels la communauté est confrontée ». L'obtention d'un accès total aux ressources communautaires pourrait commencer à inverser cette tendance. En effet, les jeunes se considéreraient comme des membres à part entière de leurs communautés, et l'accès physique se traduirait par un accès civique qui pourrait amorcer leur mobilisation à l'égard des questions touchant leurs communautés. Andrea Zammit, coordonnatrice actuelle du GYC et ancienne directrice de programmes du groupe For Youth Initiative, a expliqué plus en détail l'importance de l'ouverture d'espaces conviviaux pour les jeunes au cours de Strategizing Minds :

Au cours des six dernières années, j'ai travaillé avec des jeunes dans de nombreux quartiers sous-desservis à faibles revenus de Toronto, où l'accès à l'espace public a été l'un des principaux défis. Il est fréquent que les jeunes partagent de petits appartements avec de nombreux membres de leur famille. Ces jeunes ont besoin d'espace pour rencontrer leurs amis, d'un espace calme pour faire leurs devoirs, d'un espace les protégeant des brutalités et du harcèlement policiers et d'un lieu où s'exprimer par l'entremise des arts et où accéder à des programmes socio-récréatifs. Les centres communautaires et les programmes gérés par les fournisseurs de services sociaux traditionnels qui disposent d'installations ne sont pas « axés sur les jeunes » ou accessibles par ces derniers, en particulier dans le cas des jeunes Noirs.

Le dernier rapport publié par le GYC, *From the Roots Up!*, comprenait une recommandation adressée à la ville de Toronto en vue de l'élargissement de l'utilisation des installations et de l'espace pour les programmes dirigés par des jeunes. Il est

encourageant de voir que des pas ont été faits dans cette direction, le plus récent étant l'annonce que l'Ontario accroîtra son investissement dans le Programme d'utilisation communautaire des installations scolaires pour le faire passer à 66 millions de dollars au cours des quatre prochaines années. Le communiqué publié le 5 février 2008 par le Cabinet du Premier ministre indiquait que ces nouveaux fonds serviraient aux fins suivantes :

- élargir la portée du programme existant;
- fournir, d'ici 2011-2012, un accès gratuit après les heures de classe à environ 500 écoles situées dans les communautés où les besoins sont les plus grands;
- disposer de nouveaux coordonnateurs de la liaison avec les communautés qui feront participer les communautés et les écoles locales afin d'améliorer l'utilisation des écoles par des groupes et de créer davantage de programmes et d'activités. (Cabinet du Premier ministre, 2008)

Au moment de la rédaction du présent rapport, cette annonce demeure une promesse, et seul le temps nous dira si elle sera honorée. Depuis la publication en 2005 du rapport de FYI intitulé *Thinking About Tomorrow's Space Today*, la ville a également accepté d'étudier la construction d'un centre communautaire dans le quartier du groupe – le seul quartier de la ville qui en est dépourvu. Il y a encore des problèmes avec le projet proposé par la ville, car on y retrouve des obstacles à l'accès par les résidents à faible revenu. De

Voix nouvelles

FYI: *Thinking About Tomorrow's Space Today* (2005 : 25)

« Si nous mobilisons les gens de notre communauté, nous pouvons élever suffisamment nos voix pour dire "vous savez quoi, nous payons des impôts comme les autres. Nous ne faisons pas l'aumône. Nous demandons ce qui nous revient de droit". »

Voix de jeune, FYI

plus, tout comme le communiqué de la province, cela demeurera un beau discours politique tant que l'on ne verra pas la construction commencer sur le terrain. Le Regent Park Focus Youth Media Centre est un autre organisme qui se trouve dans une situation précaire du fait du réaménagement urbain et du soutien appuyé des organismes gouvernementaux à cet égard. Comme l'a expliqué Adonis Huggins, de Regent Park Focus, le centre s'est vu octroyer de l'espace dans le nouveau projet de réaménagement de Regent Park; toutefois, on lui a clairement expliqué qu'il ne disposerait plus de ces installations gratuitement, et que la Toronto Community Housing Corporation (TCHC) et la ville devront récupérer le loyer du marché. Au forum Strategizing Minds, Adonis Huggins a indiqué que « la question est de savoir pourquoi la ville abdique ainsi sa responsabilité de bâtir l'infrastructure sociale dans des quartiers en difficulté et pourquoi la TCHC et la ville estiment ne plus pouvoir être associées à la prestation du capital social dans des quartiers qui appartiennent à la TCHC et à la ville? Une des explications qu'elles avancent est l'insuffisance de l'investissement par le gouvernement fédéral, qui a pour priorité la construction de super-prisons, alors qu'elles-mêmes (la TCHC) ne se gênent pas pour investir dans des caméras de sécurité des sommes qui permettraient de bâtir un centre communautaire dans chaque aire de logements sociaux de la ville. »

Comme l'a expliqué un des participants au forum Strategizing Minds, nous ne « soutenons pas qu'un centre communautaire soit la réponse ». Chacun des problèmes présentés dans ce rapport exige des réponses se traduisant par des gains pécuniaires, mais aussi des réponses visant la participation des jeunes à *toutes* les étapes de l'établissement de ces gains. Comme le démontrent le forum Strategizing Minds et tous les autres documents cités dans le présent rapport, les jeunes ont la capacité et le droit d'être consultés et de jouer un rôle dépassant celui de simples pions dans les processus décisionnels. La violence chez les jeunes n'est pas un problème, mais un symptôme. En reprenant le contenu de quelques-uns des nombreux rapports publiés par les organismes populaires sur ces symptômes, notre rapport présente des « conclusions » reflétant des centaines de voix qui se sont exprimées sur plusieurs années dans de nombreuses communautés de la ville de Toronto. Toute personne réellement désireuse de réduire la violence à laquelle les jeunes sont confrontés (qu'il s'agisse de résidents de la ville, de travailleurs ou travailleuses communautaires, de décideurs ou de jeunes) prendra des mesures pour s'attaquer à ses causes, dont un grand nombre sont décrites ici.

Action à la base



La Somali Youth Association of Toronto (SOYAT) est un organisme communautaire de jeunes sans but lucratif, qui dessert de jeunes Somaliens et Somaliennes à Toronto depuis 1992. L'organisme se considère comme un point d'accès pour les jeunes d'origine somalienne, et collabore avec les parties intéressées afin de mettre en place des services opportuns novateurs pour les jeunes et les enfants somaliens et d'autres jeunes marginalisés de leur communauté. Même s'il existe dans la région d'Etobicoke-Nord plusieurs centres communautaires, récréatifs et d'emploi que les jeunes Somaliens et Somaliennes utilisent peu, l'espace de la SOYAT s'est révélé être convivial pour les jeunes et adapté à leurs caractéristiques culturelles. Le centre et les programmes de cet organisme sont ainsi très utilisés et efficaces.

Revendications



Depuis sa création, le GYC s'est vu demander de faire des recommandations aux administrations, et a même été encouragé à le faire; mentionnons à titre d'exemple les délégations devant l'administration municipale, la Commission de services policiers et le Toronto District School Board (en de nombreuses occasions). Le GYC a également assisté à des forums municipaux et provinciaux consacrés à la « violence armée », ainsi qu'au forum From the Roots Up! financé par le gouvernement fédéral, durant lesquels il est intervenu. Nous n'avons remarqué quasiment aucun changement dans les politiques de ces institutions gouvernementales.

La violence est le résultat direct de l'oppression et de l'oppression internalisée, ce qui exige que les administrations reconnaissent d'abord les politiques de colonisation et de génocide à l'encontre des nations autochtones et des terres, le racisme systémique, la pauvreté, les discriminations fondées sur la capacité physique et l'âge, le sexisme, l'hétérosexisme, etc.; ce n'est qu'à partir de là que les administrations pourront commencer à mettre en place des politiques et des programmes efficaces qui auront une incidence réelle sur les communautés touchées par de nombreux incidents violents. La plupart des jeunes avec qui nous travaillons n'ont aucune confiance dans les institutions publiques. Après avoir été fortement encouragé à participer aux processus publics par les administrations sans que ces dernières aient apporté les changements systémiques indispensables pour réduire la violence dans les communautés où résident et travaillent un grand nombre de membres, le GYC a pris acte du besoin de créer et maintenir ses propres structures.

Éducation

1) Abrogation de la *Loi sur la sécurité dans les écoles*

Des écoles sûres ne sont pas des écoles où les jeunes racialisés, les homosexuels ou les jeunes handicapés sont la cible de suspensions et d'expulsions. Elles sont plutôt des endroits où les élèves, le personnel enseignant et les parents travaillent ensemble avec l'administration et les autres membres du personnel afin de bâtir pour tous les élèves un milieu d'enseignement sûr et ouvert.

La *Loi sur la sécurité dans les écoles* pousse les élèves (en particulier les élèves racialisés) hors du système éducatif et les criminalise. Nous estimons que cette loi a fait empirer la situation dans nos écoles en minimisant la relation basée sur la confiance et l'éducation entre le personnel enseignant et les directions d'une part et les élèves d'autre part, et en la remplaçant par une relation d'autoritarisme et de contrôle.

Nous ne pensons pas que les réformes annoncées le 1^{er} février 2008 s'attaquent réellement aux problèmes graves exposés par la Commission ontarienne des droits de la personne, qui recommande à cet effet les mesures suivantes :

- tenir compte de la perception répandue de l'impact disproportionné de la *Loi* sur les élèves issus des communautés racialisées et les élèves ayant un handicap;
- confirmer que le concept de « tolérance zéro » n'a pas sa place dans les lois, les règlements ou les politiques;

- envisager l'application de mesures disciplinaires progressives comme option de rechange aux suspensions et aux expulsions;
- demander l'élargissement des règlements relatifs aux facteurs atténuants et obliger les directrices et directeurs d'école et les conseils scolaires à envisager ces facteurs avant de suspendre ou d'expulser un élève;
- offrir aux élèves suspendus ou expulsés des programmes de rechange en matière d'éducation;
- appuyer la cueillette de données sur les suspensions et les expulsions et les rendre accessibles;
- exiger que les directrices et directeurs d'école, les directrices et directeurs d'école adjoints et le personnel enseignant reçoivent une formation exhaustive axée sur l'antiracisme, l'antidiscrimination, la sensibilisation culturelle et l'accommodement des handicaps de même qu'une formation portant sur les modifications aux dispositions relatives à la sécurité dans les écoles;
- travailler activement avec le ministère de la Formation et des Collèges et Universités pour promouvoir et publiciser le recrutement d'enseignantes et enseignants provenant des communautés racialisées, de la communauté des personnes handicapées et autres groupes sous-représentés;
- organiser un symposium provincial sur la sécurité dans les écoles auquel la Commission participera après l'adoption des modifications;
- faire rapport annuellement à la Commission des progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'entente.

Nous ne pensons en aucun cas que les réformes présentées par le gouvernement régleront légitimement les problèmes susmentionnés. Nous demandons plutôt l'abrogation complète de cette loi régressive et la tenue d'un processus de consultation auprès des élèves, des familles et des communautés sur l'élaboration de politiques relatives à la gestion scolaire qui visent réellement à établir dans les écoles un milieu d'apprentissage intéressant et sûr.

2) Nouveau curriculum de l'Ontario

Le curriculum de l'Ontario isole les élèves, crée des cloisons et des filières limitant la capacité d'épanouissement des élèves et s'adapte mal à la diversité des problèmes, des besoins et des objectifs scolaires des élèves ontariens. Cela mène inexorablement à un taux d'exclusion extrêmement élevé parmi les jeunes autochtones et racialisés de nos communautés. Le nouveau curriculum et les tests standardisés mis en place par le gouvernement conservateur de Mike Harris dans la deuxième moitié des années 1990 ont sensiblement nui à l'établissement de milieux d'apprentissage adaptés et favorables à la diversité des cultures, des styles d'apprentissage et des besoins des élèves de l'Ontario.

Le curriculum de l'Ontario est conçu pour s'aligner sur les intérêts des entreprises, qui ont besoin d'une main-d'œuvre exploitable, docile et remplaçable afin de préserver leurs profits dans leurs industries. Cela mène aux problèmes des filières, du curriculum eurocentrique et de la désignation de « fauteurs de troubles » assignée à certains élèves, alors que l'on devrait plutôt s'attaquer à certaines des problèmes fondamentaux incitant des élèves à se rebeller ou à perdre espoir face au système d'éducation actuel.

Le curriculum de l'Ontario devrait être réécrit de manière à inclure à tous les cours (pas seulement l'histoire ou les sciences sociales) un compte rendu divers, intégré et honnête de l'histoire et de la société.

Le curriculum de l'Ontario devrait être réécrit en collaboration avec les élèves, les parents et d'autres organismes qui ont réalisé diverses études et proposé de nombreuses améliorations. L'éducation ne consiste pas seulement à former une personne à trouver un emploi, c'est aussi bâtir une expérience entière et viable qui façonnera la vie d'une jeune personne.

Pour nous, il appartient au gouvernement provincial de veiller à ce que le système d'éducation ontarien ne reflète pas seulement une histoire montrant le Canada comme une société multiculturelle, utopique et œuvrant au maintien de la paix, mais plutôt une histoire honnête quant au génocide en cours des nations autochtones au Canada, à l'esclavage des peuples africains, à l'exploitation des travailleuses ou travailleurs migrants et à la multitude de défis et d'oppressions que doivent surmonter les gens ordinaires.

L'éducation devrait être flexible, s'adapter aux besoins des élèves et se concentrer sur l'élaboration de solutions avec la communauté (sans se contenter de former la main d'œuvre de l'avenir).

3) Enseignement postsecondaire accessible

Certes, le nombre d'admissions dans les établissements postsecondaires de l'Ontario est à la hausse, mais le coût et le processus d'admission sont devenus plus contraignants. L'augmentation astronomique des frais de scolarité enregistrée en Ontario depuis le début des années 1990 fait que davantage d'étudiantes et d'étudiants doivent s'endetter ou sont dépendants de possibilités d'emploi qui leur permettent seulement de payer leurs dettes d'études.

L'éducation est un droit. Elle ne devrait pas être limitée aux personnes qui ont les moyens de se l'offrir! Nous demandons une réduction radicale immédiate des frais de scolarité! Cette diminution doit s'accompagner de la réintroduction d'un système de subventions et de bourses qui réduira la dépendance des étudiantes et étudiants à l'égard de l'endettement pour financer leurs études et d'un milieu universitaire libre de toute interférence des entreprises.

Nous demandons également que le fait d'être prestataire de l'aide sociale ne nuise pas à la capacité de recevoir une aide financière pour faire des études postsecondaires, et exhortons le gouvernement de l'Ontario à cesser d'interdire aux prestataires de l'aide sociale d'obtenir des prêts du Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario (RAFEO).

Criminalisation

1) Abrogation de la *Loi sur la sécurité dans les rues*

La *Loi sur la sécurité dans les rues* est un texte axé sur le nettoyage social qui vise à criminaliser et à attaquer les gens les plus pauvres et vulnérables de notre ville. Un aspect particulièrement offensant de la *Loi* est le ciblage des jeunes pauvres et sans-abri, ainsi que son incidence sur la capacité à obtenir un emploi et des services sociaux qui régleraient certaines des problèmes fondamentaux auxquelles ces mêmes jeunes sont confrontés dans la rue.

Avec l'interdiction de la « mendicité agressive », sans qu'aucune définition du terme « agressive » ne soit donnée, les jeunes pauvres, sans-abri et marginalisés sont souvent ciblés et harcelés par des policiers du fait qu'ils occupent l'espace public en plein cœur du centre ville. Selon nous, la *Loi sur la sécurité dans les rues* rend en fait les rues plus dangereuses pour les jeunes pauvres et sans abri et peut mener à des abus de pouvoir graves par les policiers et les gardiens de sécurité.

Nous exhortons le gouvernement de l'Ontario à abroger immédiatement par voie législative cette loi répressive et à s'attaquer réellement aux problèmes qui mènent les gens à vivre dans les rues, en particulier la pénurie de logements abordables, le financement insuffisant de services de soutien d'urgence pour les sans-abri et les gens mal logés ainsi que l'absence de législation rigoureuse pour protéger les locataires (la *Loi de 1997 sur la protection des locataires* sert essentiellement à protéger les propriétaires).

2) Arrêt de la construction de la super-prison pour jeunes Roy McMurtry

Le taux d'incarcération des jeunes en Ontario est sensiblement plus élevé que celui de la plupart des administrations européennes, voire de certains États américains. D'un point de vue statistique, il est évident que les jeunes Autochtones et les jeunes Noirs sont surreprésentés dans le système carcéral, en particulier celui destiné aux jeunes. La plupart des jeunes contrevenants demeurent des contrevenants non violents, mais la façon dont le gouvernement de l'Ontario et les grands médias ont présenté les crimes violents impliquant des jeunes à Toronto comme « l'été des fusils » et ont stigmatisé les communautés pauvres et racialisées par les qualificatifs de « violentes » ou « dangereuses » a créé un sentiment de panique au sein de nos communautés et a mené à un ciblage accru des jeunes Noirs par la police.

La *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* (LSJPA), entrée en vigueur en 2003, tentait de redresser certaines injustices flagrantes découlant de la *Loi sur les jeunes contrevenants* qui l'avait précédée. Une des questions en jeu était l'étape logique consistant à minimiser le taux d'incarcération des jeunes et à prévoir pour ces derniers des solutions de remplacement à l'incarcération. Nous pensons que le projet de loi C-2 du gouvernement fédéral (une « loi visant à contrer les crimes violents ») est en fait une attaque directe contre les progrès défendus et obtenus par nos communautés dans la LSJPA, et se traduira sans aucun doute par un taux d'incarcération accru des jeunes et par de plus grandes disparités relativement à ce taux.

En 2004, le rapport issu de l'enquête d'un coroner sur le suicide de David Meffe au Centre d'évaluation des jeunes de Toronto a clairement conclu que les grandes prisons prévues pour la détention de jeunes en milieu fermé étaient contreproductives, trop punitives et mal conçues pour offrir du soutien aux jeunes incarcérés.

Le rapport issu de l'enquête Meffe faisait notamment la recommandation suivante :

RECOMMANDATION n° 4.

Emplacement des nouvelles installations de détention pour jeunes à Toronto – De nouveaux centres de garde et de détention des jeunes à Toronto (en remplacement du Centre d'évaluation des jeunes de Toronto) devraient être construits sous la forme d'établissements autonomes de petite taille répartis dans toute la RGT. Éventuellement, un de ces établissements devrait être implanté dans chacune des principales villes (Scarborough, North York, Toronto, Etobicoke, etc.).

Justification :

Cela réaffirmerait l'engagement du ministère à l'égard d'une philosophie de participation de la famille et de la communauté au traitement et à la gestion des jeunes en garde ou en détention, ainsi que la conformité avec la Convention relative aux droits de l'enfant des Nations Unies. Cela reconnaîtrait également la différence fondamentale entre les adultes et les jeunes pour ce qui a trait aux besoins en matière de soutien. Cette recommandation est conforme aux conclusions de la recherche et aux témoignages d'experts présentés sur la gestion des jeunes en détention. Le fait de disposer de nombreux centres de taille réduite :

- facilitera l'accès par les familles et le soutien de la communauté aux jeunes;*
- permettra de gérer les jeunes en petits groupes, ce qui laisse davantage de temps pour travailler individuellement avec eux pour tisser des liens de garde et réduire le risque de violence entre pairs. [TRADUCTION]*

Au lieu de cela, le gouvernement de l'Ontario a pris la décision de poursuivre la construction de la « super-prison » pour jeunes Roy McMurtry⁸, un établissement de 192 lits dont l'édification coûtera à l'Ontario plus de 100 millions de dollars, et qui va directement à l'encontre de cette recommandation préconisant des établissements autonomes de petite taille qui permettraient à l'Ontario de se conformer à la *Convention relative aux droits de l'enfant* des Nations Unies. Même si les taux d'incarcération des jeunes ont diminué à la suite de la promulgation de la LSJPA, nous estimons que la nouvelle loi fédérale mènera inévitablement à une augmentation de l'incarcération des jeunes, à des peines plus longues et à des sanctions plus dures.

Nous exhortons le gouvernement de l'Ontario à suspendre immédiatement la construction de la super-prison Roy McMurtry, à réaménager cette prison inachevée en un vrai centre communautaire pour jeunes à Brampton et Toronto-Nord, et à considérer sérieusement les recommandations présentées dans le rapport Meffe. Nous ne voulons pas d'autres prisons dans nos communautés; nous ne croyons pas qu'elles les rendront plus sûres.

⁸ Nous rejetons l'usage par le gouvernement de l'Ontario du terme « Centre de jeunes » pour décrire une prison. À notre avis, c'est un affront au travail communautaire constructif réalisé par les centres de jeunes de tout l'Ontario. Le terme « super-prison » convient mieux à cette installation de 192 lits, le plus grand établissement d'incarcération en Ontario.

3) Mise en place d'un mécanisme indépendant de surveillance de la police : mettre fin aux brutalités et au harcèlement policiers

Depuis trop longtemps, l'impunité de la police prévaut en Ontario (et en particulier à Toronto). Qu'il s'agisse des assassinats de Dudley George, Jeffrey Reodica, Edmond Yu, Alwy al-Nadhir et Byron Debagassie ou du harcèlement, du profilage et du manque de respect constants à l'égard des jeunes racialisés, marginalisés et sans-abri à Toronto, nous avons été témoins de certains des cas les plus flagrants d'oppression et de violence policières dans nos communautés. Nous disons haut et fort : ça suffit!

Nous demandons instamment au gouvernement de l'Ontario de mettre en œuvre un mécanisme complet et indépendant de surveillance de la police et de signalement des abus qui soit contrôlé par la communauté et qui s'attaque aux problèmes graves entachant les relations entre la communauté et la police. Nous voulons moins de discours sur les services policiers communautaires et davantage sur l'encadrement de la police! Les policiers devraient respecter les communautés et être orientés par ces dernières, au lieu de les intimider, de les harceler et de les violer à leur gré.

Le gouvernement de l'Ontario continue de réagir de façon réactionnaire aux incidents violents qui se produisent au sein de nos communautés, en recrutant davantage de policiers, en augmentant le financement des groupes d'intervention contre « les bandes criminalisées et les armes à feu » et en construisant des super-prisons coûteuses pour les jeunes. Nous jugeons cette démarche totalement erronée; elle va à l'encontre de tout travail visant à atténuer les causes profondes de la violence dans nos communautés.

Les plaintes à l'égard de la police devraient être traitées par des tribunaux indépendants de règlement des plaintes gérés par la communauté dans chaque division de la police de la ville. De tels tribunaux auraient le pouvoir de suggérer à la Commission de services policiers de Toronto et au chef de police la suspension, le licenciement ou l'enquête et la poursuite au criminel de policiers.

La militarisation de nos rues, de nos écoles, de nos organismes de jeunes et de nos centres communautaires par une présence policière accrue ne fait qu'exacerber les problèmes et les tensions qui touchent nos communautés. Les budgets de plus en plus élevés alloués à la police de nos villes sont un affront direct aux personnes qui se battent pour davantage de logements sociaux, pour un meilleur financement des écoles et des organismes de jeunes et pour un accès élargi à l'espace communautaire.

Nous exhortons le gouvernement de l'Ontario à commencer à prendre la violence policière au sérieux!

Nous demandons au gouvernement de l'Ontario de commencer à réaliser des études semblables à celles menées aux États Unis, qui montrent l'absence totale ou quasi-totale de corrélation entre l'accroissement des efforts de maintien de l'ordre et de l'incarcération et une diminution des taux de criminalité.

Nous demandons que les policiers reçoivent une formation efficace et fréquente sur les droits de la personne et la lutte contre l'oppression, en particulier pour ce qui a trait aux nouvelles politiques et procédures (p. ex., la politique consistant à ne pas interroger les gens sur leur statut d'immigrant adoptée par la Commission de services policiers de Toronto en février 2006).

4) Adoption d'une politique provinciale d'« accès sans crainte » pour que les résidents de l'Ontario ne jouissant pas du statut d'immigrant aient accès aux services essentiels

On estime que plus de 500 000 personnes vivent et travaillent au Canada sans jouir du statut d'immigrant, dont plus de 80 000 dans la seule ville de Toronto. À titre d'organismes de jeunes, et dans nos communautés, nous travaillons régulièrement avec des sans-papiers, et sommes parfois un des seuls services sociaux auxquels ils peuvent accéder sans crainte d'être arrêtés ou déportés.

Nous appuyons et défendons la campagne visant à ce que l'on ne demande ni ne communique aucun renseignement sur le statut d'immigrant et demandons au gouvernement de l'Ontario qu'il soutienne les droits de toutes les personnes qui vivent et travaillent en Ontario sans statut d'immigrant d'accéder aux services communautaires essentiels comme les écoles, les maisons d'hébergement pour les femmes, les centres communautaires, les programmes pour la jeunesse, les services de santé et les services d'urgence, sans crainte d'être arrêtés ou déportés.

Par ailleurs, nous demandons au gouvernement de l'Ontario d'exercer les pouvoirs qui lui sont conférés par les lois sur l'immigration pour amorcer immédiatement la mise en œuvre d'un système permettant d'accorder la résidence permanente aux travailleurs et travailleuses sans papiers en Ontario.

Situation économique et possibilités

1) Hausse du salaire minimum jusqu'au salaire de subsistance

À mesure que l'Ontario poursuit sa transition vers une économie fondée sur les services, un grand nombre d'emplois syndiqués stables et raisonnablement rémunérés sont remplacés par des emplois précaires à temps partiel dans le secteur des services, dont les salaires sont nettement inférieurs au revenu nécessaire pour subsister dans des villes comme Toronto.

De plus en plus, les jeunes de notre province sont persuadés et contraints de rechercher un emploi dans le secteur des services par l'entremise de programmes de recherche d'emploi et d'annonces gouvernementales ayant pour intention expresse de veiller à ce que les entreprises aient accès à une main-d'œuvre bon marché et exploitable. Le nombre de possibilités d'emploi non contractuelles à plein temps qui sont raisonnablement rémunérées continue de diminuer, et cette tendance n'est pas reflétée dans le « taux de chômage ».

Certains réclament une augmentation du salaire minimum jusqu'à 10 \$ de l'heure en Ontario. Selon nos calculs, même en obtenant un emploi à temps plein (37,5 h par semaine) avec ce salaire, un employé toucherait seulement un revenu brut de 19 500 \$ par an. Nous estimons que ce chiffre demeure criminellement bas et ne garantit pas qu'une personne touchant le salaire minimum puisse se permettre de subsister dans la ville de Toronto. Nous exhortons le gouvernement de l'Ontario à imposer un salaire minimum « de subsistance » d'au moins 15 \$ de l'heure, avec indexation annuelle au coût de la vie.

2) Possibilités de travail indépendant pour les jeunes

Un travail indépendant est souvent un moyen pour les jeunes de nos communautés de s'extirper des petits boulots sans avenir dans l'industrie des services. Toutefois, les programmes actuels de l'Ontario pour soutenir le travail indépendant des jeunes sont souvent d'accès difficile, avec des procédures compliquées, et ne procurent pas toujours aux jeunes les compétences ou la formation nécessaire pour que leur petite entreprise ou leur entreprise communautaire prospère dans le contexte des prix d'éviction et de la concurrence intense pratiqués par les grandes entreprises bénéficiant d'allègements fiscaux et de subventions considérables (une aide sociale aux entreprises parasites) de la part des gouvernements.

Nous demandons la création d'un fonds ouvert et accessible à l'intention des entreprises sociales, qui dispose d'un budget élevé (pas simplement un autre investissement de 15 millions de dollars sur trois ans), dont le personnel possède les connaissances et l'expérience du soutien aux initiatives pour jeunes entrepreneurs, qui soit convivial et créatif et qui contribue au renforcement des compétences. Nous demandons également que le gouvernement n'associe pas ce genre de programmes à des prêts de sociétés ou de banques dans une sorte de partenariat public-privé qui mènera finalement les jeunes entrepreneurs sociaux à l'endettement au profit des grandes banques!

3) Augmentation immédiate de 40 % de l'aide sociale et du POSPH!

Depuis les compressions draconiennes imposées dans l'aide sociale et le Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées (POSPH) par les gouvernements de Mike Harris, les gens pauvres résidant en Ontario, et en particulier dans la ville de Toronto, vivent dans une pauvreté extrême et doivent

souvent décider s'ils vont consacrer leur argent à la nourriture ou au logement. Cela est révoltant, et la seule mesure adoptée par le gouvernement de l'Ontario de Dalton McGuinty pour éviter aux gens la faim et l'itinérance provoquées par ces compressions a été d'augmenter ces taux de 3 % seulement.

La santé des jeunes Ontariennes et Ontariens est sensiblement compromise par les taux criminellement bas de l'aide sociale et du POSPH. Nous demandons une augmentation immédiate de 40 % de l'aide sociale afin de rétablir au plus près les taux d'aide sociale aux taux de subsistance en vigueur avant l'époque Harris. Alors que le pouvoir d'achat des Ontariens et Ontariennes (et en particulier celui des personnes qui habitent Toronto) continue de baisser, le gouvernement a fait marche arrière. Les gens doivent choisir entre le logement et la nourriture pour leurs enfants tandis que le recours aux banques alimentaires atteint des records et que les emplois deviennent plus précaires que jamais auparavant.

4) Accroissement du nombre de logements sociaux et rénovation du parc actuel de logements sociaux

Toronto est frappée par une crise du logement social. En plus de la liste d'attente de dix ans pour obtenir un logement de ce genre, le parc actuel est dans un état pitoyable. Nous nous inquiétons de la confusion entre la pratique de nettoyage social, illustrée par l'embourgeoisement de Regent Park, et des solutions réelles et efficaces à la crise du logement à laquelle nous sommes confrontés. Nous ne voulons pas être obligés de quitter nos logements et nos communautés. Au lieu de cela, nous voulons que le gouvernement intervienne et commence à construire et rénover des logements sociaux qui accueilleront tous ceux et celles qui n'ont plus les moyens de se payer un logement dans la ville de Toronto.

Nous soutenons la solution de 1 % proposée par le Toronto Disaster Relief Committee et d'autres groupes universitaires et sociaux. Nous considérons que le logement devrait être un droit pour tous les résidents de l'Ontario, et que les réalités des jeunes sans-abri sont directement liées au fait que les logements sont inabordables dans la ville de Toronto. Nous exhortons le gouvernement de l'Ontario à cesser de soutenir la construction de condominiums et la spéculation (qui gonfle artificiellement le coût du loyer pour tous les résidents de la ville) et à investir dans les logements sociaux et les travaux de rénovation afin de rendre nos communautés plus sûres et plus saines!

De plus, nous avons assez de voir les administrations (fédérale, provinciale et municipale) se renvoyer la balle pour ce qui est de ce problème. Nous constatons qu'il appartient à CHACUN DES TROIS ordres de gouvernement de mettre en œuvre immédiatement ces projets et que les querelles bureaucratiques ne sont plus acceptables.

5) Investissement dans la Commission de transport de Toronto et dans les transports

Les coûts du transport à Toronto continuent de grimper en flèche. Les jeunes et les organismes de jeunes qui dépendent de la Commission se sont vus systématiquement exclus du transport dans cette ville en raison des coûts exorbitants. Le réseau de transport de Toronto a été plongé en pleine crise du fait du transfert des responsabilités et de l'insuffisance de l'investissement par les gouvernements fédéral et provincial.

Nous demandons que le gouvernement de l'Ontario assume sa responsabilité dans le règlement de la crise relative au financement des transports dans la ville de Toronto. Le prix de 2,75 \$ par voyage est supérieur à celui de quasiment toutes les autres administrations en Amérique du Nord et a créé des problèmes importants d'isolement et d'incapacité à se

déplacer pour les jeunes dans toute la ville. Le gouvernement de l'Ontario doit investir immédiatement dans l'infrastructure et les dépenses de fonctionnement liées au transport. De plus, il doit travailler directement avec le gouvernement fédéral et la ville de Toronto pour abaisser les tarifs, améliorer l'infrastructure de la Commission de transport de Toronto et investir dans l'avenir des transports en commun dans toute la province.

6) Programme universel de garde d'enfants

Dans le contexte économique actuel, les parents qui travaillent n'ont que très peu, voire pas d'options abordables pour la garde d'enfants. Ce problème se répercute par des contraintes économiques importantes et des possibilités d'emploi non exploitées.

Nous estimons qu'un programme universel de garde d'enfants est une part essentielle d'un système social garantissant la participation intégrale des hommes et des femmes, des parents seuls et des jeunes familles. Nous devons aussi condamner les pratiques abusives du programme d'« aide familiale résidente », qui repose sur l'exploitation d'une main d'œuvre bon marché constituée de femmes provenant des Caraïbes et des Philippines. Nous estimons que la garde d'enfants doit être respectée et traitée comme le travail important qu'il constitue.

Ainsi, nous demandons la mise en place d'un programme universel de garde d'enfants qui rémunère correctement les travailleurs et travailleuses et qui garantit l'accès à des services de qualité pour tous les résidents de l'Ontario.

Espace

1) Construction et financement d'espace communautaire

Il existe une pénurie réelle d'espace communautaire accessible et de qualité, dont les organismes de jeunes, les petites entreprises sociales, les groupes communautaires et les quartiers ont besoin. La plupart de l'espace contrôlé par la ville n'est pas suffisamment accessible, et un grand nombre de quartiers de Toronto n'ont pas de centre communautaire de quelque sorte que ce soit. Dans les quartiers à faible revenu, il existe des espaces relevant de la Toronto Community Housing Corporation, du système scolaire et de grands organismes. La jeunesse racialisée de ces communautés a le plus de mal à y accéder, alors que ce sont ces mêmes jeunes qui en bénéficieraient le plus.

Nous demandons au gouvernement de l'Ontario d'investir dans un fonds soutenant directement la construction de centres communautaires qui seraient contrôlés, entretenus et dotés en personnel par les membres mêmes de la communauté. Il est pour nous essentiel que la ville compte davantage d'espaces gérés par des jeunes qui soient créatifs et qui évoluent en fonction des besoins changeants de la communauté. Les espaces physiques existent, mais la bureaucratie qui y donne accès constitue un obstacle énorme pour les jeunes et les organismes de jeunes. Il faut supprimer les obstacles qui barrent l'accès par les groupes ou les jeunes désireux d'organiser des cercles d'études, des séances de danse et des parties de basket-ball ou même de mettre en place leurs propres programmes de garde parascolaire ou de halte-accueil.

Nous estimons par ailleurs que les écoles sont une pièce essentielle de l'établissement d'une communauté et demandons que toutes les écoles puissent être utilisées gratuitement par la communauté après les heures d'école. Nous exhortons

également le gouvernement de l'Ontario à mettre en place des programmes pour faciliter l'intégration des groupes communautaires avec les groupes d'élèves et l'établissement d'espaces d'apprentissage et de quartiers plus dynamiques.

2) Fin de la privatisation des espaces sociaux

La privatisation croissante des espaces sociaux, comme les aménagements en cours au carré Yonge-Dundas, a mené à une présence policière accrue dans les espaces sociaux et à l'impression de plus en plus forte que, pour faire partie d'une communauté, il faut y être consommateur. Une telle exclusion des pauvres et des jeunes des espaces sociaux « légitimes » a créé une culture de surveillance et de maintien de l'ordre bien plus agressive que jamais auparavant. L'usage de politiques régressives comme la *Loi sur la sécurité dans les rues* pour nettoyer ces espaces « publics » privatisés est évident.

L'espace public constitue un centre permettant aux communautés de prendre part à des activités constructives, d'avoir un lieu où se livrer à de l'activité physique et de se mobiliser sous la forme de collectifs relativement aux questions qui les touchent. L'accélération de la privatisation dont nous sommes témoins dans nos communautés a entraîné un accroissement de l'activité policière, de la bureaucratie et de l'exclusion financière, qui rend ces espaces inaccessibles à beaucoup de résidents de ces mêmes communautés. Nous avons également constaté que les installations publiques étaient de plus en plus nombreuses à imposer des frais d'utilisation au public, ces espaces ne devant donc plus être appelés *publics*.

Nous demandons au gouvernement de l'Ontario d'amorcer un processus et des consultations avec les Ontariens et les Ontariennes concernant l'utilisation de l'espace public à des fins privées et commerciales. Nous voulons que cesse l'hypocrisie consistant à donner le droit aux espaces commercialisés de

s'annoncer dans toute la ville alors qu'un grand nombre de gens pauvres et marginalisés reçoivent des amendes pour le simple fait d'être dans la rue!

3) Plan visant à financer l'infrastructure physique pour le travail dirigé par des jeunes

Un élément essentiel de l'établissement de communautés sûres et en santé est le soutien et l'aménagement d'espaces ouverts et sécuritaires où les jeunes pourront mettre en place des programmes, organiser des ateliers et appuyer leurs communautés. Il faut que cela se fasse de telle manière que les initiatives menées par des jeunes disposent de l'espace et des ressources nécessaires pour accomplir efficacement le travail requis dans leurs communautés. Le gouvernement provincial devrait investir dans le capital social et l'infrastructure physique au sein des communautés marginalisées et racialisées (ainsi que dans le cœur du centre-ville) pour fournir des services s'adressant à la jeunesse. Au lieu d'être simplement mis à la disposition des fournisseurs de services sociaux traditionnels, ces espaces devraient être centrés sur les jeunes.

Le développement communautaire ne peut se concrétiser que si les gens ont de l'espace pour se réunir, bâtir leurs communautés et travailler ensemble en collaboration et de manière créatrice. Le contexte actuel d'instabilité du financement des initiatives dirigées par des jeunes et l'obligation de devoir passer d'un espace à un autre sont des facteurs d'insécurité et de précarité et font qu'il est impossible de maintenir des programmes à long terme dans certaines communautés. La résolution de tous ces problèmes contribuerait à l'atténuation de la violence, de la pauvreté et du manque de ressources dans nos communautés.

Références



- Abebe, A., R. Ammanuel, E. Jamie, E. Mekonnen et M. Merid. 2006. *Youth Perspectives: Challenges to Peacebuilding and Development in the Ethiopian Community*, Toronto, Young Diplomats Ethiopian Youth Development Group.
- Fortier, C. 2006. *From the Roots Up! A report back from the youth-led forum on building safe and healthy communities*, Toronto, Grassroots Youth Collaborative (GYC).
- Freire, P. 1970. *Pedagogy of the Oppressed*, New York, Herder and Herder.
- Levin, B. et K. Peacock. 2004. « The Quality of Public Education in Canada: Who is at Risk? », *Progress Report (1)*, automne, 1-8.
- Metcalfe, L. 2003. *Exploring Empowering Education for Marginalized Youth in Toronto*, Toronto, For Youth Initiative (FYI).
- Miraftab, F. 2004. « Can You Belly Dance? Methodological questions in the era of transnational feminist research », *Gender, Place and Culture*, 11(4).
- Cabinet du Premier ministre. 5 février 2008. *Communiqués: Un plus grand nombre d'écoles ouvrent leurs portes après les heures de classe – Le gouvernement McGuinty appuie les programmes après l'école*, extrait du site Web du Cabinet du Premier ministre (<http://www.premier.gov.on.ca/news/Default.asp?Lang=FR>).
- Ruck, M. et S. Wortley. 2002. « Racial and Ethnic Minority High School Students' Perceptions of School Disciplinary Practices: A look at some Canadian findings », *Journal of Youth and Adolescence*, 31(3), 185-195.
- Tator, C. 2006. *Racial Profiling in Canada: Challenging the myth of "a few bad apples"*, Toronto, University of Toronto Press.
- Toronto Youth Cabinet. 2004. *Catch Us Before We Fall: The TYC report on youth homelessness*, Toronto, Toronto Youth Cabinet (TYC).
- Warner, R. 2006. *Towards an Integrated Strategy: Maximizing use of Local Resources*, Toronto, Somali Youth Association of Toronto et Toronto Training Board (Commission de formation de Toronto).
- Warner, R. 2005. *Youth on Youth: Grassroots Youth Collaborative on Youth led Organizing in the City of Toronto*, Toronto, Grassroots Youth Collaborative.
- Wilson, R., S. Aggarwal, S. Sayani et A. Zammit. 2005. *Thinking About Tomorrow's Space Today: Youth Recreational Programming in the Former City of York*, Toronto, For Youth Initiative (FYI).
- Wortley, S. 2006. *Racial Profiling in Canada: Evidence, Impacts and Policy Debates*, Toronto, Faculté de droit, Université de Toronto.
- Wortley, S. et J. Tanner. 2003. « Data, Denials, and Confusion: The Racial Profiling Debate in Toronto », *Canadian Journal of Criminology and Criminal Justice*, 45(3), 367-389.



Section 4 :

**Rapport sur les consultations
au sujet de la violence
chez les jeunes menées auprès
des jeunes Autochtones
en milieu urbain**

Table des matières

Introduction	157
Vue d'ensemble du processus	159
Participants	161
Violence chez les jeunes et ses répercussions sur les communautés	163
Stratégies, programmes et mécanismes locaux pour lutter contre la violence chez les jeunes.	167
Stratégies, programmes et mécanismes pour lutter contre le problème de la violence chez les jeunes	169
Vastes mesures structurales ou stratégiques pour vaincre les causes de la violence chez les jeunes	171
Autres recommandations présentées dans le cadre de l'Examen	173

Introduction



L'Ontario Federation of Indian Friendship Centres (OFIFC), organisme autochtone provincial qui administre divers programmes destinés aux jeunes Autochtones, a organisé et animé des séances de consultation auprès de jeunes Autochtones qui vivent en milieu urbain. L'OFIFC, qui représente 27 centres d'amitié de l'Ontario, est très bien placée pour aider ces jeunes de manière culturellement appropriée. Le ministère des Affaires autochtones de l'Ontario a contribué au financement de ces consultations.

Les consultations avec les jeunes Autochtones ont exploré :

- la violence vécue par les jeunes Autochtones et ses répercussions sur les communautés;
- les stratégies, programmes et mécanismes locaux pour lutter contre la violence chez les jeunes;
- les vastes mesures structurales ou stratégiques prises pour vaincre les causes de la violence chez les jeunes;
- d'autres recommandations présentées dans le cadre de l'Examen pour lutter contre la violence chez les jeunes.

Vue d'ensemble du processus



En juin 2008, l'OFIFC a organisé et animé des consultations en deux phases auprès de jeunes Autochtones. Lors de la première phase, l'OFIFC a organisé des consultations dans les villes du Nord de l'Ontario (Kenora, Fort Frances, Thunder Bay, Sault Ste. Marie, Sudbury, Timmins et North Bay) en collaboration avec des centres d'amitié locaux. Quinze jeunes ont été invités au centre d'amitié local de chaque ville pour parler de la violence chez les jeunes et de leur communauté. L'OFIFC a détaché deux personnes : l'une pour animer les séances, l'autre pour prendre des notes. Après chaque séance, l'OFIFC a préparé un résumé des discussions et des recommandations.

Lors de la deuxième phase, l'OFIFC a organisé une séance d'une journée dans ses bureaux de Toronto, réunissant 34 jeunes qui vivent dans des villes du Sud de l'Ontario (Toronto, Ottawa, Hamilton, London, Niagara/Fort Erie et Barrie). Deux membres du personnel de l'OFIFC ont animé la séance. Afin de cibler le débat, les jeunes qui ont participé aux séances dans le Nord et dans le Sud de la province ont suivi le guide de discussion qui avait été utilisé lors des consultations communautaires (le *Rapport final sur les séances de consultation des gens des quartiers* est compris dans ce volume). Un aîné local et un responsable des programmes d'éducation de l'OFIFC se sont entretenus de leurs rôles et responsabilités avec les jeunes. L'OFIFC a aussi préparé un résumé de ces débats.

Participants



Les personnes qui ont participé aux consultations dans le Nord venaient de milieux très divers et vivaient des expériences très différentes. Certaines faisaient des études secondaires ou postsecondaires, étaient de jeunes mamans ou avaient quitté leur communauté des Premières nations ou leur petite ville pour vivre dans un grand centre urbain; d'autres encore étaient prises en charge par les services à l'enfance et à la famille ou vivaient des expériences différentes. Beaucoup sont en étroite relation avec leur communauté sur réserve.

La plupart des personnes qui ont participé aux séances de consultation dans le Sud allaient à l'école secondaire; un petit nombre faisait des études postsecondaires ou travaillait. D'autres encore vivaient dans des foyers d'hébergement ou étaient placées en famille d'accueil, et quelques-unes avaient été incarcérées. Certaines ont gardé des liens étroits avec leur communauté sur réserve, tandis que d'autres ont passé la plus grande partie de leur vie dans une grande ville.

Violence chez les jeunes et ses répercussions sur les communautés



Les personnes qui ont participé aux séances dans le Nord et le Sud ont connu la violence et subi un certain nombre de facteurs de risque immédiats souvent associés à la violence chez les jeunes. Toutes ont mentionné les facteurs suivants comme des causes de violence qui affectent les jeunes de leurs communautés :

- **Gangs de rue** : De manière générale, les personnes associent les gangs de rue au trafic de stupéfiants et à d'autres problèmes.
- **Consommation d'alcool et de stupéfiants** : Une personne a dit : « Les jeunes se droguent ou boivent pour de nombreuses raisons, parce que la vie est insupportable à la maison, parce qu'ils sont maltraités, parce que leurs parents boivent ou se droguent eux-mêmes. » Une autre a dit que beaucoup de jeunes de sa communauté buvaient, fumaient et prenaient de la drogue. Certaines personnes s'inquiètent des répercussions négatives de l'alcool et de la drogue sur la prochaine génération.
- **Pression des pairs** : Plusieurs personnes ont dit avoir été victimes de plaisanteries ou de commérages, ou qu'elles étaient forcées de se joindre à des cliques à l'école. À North Bay, on nous a dit : « Il n'existe aucun exutoire qui permet aux jeunes de dépenser leur énergie négative de manière positive, [ainsi] il ne leur reste plus qu'à faire comme les autres », y compris être violents. On nous a dit également : « Les jeunes ont de plus en plus recours à la violence physique. Les jeunes Nishnawbe s'en prennent aux leurs, ce qui est manifestement un appel à l'aide. Puisque personne ne s'interpose et ne s'oppose à cette violence, les problèmes et les conséquences dépassent la sphère familiale pour entraîner encore plus de violence . »
- **Intimidation** : Une personne a dit : « Les jeunes sont très violents, les enfants sont victimes d'intimidation et brutalisés [et] [...] on doit les accompagner à l'école. » Un jeune a indiqué : « Il y a beaucoup d'intimidation à l'école [...] On se moque des personnes qui sont différentes. Ainsi, mon ami [...] se fait traiter d'homo [...] ce qui m'énerve; je l'ai dit aux professeurs [...] qui m'ont dit de les ignorer. Je ne vois pas comment cela pourrait arranger les choses . » On nous a dit également qu'il y avait aussi beaucoup d'intimidation dans les réserves.
- **Racisme et discrimination sexuelle** : On a beaucoup parlé de racisme et de tensions raciales, de stéréotypes et d'insultes raciales blessantes, comme : « sauvage, chef indien, Pocahontas, brûleur de chariots, vaurien et ivrogne ». Certaines personnes ont aussi mentionné qu'elles avaient

Ce que je sais de la violence chez les jeunes

Je n'avais jamais été confrontée à la violence chez les jeunes avant l'école secondaire. Je me suis aperçue que la violence prenait des formes diverses et qu'elle pouvait venir de personnes desquelles on s'y attend le moins.

J'ai vu que les gens se montraient très violents envers les personnes qu'ils considèrent comme n'étant pas « cool », qui ont une orientation sexuelle différente ou qui viennent d'un milieu social inférieur et n'ont pas d'argent.

J'ai eu beaucoup de problèmes pendant mon enfance et j'ai toujours su qu'il y avait de la violence autour de moi. J'attendais que tout le monde soit parti de l'école pour rentrer chez moi, car j'étais terrifiée. J'avais aussi beaucoup de complexes [...] J'avais de la peine de voir certains de mes camarades en butte aux moqueries, se faire battre ou être au centre de l'attention, alors que cela m'arrivait à moi aussi.

Mais me voilà aujourd'hui, je ne vais plus à l'école, je vis dans un foyer du centre-ville et certaines personnes me terrorisent. On m'a volé des téléphones, de l'argent, ainsi que ma dignité. La violence est partout, dans tous les milieux ethniques [et] dans tous les quartiers. On m'a même mis un coup de poing au visage pour me voler. Je me suis demandée si je devais porter plainte ou non. Je craignais de me faire harceler encore plus. Je ne sais pas si les gens se comportent ainsi parce qu'ils manquent d'assurance, ou quelle est la raison de ce comportement, jusqu'à quand cela va-t-il durer? Allons-nous y échapper? Les gens doivent s'accepter pour comprendre [...] Les brutes se fichent des répercussions de leur comportement sur les victimes.

Je ne sais pas comment on pourrait mettre fin à la violence, mais on devrait faire de la publicité, mettre des panneaux-réclames, créer des groupes et penser à d'autres moyens de sensibiliser les gens au problème de la violence et d'aider les victimes de [violence]; on devrait mettre des services à leur disposition.

Jeune participante de Toronto

souffert de discrimination sexuelle. À Kenora, l'animateur a indiqué que toutes « avaient des anecdotes à raconter sur le racisme dont elles avaient été victimes [...] à l'école, dans les magasins ou ailleurs ». Les gens attribuent ce racisme essentiellement aux barrières culturelles et à la méconnaissance des peuples autochtones de la part des jeunes, des parents et du personnel enseignant non autochtones. Pour certaines personnes, la violence est le seul moyen de défense. Elles sont parfaitement conscientes de l'exclusion sociale et du racisme dont leur peuple a été victime, de même que de l'héritage des pensionnats sur les familles et les communautés autochtones.

- **Maltraitance :** Les personnes ont mentionné la violence verbale, physique et émotionnelle qu'elles subissent dans leur famille et à l'extérieur. Elles ont également parlé de violence conjugale, d'agressions sexuelles et de viol.
- **Suicide :** À maintes reprises, les personnes ont soulevé la question du suicide chez les enfants et les jeunes; elles ont aussi parlé de dépression, du manque d'estime de soi, et de la peur et de l'anxiété dont elles souffrent.
- **Fêtes non supervisées :** On nous a dit que les fêtes non supervisées dégénéraient parfois et finissaient dans la violence.
- **Familles dysfonctionnelles :** Pour beaucoup, la violence chez les jeunes est due au fait que les parents ne font pas leur travail. Certaines personnes pensent que lorsque les enfants vivent dans la violence chez eux, cette violence devient

parfois normale pour eux. On a parlé des mauvais traitements que des parents infligent à leurs enfants et du stress que vivent ces enfants. Une personne a dit : « Je connais des parents qui boivent et prennent de la drogue, ce qui rend la vie familiale très difficile. C'est pour ça que des jeunes ont de mauvaises notes et échouent à l'école . »

- **Pauvreté :** Sans les nécessités, les gens se tournent vers le crime pour survivre.
- **Éducation :** Lorsque les jeunes sont exclus de l'école, ils peuvent se tourner vers la violence. À Kenora, on nous a dit que les écoles testaient les jeunes Autochtones « pour savoir s'ils sont intelligents ou non ». On les traite comme des « débilés » et leur donne des devoirs différents de ceux des autres élèves, ce qui provoque chez eux de la colère et de la honte.
- **Médias :** On nous a parlé de la façon dont la télévision, la musique et les jeux vidéo influence l'image que les jeunes ont de la violence. Un jeune a dit : « Les médias – que ce soit la télévision, le cinéma, les livres, les magazines ou la musique – ont une grande influence sur les jeunes, leur façon de penser. »
- **Absence de loisirs et de possibilités d'emploi :** Certains jeunes nous ont dit qu'ils étaient désœuvrés et que l'ennui les poussait vers la violence. À Fort Frances, par exemple, il y a très peu de loisirs pour les jeunes.

Les jeunes du Nord et du Sud ne vivent pas la violence de la même façon. Dans le Nord, on semble se préoccuper davantage des effets du racisme, du dysfonctionnement familial, de la surconsommation d'alcool et d'autre drogue, du suicide et de la dépression. Les jeunes y sont plus proches de leur communauté sur réserve et incluent l'arrivée d'étrangers au nombre des causes de la violence. Dans le Sud, les jeunes en milieu urbain disent qu'il y a beaucoup de quartiers dans de grandes villes comme Toronto et Ottawa et que la violence varie selon l'endroit où on vit.

Stratégies, programmes et mécanismes locaux pour lutter contre la violence chez les jeunes

Les jeunes Autochtones du Nord en milieu urbain

Pour les jeunes Autochtones du Nord en milieu urbain, les stratégies et les programmes mis en place pour vaincre la violence chez les jeunes incluent les centres de jeunes, les services à la famille, les programmes pour les jeunes et les intervenants auprès de jeunes ainsi que les programmes d'organismes comme les Grands Frères et Grandes Sœurs et l'Armée du salut. On nous a dit que les aînés, les guérisseurs et la médecine traditionnelle aidaient les jeunes à faire face à la violence. À North Bay, les jeunes ont parlé d'un programme de guérison et de bien-être qui pourrait produire de bons résultats selon eux. On nous a dit que le counseling par des intervenants auprès des jeunes ou des pairs pouvait aussi aider.

Plusieurs programmes locaux semblent porter leurs fruits. À Fort Frances, par exemple, on nous a parlé d'un programme de traitement des toxicomanies, du Atikokan Crisis Centre for women et du programme Al Anon local. À Sault Ste. Marie, on nous a parlé d'un programme associé à la Société d'aide à l'enfance, appelé « The Hub ». Partout dans la province, beaucoup de jeunes Autochtones ont dit que les sports et les loisirs, par exemple le cinéma, occupaient les jeunes et leur permettaient de se détendre. Les programmes de surveillance de quartier aident les jeunes à se sentir plus en sécurité et les incitent à rentrer chez eux. Des jeunes nous ont dit qu'ils se sentaient plus en sécurité dans leurs quartiers grâce à la police; une jeune personne de Sudbury a indiqué que la

violence avait diminué dans son quartier depuis que des mesures de sécurité avaient été instaurées dans les logements coopératifs.

Pour vaincre le racisme dans les villes du Nord, des jeunes ont mentionné un comité de relations interraciales et un groupe d'élèves qui luttent contre l'intimidation dans une école de Fort Frances. À North Bay, il a aussi été question de Warriors Against Violence Everywhere (WAVE). Ce groupe s'élève contre la violence envers les jeunes et les adultes des communautés autochtones.

Beaucoup ont indiqué qu'ils aimeraient avoir un lieu où ils pourraient se réunir. Par exemple, le YMCA de North Bay met un local à la disposition des jeunes et, à Fort Frances, le Urban Multipurpose Aboriginal Youth Centre, parrainé par le United Native Friendship Centre, propose des activités éducatives, sociales, récréatives et culturelles aux jeunes d'origine autochtone et non autochtone âgés de 13 à 24 ans. Les participants ont également indiqué que les centres d'amitié, qui offrent divers programmes, notamment des ateliers de tambour, des programmes pour les jeunes et d'enseignement traditionnel animés par des aînés, leur permettaient de se rapprocher de leurs communautés et de se rencontrer.

Malgré ces efforts prometteurs, certaines jeunes personnes ont affirmé que rien ne marchait. Certaines ont indiqué qu'il devrait y avoir plus de policiers pour prévenir et vaincre la violence, tandis que d'autres ont dit que les policiers avaient souvent des comportements négatifs envers les jeunes Autochtones.

Jeunes Autochtones du Sud en milieu urbain

Comme dans le Nord, les jeunes du Sud ont parlé des programmes et services de leur quartier qui contribuaient à lutter contre la violence chez les jeunes. Certaines personnes ont indiqué que les activités intra-muros et récréatives (programmes après l'école et YMCA) permettaient aux jeunes de s'occuper et les empêchaient de faire des bêtises. Beaucoup de jeunes considèrent que les initiatives dirigées par des jeunes (conseils de jeunes et programmes de mentorat par les pairs) sont particulièrement efficaces car elles leur permettent de s'identifier à d'autres jeunes. Ils trouvent également que les programmes locaux de lutte contre l'intimidation et de counseling en matière de santé mentale sont importants.

Quelques personnes ont parlé du programme Akwe:go (ce qui veut dire « tout le monde » en mohawk). Le ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse et d'autres organismes provinciaux versent des fonds à l'OFIFC pour ce programme, qui prône des comportements sains et le respect des traditions et de la culture. Le programme, qui s'adresse aux enfants autochtones de sept à 12 ans, est offert dans 27 centres d'amitié partout en Ontario. Il propose un plan d'action pour chaque enfant, des cours animés par des aînés, des programmes culturellement pertinents, récréatifs et offerts après l'école, des séances de soutien par les pairs, des ressources en santé et des programmes d'aiguillage et d'information.

Certains participants ont mentionné Connexion Emploi, programme du gouvernement provincial offert par l'intermédiaire de centres communautaires et dont certains sont parrainés par des groupes autochtones. Ce programme donne accès à des renseignements sur les carrières et les emplois, et à des stages de formation et d'emploi. À Barry, on a mentionné les Simcoe Outreach Services, organisme financé

par le ministère de la Santé et des Soins de longue durée de l'Ontario qui offre des séances de counseling aux personnes et aux familles confrontées à des problèmes d'alcool, de drogue et de jeu.

Comme dans le Nord, les jeunes Autochtones du Sud en milieu urbain trouvent le soutien dont ils ont besoin dans les centres d'amitié. De nombreuses personnes ont dit que ces centres aidaient les jeunes à échapper à la violence. Elles trouvent que les services d'écoute téléphonique sont utiles pour les jeunes qui ont besoin de parler à quelqu'un, tout comme les foyers de la Société d'aide à l'enfance et les maisons d'hébergement sont utiles en cas de violence.

On nous a dit que les centres de jour pour jeunes Autochtones, le conseil des jeunes du Native Child and Family Services de Toronto et le programme destiné aux jeunes du Native Canadian Centre de Toronto réussissaient à prévenir la violence, et que la police, le personnel enseignant, les parents et les grands-parents, les bénévoles, les écoles et les conseillers étaient des ressources utiles.

Malgré tout, certaines personnes ne croient pas qu'il soit possible d'éliminer la violence. À London, on nous a parlé d'un groupe de jeunes qui produisait de bons résultats, mais a dû cesser ses activités à cause du manque de fonds. D'après quelques jeunes personnes, beaucoup de programmes conçus pour les jeunes ne réussissent pas à les mobiliser, ne sont pas suffisamment accessibles ou offerts dans les quartiers où se trouvent les jeunes. Certaines ont dit que la présence de la police dans leurs quartiers contribuait à réduire la violence. D'autres ont parlé du harcèlement de la part de la police et indiqué qu'elles avaient été embêtées ou arrêtées par la police à cause de leur race.

Stratégies, programmes et mécanismes pour lutter contre le problème de la violence chez les jeunes

On a demandé aux personnes quelles étaient, à leur avis, les mesures les plus importantes qui pourraient être instaurées dans leurs quartiers pour régler le problème de la violence chez les jeunes. Dans le Nord, les participants ont recommandé ce qui suit :

- mettre plus d'installations et d'édifices à la disposition des jeunes (p. ex., foyers d'hébergement pour de jeunes femmes);
- offrir plus de soutien aux jeunes et affecter des travailleurs communautaires dans les écoles et les réserves;
- donner aux enfants le temps d'être des enfants; beaucoup nous ont dit qu'il y avait trop de cours et d'activités structurées;
- apprendre aux jeunes à parler de leurs problèmes et à fuir avant que la violence ne s'intensifie;
- encourager les parents à acquérir de meilleures compétences parentales et proposer des programmes aux jeunes parents (p. ex., des garderies); certaines personnes ont parlé de la difficulté d'être parents adolescents; elles ont du mal à s'en sortir financièrement et personnellement et certains jeunes ont remis leurs études à plus tard ou les ont abandonnées quand ils sont devenus parents;
- parler de la violence et de l'intimidation;
- offrir des débouchés;
- donner des modèles positifs (p. ex., mentors du même âge; aînés);
- créer des programmes pour assurer la sécurité dans les écoles.

Les jeunes Autochtones du Sud ont recommandé :

- des programmes pour aider les jeunes Autochtones à étudier leur culture, leurs langues et leurs traditions (p. ex., médecines traditionnelles);
- des programmes de formation sur les différences culturelles à l'intention des organismes qui desservent les jeunes Autochtones;
- des programmes et des ressources pour aider les jeunes qui quittent leurs réserves pour s'installer en ville et vice versa;
- des centres de jour, des comités, des conférences et des journées de sensibilisation pour aider les jeunes confrontés à la violence;
- des programmes de défense des droits et des intérêts des jeunes, des centres de jeunes et des jeunes leaders pour que ceux-ci aient leur mot à dire à propos de ce qui les concerne;
- des logements dont beaucoup de jeunes Autochtones ont désespérément besoin;
- des programmes de garde d'enfants et des soutiens pour les jeunes parents;
- plus de fonds pour les programmes qui fonctionnent;
- plus de modèles masculins pour les jeunes Autochtones.

Les jeunes Autochtones du Nord et du Sud en milieu urbain ont recommandé ce qui suit :

- **Des lieux sûrs pour les jeunes :** Il devrait y avoir des lieux, par exemple des parcs ou des centres de jour, où les jeunes peuvent se réunir à l'abri de la violence, de la drogue ou de la criminalité. À Sudbury, par exemple, le centre de jeunes se trouve dans un quartier sensible du centre-ville où les jeunes ne se sentent pas en sécurité. Ils préféreraient que le centre soit situé dans un endroit accessible et sûr. Pour certaines personnes, chaque quartier devrait avoir son centre. Les centres d'amitié et de jeunes devraient être ouverts plus longtemps et pendant les fins de semaine. On devrait aussi créer plus de centres de jour pour les jeunes et les jeunes parents.
- **Plus de programmes récréatifs et artistiques abordables ou gratuits :** Par exemple, à Kenora, on nous a dit que les jeunes Autochtones étaient peu nombreux à participer aux programmes sportifs offerts après l'école à cause du coût et de la discrimination dont ils font l'objet lorsqu'ils demandent à participer.
- **Plus de moyens de transport accessibles et abordables.**
- **Plus de services d'écoute téléphonique :** Les jeunes doivent avoir la possibilité d'appeler et de parler à des personnes qui sont prêtes à les écouter et à les aider.

Vastes mesures structurales ou stratégiques pour vaincre les causes de la violence chez les jeunes

Nombre de personnes qui ont participé aux consultations dans le Nord et dans le Sud ont présenté les mêmes suggestions pour lutter contre les causes de la violence chez les jeunes dans leurs communautés; voici ces suggestions regroupées en catégories générales :

Relier les jeunes Autochtones entre eux

Il devrait y avoir un système de réseautage pour relier les jeunes Autochtones entre eux, de même qu'un pow-wow provincial. Les pow-wow et autres assemblées contribuent à instiller chez les jeunes un sentiment d'appartenance à leur communauté. On nous a dit également que les cérémonies traditionnelles (p. ex., bains de sudation, peintures corporelles et foin d'odeur) apportaient un réconfort sur le plan spirituel, physique et mental. Les centres d'amitié devraient offrir des programmes ou des excursions à tous les jeunes de la province afin qu'ils puissent se rencontrer et faire connaissance. Il devrait aussi y avoir plus de congrès et d'assemblées de jeunes traitant de questions diverses, dont la violence chez les jeunes.

Représentation des jeunes et des Autochtones

Les jeunes devraient avoir leur place au sein des conseils municipaux et des gouvernements, notamment pour planifier et élaborer les politiques. Les organismes autochtones et non autochtones qui desservent les jeunes devraient aussi mieux les défendre et les mobiliser. L'Ontario a besoin de plus de femmes et d'hommes politiques autochtones ou intéressés par les questions touchant les jeunes, et de jeunes leaders.

Programmes d'information sur la violence

La province devrait créer des programmes de lutte contre la violence à l'intention des jeunes enfants pour étouffer la violence dans l'œuf. Les écoles secondaires devraient avoir des cours obligatoires de lutte contre la violence donnant droit à crédit et on devrait créer une journée de lutte contre la violence et une conférence provinciale de lutte contre la violence à l'intention des jeunes.

Racisme et intimidation

Les écoles devraient présenter des exposés sur le racisme et l'intimidation et on devrait créer des affiches et des messages d'intérêt public à la télévision et sur Internet encourageant les jeunes à faire de meilleurs choix. Ces mesures seraient encore plus efficaces si elles étaient présentées par de jeunes victimes de racisme et d'intimidation. On pourrait aussi faire des exposés dénonçant l'intimidation (par exemple, par l'OPP) pour sensibiliser les jeunes à la violence et leur présenter des moyens de la neutraliser dans leurs communautés, chez eux et à l'école, et dans la société en général. On devrait augmenter le financement à long terme des programmes de lutte contre l'intimidation et le racisme et inviter les jeunes qui ont connu la violence à parler de leurs expériences.

Financement des centres d'amitié et des programmes

Il faudrait augmenter le financement des programmes destinés aux jeunes et dirigés par eux, des programmes traditionnels et autres qui produisent de bons résultats.

Autres recommandations présentées dans le cadre de l'Examen



On a demandé aux participantes et participants s'ils avaient d'autres conseils à présenter aux responsables de l'Examen. Les jeunes du Nord et du Sud de la province ont recommandé ce qui suit :

- écoutez, soyez tolérant et essayez de comprendre les jeunes;
- tenez compte du point de vue des jeunes et agissez – les rapports ne suffisent pas;
- faites en sorte que le rapport final de l'Examen soit soumis par les personnes chargées de représenter les jeunes;
- construisez de nouvelles écoles et de meilleures écoles pour les communautés des Premières nations;
- pensez à créer des programmes scolaires alternatifs (écoles autochtones).
- trouvez des moyens de rendre les médias responsables de la façon dont ils présentent la violence, la criminalité et les peuples autochtones;
- prônez la reconnaissance de la culture et de la contribution des peuples autochtones;
- créez des conseils de jeunes;
- communiquez les résultats du rapport aux personnes qui ont participé aux consultations.

